

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## SOMMAIRE

	Pages
☉ Textes de la Gauche :	
I — L'INVARIANCE HISTORIQUE DU MARXISME .....	1
II — FAUSSE RESSOURCE DE L'ACTI- VISME .....	7
☉ LE PARTI DEVANT LA QUESTION SYN- DICALE .....	15
☉ MARXISME ET " SOUS-DEVELOPPEMENT " .....	32
☉ En mémoire d'Amadeo Bordiga :	
IV — DEFENSE DU PARTI ET DE L'IN- TERNATIONALE .....	54
☉ GORTER, LENINE ET LA GAUCHE .....	74

### CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

## **LES TEXTES DE LA GAUCHE**

---

*(Le texte que nous reproduisons ci-dessous constitue le compte rendu d'une réunion générale du Parti, tenue à Milan en septembre 1952).*

### **I. — L' " INVARIANCE " HISTORIQUE DU MARXISME**

1 — On emploie l'expression "marxisme" non pour désigner une doctrine découverte ou introduite par l'individu Karl Marx, mais pour se référer à la doctrine qui surgit en même temps que le prolétariat industriel moderne et l'"accompagne" pendant tout le cours de la révolution sociale — et nous conservons le terme de "marxisme" malgré toutes les spéculations et l'exploitation abusive de ce terme par toute une série de mouvements contre-révolutionnaires.

2 — Le marxisme, dans sa seule acception valable, compte aujourd'hui trois groupes principaux d'adversaires. Premier groupe : les bourgeois, qui prétendent que le type d'économie capitaliste et mercantile est définitif et nient qu'il puisse être dépassé par le mode de production socialiste ; ils rejettent donc totalement — et en toute cohérence -- la doctrine du déterminisme économique et de la lutte des classes. Second groupe : les soi-disant "communistes" staliniens (1), qui déclarent accepter la doctrine historique et économique marxiste, mais avancent et défendent, même dans les pays capitalistes développés, des revendications non pas révolutionnaires, mais identiques ou même pires que celles des réformistes traditionnels, dans le domaine politique (démocratie) et économique (progressisme populiste). Troisième groupe : les disciples déclarés de la doctrine et de la méthode révolutionnaires, mais qui cependant attribuent l'abandon actuel de celles-ci de la part de la majorité du prolétariat à des lacunes et à des défauts originels de la théorie, qui devrait donc être rectifiée et modernisée.

Négateurs, falsificateurs, modernisateurs : nous les combattons tous trois, et nous pensons qu'aujourd'hui les derniers sont les pires.

---

(1) Et post-staliniens, bien entendu.

3 — L'histoire de la gauche marxiste, du marxisme radical, ou plus exactement du **marxisme**, consiste dans les résistances successives à toutes les vagues de révisionnisme qui ont attaqué différents points de la doctrine et de la méthode depuis leur formation organique et monolithique, qu'on peut faire coïncider avec le manifeste de 1848. Nous avons rappelé dans d'autres textes l'histoire de ces luttes dans les trois Internationales historiques : contre les utopistes, ouvriéristes, libertaires, sociaux-démocrates, réformistes et gradualistes, syndicalistes de gauche et de droite, sociaux-patriotes, et aujourd'hui nationaux-communistes ou communistes-populaires. Cette lutte s'étend sur quatre générations et, dans ses différentes phases, elle appartient non pas à une série de noms illustres, mais à une **école** bien définie et compacte et, dans le sens historique, à un **parti** bien défini.

4 — Cette lutte longue et difficile perdrait sa liaison avec la future reprise si, au lieu d'en tirer l'enseignement de l'"invariance" du marxisme, on acceptait l'idée banale que le marxisme est en "continue élaboration historique" et qu'il se modifie avec le cours et la leçon des événements. C'est la justification invariable de toutes les trahisons dont les expériences se sont accumulées, et de toutes les défaites de la révolution.

5 — Lorsque les matérialistes nient qu'un "système" théorique né à un moment donné (ou pis, issu de l'esprit et exposé dans l'œuvre d'un homme donné, penseur ou chef historique, ou les deux à la fois) puisse contenir tout le cours historique futur, et établir de façon irrévocable ses règles et ses principes, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de systèmes de principes stables et valables pour une très longue période historique. Bien au contraire, leur stabilité et leur résistance aux tentatives de démolition et même d'"amélioration" est un élément de force primordial pour la "classe sociale" à laquelle ils appartiennent et dont ils reflètent la tâche historique et les intérêts. Mais la succession de ces systèmes et corps de doctrine et de praxis doit être reliée, non plus à l'avènement d'individus géniaux, mais à la succession des "modes de production", c'est-à-dire des types d'organisation matérielle de la vie des collectivités humaines.

6 — Bien que reconnaissant évidemment comme erroné le contenu formel des corps de doctrine de toutes les grandes périodes historiques, le matérialisme dialectique ne nie pas pour autant qu'ils aient été nécessaires en leur temps, et il imagine encore moins que l'erreur aurait pû être évitée par un meilleur raisonnement de la part des savants ou des législateurs et qu'on aurait pu s'apercevoir plus tôt de leurs erreurs, et les rectifier. Chaque système possède une explication et une raison d'être dans son cycle propre, et les systèmes les plus significatifs sont ceux qui se sont maintenus inchangés au cours de longues luttes en gardant toute leur intégralité organique.

7 — Selon le marxisme il n'y a pas de progrès continu et graduel dans l'histoire, surtout en ce qui concerne l'organisation des ressources produc-

tives, mais une série de bonds en avant espacés et successifs qui bouleversent profondément et depuis la base tout l'appareil économique et social. Ce sont de véritables cataclysmes, des catastrophes, des crises rapides, où tout se transforme en un temps très bref, alors que pendant de très longues périodes tout était resté inchangé, des cataclysmes comme il s'en produit dans le monde physique, dans les étoiles du cosmos, dans la géologie, et jusque dans la phylogénèse des organismes vivants.

8 — L'idéologie de classe étant une superstructure des modes de production, elle ne se forme pas non plus par un apport quotidien d'atomes de savoir, mais elle apparaît dans la déchirure d'un choc violent, et elle guide la classe dont elle est l'expression, sous une forme monolithique et stable dans l'ensemble, à travers une longue série de luttes et de tentatives, jusque à la phase critique suivante, jusqu'à la révolution historique suivante.

9 — Ce sont justement les doctrines du capitalisme qui, tout en justifiant les révolutions sociales du passé, ont affirmé qu'à partir de la révolution bourgeoise l'histoire avancerait par étapes graduelles et sans nouvelles catastrophes sociales, les systèmes idéologiques devant absorber progressivement les apports successifs et les conquêtes de la science pure et appliquée. Et c'est le marxisme qui a démontré la fausseté de cette vision de l'avenir.

10 — Le marxisme lui-même ne peut être une doctrine que l'on va formant et déformant chaque jour par des apports nouveaux, véritables rapiécages et raccomodages. La raison en est qu'il fait encore partie (bien qu'étant la dernière) de ces doctrines qui sont l'arme d'une classe dominée et exploitée qui doit renverser les rapports sociaux existants et qui, au cours de sa lutte, subit de toutes parts l'influence conservatrice des formes et des idéologies traditionnelles propres aux classes ennemies.

11 — Même si l'on peut dès aujourd'hui — ou mieux depuis que le prolétariat est apparu sur la grande scène historique — entrevoir l'histoire de la société future sans classes et donc sans révolutions, on doit affirmer que, pendant la très longue période qui y conduira, la classe révolutionnaire ne pourra s'acquitter de sa tâche qu'à la condition d'agir tout au long de sa terrible lutte suivant une doctrine et une méthode qui restent stables et qui soient fixées dans un programme monolithique — étant bien entendu que le nombre des militants et l'issue des heurts sociaux dans les différentes phases seront extrêmement variables.

12 — Bien que le patrimoine théorique de la classe ouvrière révolutionnaire ne soit plus une révélation, un mythe, une idéologie idéaliste comme ce fut le cas pour les classes précédentes, mais une "science" positive, elle a toutefois besoin d'une formulation stable de ses principes et de ses règles d'action, qui joue le rôle et ait l'efficacité décisive qu'ont eu dans le passé les dogmes, les catéchismes, les tables, les constitutions, les livres-guides tels que les Védas, le Talmud, la Bible, le Coran ou la déclaration des droits de l'homme. Les profondes erreurs, dans la substance

ou dans la forme, contenues dans ces recueils ne leur ont rien ôté de leur énorme force organisatrice et sociale — d'abord révolutionnaire, puis contre-révolutionnaire, en succession dialectique — et même ce sont souvent ces "écarts" qui y ont précisément contribué.

13 — C'est justement parce que le marxisme dénie tout sens à la recherche de la "vérité absolue" et voit dans la doctrine non une donnée de l'esprit éternel ou de la raison abstraite, mais un "instrument" de travail et une "arme" de combat, qu'il postule qu'on n'abandonne pas son arme ou son instrument au beau milieu de l'effort ou au comble de la bataille pour les "réparer" : c'est en brandissant dès le début de bons outils et de bonnes armes qu'on sort vainqueur, dans la paix comme dans la guerre.

14 — Une nouvelle doctrine ne peut apparaître à un moment quelconque de l'histoire. Il y a certaines époques de l'histoire, bien caractéristiques — et même rarissimes — où elle peut apparaître, comme un faisceau de lumière éblouissante, et si l'on n'a pas reconnu ce moment crucial et fixé la terrible lumière, il est vain de recourir ensuite aux bouts de chandelle avec lesquels le pédant universitaire ou le combattant de peu de foi tentent d'éclairer leur chemin.

15 — Pour la classe prolétarienne moderne, qui s'est formée dans les premiers pays à grand développement industriel capitaliste, les ténèbres ont été déchirés peu avant la moitié du siècle dernier. La doctrine intégrale à laquelle nous croyons, à laquelle nous devons et voulons croire, a trouvé à ce moment là toutes les conditions pour se former et pour décrire un cours historique qui devra la vérifier et la confirmer après des luttes démesurées. Ou bien cette position restera valable, ou bien la doctrine sera reconnue fautive et donc vide l'affirmation marxiste selon laquelle avec le prolétariat est apparue une nouvelle classe avec un caractère, un programme et une fonction révolutionnaires propres dans l'histoire. Celui donc qui entreprend de remplacer des parties, des thèses, des articles essentiels du "corpus" marxiste que nous possédons depuis environ un siècle, en détruit la force de façon bien pire que celui qui la renie ouvertement et en proclame la faillite.

16 — Après la période "explosive" où la nouveauté même de la nouvelle revendication la rend claire et nettement délimitée, il se peut qu'on ait — et c'est ce qui s'est effectivement produit à cause de la stabilisation de la situation, — une période où la "conscience" de la classe, au lieu de s'améliorer et de s'élever, régresse et dégénère. Les moments — toute l'histoire du marxisme le prouve — où la lutte des classes redevient aiguë sont ceux où la théorie revient, avec de mémorables affirmations, à ses origines et à son expression première intégrale, il suffit de rappeler la Commune de Paris, la révolution bolchévique, le premier après-guerre en Occident.

17 — Le principe de l'invariance historique des doctrines qui reflètent la tâche des classes protagonistes et aussi de ces puissants retours aux

formulations originelles, s'applique à toutes les grandes périodes historiques et s'oppose aux hypothèses futiles selon lesquelles chaque génération, chaque saison de la mode intellectuelle serait meilleure que la précédente. de même qu'au stupide cliché de la marche incessante du progrès humain, et autres lubies bourgeoises dont bien peu sont vraiment dépourvus parmi ceux qui se parent du titre de marxistes.

18 — Tous les mythes expriment ce principe d'invariance, et surtout ceux des demi-dieux ou des sages qui eurent une entrevue avec l'Être suprême. Il est stupide de rire de ces représentations, et seul le marxisme a permis d'en découvrir les infrastructures réelles et matérielles. Rama, Moïse, le Christ, Mahomet, tous les prophètes et héros qui inaugurent les histoires séculaires des différents peuples, sont les expressions diverses de ce fait réel, qui correspond à un bond énorme dans le " mode de production". Dans le mythe païen, la sagesse, c'est-à-dire Minerve, sort du cerveau de Jupiter non par la vertu de gros volumes dictés à des scribes sans vigueur, mais sous l'effet du coup de marteau du dieu-ouvrier, Vulcain, appelé pour calmer une persistante migraine du père des dieux. A l'autre bout de l'histoire, au siècle des Lumières, face à la doctrine de la nouvelle Déesse Raison, Gracchus Babeuf, bien que fruste dans sa présentation théorique, se dressera tel un géant, pour dire que la force physique et matérielle conduit plus loin que la raison et que le savoir.

19 — Il ne manque pas d'exemples de restaurateurs luttant contre des dégénérescences révisionnistes : ce fut le cas des Gracques vis-à-vis de Brutus ; ce fut le cas de François d'Assise vis-à-vis du Christ lorsque le christianisme, né pour la rédemption sociale des humbles, se prélassait dans les cours des seigneurs du Moyen-Age, et plus tard ce fut le cas des précurseurs d'une chose encore à venir vis-à-vis des révolutionnaires qui avaient renié la phase héroïque des classes précédentes : luttes de 1831 en France, de 1848, 1849 et d'innombrables autres phases dans toute l'Europe.

20 — Nous affirmons que tous les grands événements récents sont autant de confirmations indiscutables et intégrales de la théorie et de la prévision marxistes. Nous voulons surtout parler des points qui ont provoqué (une fois encore) les grandes défections sur le terrain de classe et mis dans l'embarras même ceux qui jugent les positions staliniennes comme pleinement opportunistes. Ces points sont, d'une part, l'avènement de formes centralisées et totalitaires du capitalisme tant dans le domaine économique que politique : l'économie dirigée, le capitalisme d'Etat, les dictatures bourgeoises avouées ; et, d'autre part, le processus de développement russe et asiatique du point de vue social et politique. Nous voyons donc tout à la fois la confirmation de notre doctrine et de sa naissance sous une forme monolithique à une époque cruciale donnée.

21 — Celui qui réussirait à opposer les événements historiques de notre époque volcanique à la théorie marxiste, réussirait du même coup à prouver que celle-ci est erronée, complètement anéantie, et que toute

tentative de déduire les lignes du cours historique des rapports économiques est vaine. En même temps, il réussirait à prouver que dans n'importe quelle phase les événements obligent à chercher des déductions, des explications et des théories nouvelles et par conséquent forcent à proposer des moyens d'action nouveaux et différents.

22 — Ce n'est qu'une solution illusoire devant les difficultés de l'heure que d'admettre la possibilité d'un continuel changement de la théorie de base et d'affirmer que c'est justement aujourd'hui le moment d'en élaborer de nouveaux chapitres, afin que, sous l'effet de cet acte de la pensée, la situation défavorable soit renversée. C'est d'autre part une aberration que cette tâche soit entreprise par des groupuscules aux effectifs dérisoires et, pis encore, accomplie au moyen d'une libre discussion singeant à l'échelle lilliputienne le parlementarisme bourgeois et la fameuse confrontation des opinions individuelles, ce qui n'est pas une recette nouvelle, mais une vieille stupidité.

23 — Nous traversons actuellement un moment de dépression maximale de la courbe du potentiel révolutionnaire : un tel moment est tout autre que propice à la naissance des théories historiques originales. Dans une telle période, sans perspective proche d'un grand bouleversement social, non seulement la désagrégation politique de la classe prolétarienne mondiale est une donnée logique de la situation, mais il est logique également que ce soient de petits groupes qui sachent maintenir le fil conducteur historique du long cours révolutionnaire, tendu comme un grand arc entre deux révolutions sociales, à la condition que ces mêmes groupes ne veuillent rien diffuser d'original et restent étroitement attachés aux formulations traditionnelles du marxisme.

24 — La critique et la mise en doute de toutes les vieilles positions bien établies furent des éléments décisifs de la grande révolution bourgeoise moderne, qui par vagues gigantesques partit à l'assaut des sciences naturelles, de l'ordre social et des pouvoirs politiques et militaires, pour se tourner ensuite avec beaucoup moins d'élan iconoclaste vers les sciences de la société humaine et de l'histoire. Tel fut précisément le résultat d'une époque de bouleversement profond, à cheval entre le Moyen-Age féodal et terrien et l'âge moderne industriel et capitaliste. La critique fut l'effet et non pas le moteur de cette lutte immense et complexe.

25 — Le doute et le contrôle de la conscience individuelle sont l'expression de la réforme bourgeoise contre la tradition et l'autorité compactes de l'église chrétienne ; et ils s'exprimèrent dans le puritanisme le plus hypocrite, qui sanctionna et protégea la nouvelle domination de classe et la nouvelle forme de sujétion des masses, sous le drapeau de la conformité bourgeoise à la morale religieuse ou au droit individuel. Tout opposée est la voie de la révolution prolétarienne, où la conscience individuelle n'est rien et où la direction homogène de l'action collective est tout.

26 — Lorsque Marx dit dans ses fameuses thèses sur Feuerbach que les philosophes avaient interprété le monde et qu'il s'agissait maintenant de le transformer, il ne voulait pas dire que la volonté de transformer conditionne le fait de la transformation, mais qu'on a d'abord la transformation, déterminée par le choc de forces collectives, et seulement ensuite la conscience critique de la transformation chez les individus. De sorte que ceux-ci n'agissent pas à la suite de décisions individuelles, mais sous l'effet d'influences qui précèdent la science et la conscience.

Et le fait de passer de l'arme de la critique à la critique des armes fait passer tout ceci justement du sujet pensant à la masse militante : si bien que les armes ne sont plus seulement les fusils et les canons, mais surtout cette arme réelle qu'est la commune doctrine de parti, uniforme, monolithique, constante, à laquelle nous nous sommes tous subordonnés et liés, en laissant de côté une fois pour toutes les discussions de commères et de pédants.

## II. — FAUSSE RESSOURCE DE L'ACTIVISME

1 — Il existe une objection courante, qui n'a elle-même rien d'original, puisqu'elle a déjà accompagné les pires épisodes de dégénérescence du mouvement ouvrier : c'est celle qui consiste à sous-estimer la clarté et la continuité des principes et qui incite à "être politique", à se plonger dans l'activité du mouvement, qui indiquera lui-même les voies à prendre ; à ne pas s'arrêter afin de décider en étudiant des textes et en tirant les leçons d'expériences précédentes, mais à poursuivre son chemin sans trêve dans le vif de l'action.

2 — Cet activisme pratique est à son tour une déformation du marxisme, soit qu'il veuille mettre au premier plan l'esprit de décision et la vivacité de groupes de direction et d'avant-garde sans grands scrupules doctrinaux, soit qu'il réduise tout à la décision et à la consultation "de la classe" et de ses majorités, sous couvert de choisir la voie que, poussés par l'intérêt économique, la plupart des travailleurs préfèrent. Ce sont de vieux trucs, et jamais aucun traître, vendu à la classe dominante, n'a quitté le Parti sans soutenir *primo*, qu'il était le meilleur et le plus actif défenseur "pratique" des intérêts ouvriers ; *secundo*, qu'il agissait ainsi de par la volonté manifeste de la masse de ses partisans ou ...de ses électeurs.

3 — La déviation révisionniste, par exemple l'évolutionnisme réformiste et légalitaire de Bernstein, était au fond activiste et non ultra-déterministe. Il ne s'agissait pas de remplacer le but révolutionnaire trop élevé par des revendications limitées que la situation permettait d'obtenir, mais de fermer les yeux devant la brûlante vision de l'arc historique complet. On disait : le résultat du moment est tout, proposons-nous des buts immédiats et limités, à l'échelle non pas universelle, mais locale et transitoire, et il

sera possible de modeler de tels résultats par la volonté. Des syndicalistes partisans de la violence, à la Sorel, dirent la même chose et finirent de la même façon : les premiers se préoccupaient davantage d'arracher des mesures législatives par la voie parlementaire, les seconds de remporter des victoires catégorielles et au niveau de l'entreprise ; mais les uns et les autres tournaient le dos aux tâches historiques.

4 — Ces formes d'**éclectisme** — déviation consistant à réclamer la liberté de changer le front de lutte et de modifier le corps de la doctrine — commencèrent, comme toutes les autres, par une falsification : elles prétendirent que cette continuelle rectification de tir, ou plutôt ce changement de cap continu, remontait à l'attitude et aux écrits de Marx et d'Engels. Dans tout notre travail, à l'aide de nombreuses citations et d'études approfondies, nous avons montré au contraire la continuité de la ligne marxiste. en relevant entre autres que les textes les plus récents se rattachent aux passages et aux théories fondamentales de leurs premières œuvres, avec les mêmes expressions et avec la même portée.

5 — C'est donc une légende vide de sens que de prêter à Marx deux « âmes » différentes et successives : le jeune Marx aurait été encore idéaliste, volontariste, hégélien et, sous l'influence des derniers frémissements des révolutions bourgeoises, barricadier et insurrectionnaliste ; tandis que le Marx de la maturité se serait consacré à une froide étude des phénomènes économiques contemporains et serait devenu positif, évolutionniste et légalitaire. Bien au contraire, ce sont les déviations réitérées dont nous avons illustré la longue série — qu'elles se présentent dans l'acception courante comme extrémistes ou comme modérées — qui, ne pouvant résister à la tension révolutionnaire du matérialisme dialectique, sont retombées dans une déviation tout aussi bourgeoise, de nature idéaliste et individualiste, privilégiant le rôle de la "conscience" : activité futile, concrète et incidente, dans l'immédiat ; passivité, ou plutôt irrémédiable impuissance révolutionnaire à l'échelle historique.

6 — Il suffirait de rappeler que la conclusion du premier livre du **Capital**, qui décrit l'expropriation des expropriateurs, n'est — comme l'indique une note — que la répétition du passage correspondant du **Manifeste**. Les théories économiques des deuxième et troisième livres ne sont que des développements de la théorie de la valeur et de la plus-value énoncée dans le premier : on y retrouve les mêmes termes, les mêmes formulations et jusqu'aux mêmes symboles, et c'est en vain qu'Antonio Graziadei s'efforça d'entamer une telle unité. C'est également une fiction de séparer la partie analytique de description du capitalisme et la partie programmatique, qui définit la conquête du socialisme. Tous les déviationnistes ont montré n'avoir jamais compris la puissance de la critique marxiste de l'utopisme. et ils n'ont pas davantage compris celle de la critique du démocratisme. Il ne s'agit pas d'imaginer un but en se contentant d'y rêver ou d'espérer que les roses couleurs du rêve suffiront à inciter tout le monde à le réaliser. Il s'agit au contraire de découvrir le but à atteindre solidement, physique-

ment, et de viser droit sur lui, en sachant bien que l'aveuglement et l'inconscience des hommes n'empêcheront pas qu'il soit atteint.

7 — Il est certes fondamental que Marx ait établi le lien (déjà pressenti par les meilleurs des utopistes) entre cette réalisation lointaine et le mouvement physique actuel d'une classe déjà en lutte : le prolétariat moderne. Mais ceci ne suffit pas pour comprendre toute la dynamique de la révolution de classe. Quand on connaît toute la construction de l'œuvre de Marx, qu'il ne lui fut pas permis d'achever, on voit qu'il se réservait de couronner le tout par l'étude du problème — déjà clair toutefois dans sa pensée et dans ses écrits — du caractère impersonnel de la classe et de son activité.

C'est par un exposé de cette question qu'on peut couronner toute la construction économique et sociale du marxisme, de la seule façon conforme à la méthode qui a permis d'en jeter les bases.

8 — Il serait insuffisant de dire que le déterminisme marxiste élimine la qualité et l'activité théorique ou pratique d'hommes exceptionnels en tant que causes motrices des faits historiques (comme à l'accoutumée : ne confondons pas cause motrice et agent opérateur), et leur substitue les classes, comprises comme des collectivités statistiques d'individus, en déplaçant simplement les facteurs idéaux de conscience et de volonté de l'individu à la masse. Cela voudrait dire simplement qu'on est passé d'une philosophie aristocratique à une philosophie démocratique et populiste, qui nous est en fait plus étrangère encore que la première. Il s'agit au contraire de renverser complètement le rapport cause-effet, en situant la cause non plus dans la conscience idéale, mais dans les faits physiques et matériels.

9 — La thèse marxiste affirme qu'avant tout il n'est pas possible qu'un cerveau humain individuel puisse embrasser par avance la conscience de tout le cours historique, et ce pour deux raisons : d'abord, parce que la conscience ne précède pas l'être, c'est-à-dire les conditions matérielles qui environnent le sujet de cette conscience, mais le suit ; ensuite parce que toutes les formes de la conscience sociale proviennent — avec un certain décalage permettant la détermination générale de cette conscience — de circonstances analogues et parallèles, les rapports économiques, où se trouvent placées des masses d'individus qui forment ainsi une classe sociale. Ceux-ci sont amenés à "agir ensemble" historiquement bien avant de pouvoir "penser ensemble". La théorie qui définit ce rapport entre les conditions de classe et l'action de classe avec son but futur n'a rien d'une doctrine révélée qui aurait à être proclamée soit par des individus, c'est-à-dire par un auteur ou par un chef particulier, soit par "toute la classe" conçue comme la somme brute et momentanée d'un certain nombre d'individus dans un pays ou à un moment donné ; à plus forte raison ne peut-on pas la déduire d'une très bourgeoise « consultation » à l'intérieur de la classe.

10 — La dictature du prolétariat, pour nous, n'est pas une démocratie consultative transposée à l'intérieur du prolétariat, mais la force historique

rganisée qui, suivie à un moment donné par une partie du prolétariat, et pas forcément par la majorité, exprime la pression matérielle qui fait sauter le vieux mode de production bourgeois pour ouvrir la voie au nouveau mode de production communiste.

Dans tout ce processus, il est un facteur d'importance non négligeable et qui a toujours été indiqué par Marx : c'est celui des déserteurs de la classe dominante qui passent dans le camp révolutionnaire. Ils sont contre-poids à l'action de masses entières de prolétaires qui, du fait de leur assujettissement matériel et idéologique, sont asservis à la bourgeoisie et représentent presque toujours, statiquement, la majorité de la classe.

11 — Tout le bilan de la révolution en Russie ne conduit pas notre courant à en attribuer, si peu que ce soit, le passif à la violation de la démocratie interne de classe ou à douter de la théorie marxiste et léniniste de la dictature, qui se définit selon des critères et des limites donnés non par des formules constitutionnelles ou organisatives, mais seulement par le rapport de forces historique.

Ce qui montre au contraire à l'évidence que le stalinisme a complètement abandonné le terrain de la dictature de classe, c'est précisément qu'il a totalement renversé la méthode révolutionnaire. Non moins que tous les autres, les ex-communistes passent partout dans le camp de la démocratie, en se plaçant, sur le terrain de la démocratie populaire et nationale.

En Russie comme ailleurs, ils abandonnent les buts de classe pour des buts nationaux — même selon l'acception vulgaire qui voit dans leur politique un pur et simple réseau d'espionnage de l'Etat russe dans les autres pays. Tous ceux qui essaient la voie démocratique, s'engagent sur la voie capitaliste, y compris les vagues anti-staliniens qui s'indignent au nom de l'"opinion" prolétarienne bafouée en Russie.

12 — On pourrait citer d'innombrables passages de Marx qui démontrent que le facteur de l'événement historique est un facteur impersonnel, faute de quoi il serait impossible d'avancer une théorie matérialiste de l'histoire.

Nous savons que Marx ne put rédiger complètement que le premier livre de sa grande œuvre, le **Capital**. Dans ses lettres et dans ses préfaces, Engels rappelle l'extrême difficulté du travail qui fut nécessaire pour mettre en ordre le deuxième et le troisième livres (en mettant à part le quatrième, qui est une histoire des doctrines économiques adverses).

Engels lui-même eut des doutes quant à l'ordonnance des chapitres et des sections des deux livres, qui étudient le processus d'ensemble des formes du capitalisme, non pour "décrire" le capitalisme du temps de Marx, mais pour démontrer que, quoi qu'il arrive, le processus général ne va pas vers un équilibre ou vers un "état de régime" (comme un fleuve exempt de crues et de décrues), mais vers des séries de crises de plus en plus aiguës, et vers l'écroulement révolutionnaire de la "forme générale" examinée.

13 — Comme il l'avait indiqué dans la préface de 1859 à la **Critique de l'économie politique**, première rédaction du **Capital**, Marx se réservait, après avoir traité des trois classes fondamentales de la société moderne — propriétaires du sol, capitalistes, prolétaires — d'examiner trois autres questions : « Etat, commerce international, marché mondial ». La question de l'Etat est traitée dans le texte sur la Commune de 1871, dans les chapitres classiques d'Engels et, bien sûr, dans l'**Etat et la Révolution** de Lénine ; la question du commerce international est traitée dans l'**Impérialisme** de Lénine. Il s'agit là du travail de toute une école historique et non des "œuvres complètes" d'un individu. La question du marché mondial est écrite aujourd'hui en lettres de feu dans le livre des faits, que personne ne sait lire, et il y est fait allusion dans la théorie débile du double marché, avancée par Staline peu avant sa mort ; on y trouverait pourtant les germes de l'incendie qui embrasera le capitalisme mondial dans la deuxième moitié du siècle, si ceux qui l'étudient ne se préoccupaient pas avant tout du sort des Patries et des Peuples et ne poursuivaient les chimères décrépités de l'époque bourgeoise : Paix, Liberté, Indépendance, caractère sacré de la personne humaine, constitutionnalité des décisions gouvernementales !...

14 — Après avoir exposé la façon dont le produit social se répartit entre les trois classes fondamentales pour en constituer le revenu économique avec la rente, le profit et le salaire ; après avoir démontré que le transfert de la rente à l'Etat ne changerait rien à la structure capitaliste de l'économie, et que le transfert de la plus-value à l'Etat ne sortirait pas non plus des limites de la forme de production capitaliste (car le gaspillage de travail vivant, c'est-à-dire l'intensité et la durée du travail, resterait le même. la division en entreprises et le caractère mercantile du système restant inchangés), Marx conclut ainsi la partie strictement économique : « Ce qui caractérise le mode de production capitaliste, c'est que la production de la plus-value est le but direct et déterminant de la production. Le capital produit essentiellement du capital, mais il ne le fait qu'en produisant de la plus-value ».

(Seul le communisme saura produire de la plus-value qui ne sera pas du capital).

Le facteur déterminant n'est donc nullement l'existence du capitaliste, ou de la classe capitaliste, qui non seulement sont de purs et simples effets, mais des effets non nécessaires.

« Dans la production capitaliste, la masse des producteurs directs trouve devant elle le caractère social de la production sous la forme d'une autorité méticuleuse et d'un mécanisme social complètement ordonné et hiérarchisé (c'est-à-dire : bureaucratisé !), mais cette autorité n'appartient à ses détenteurs qu'en tant que personification des conditions du travail vis-à-vis du travail et non pas, comme dans les anciens modes de production, en tant que maîtres politiques ou théocratiques. Parmi les représentants de cette autorité, les capitalistes, les propriétaires de marchandises, il

règne l'anarchie la plus complète, dans laquelle le procès social de la production prévaut uniquement comme une loi naturelle, toute-puissante vis-à-vis de l'arbitraire individuel ».

Il est donc nécessaire, et suffisant, de s'en tenir à la formidable invariance du texte pour repousser tous les prétendus modernisateurs qui sont en réalité plongés dans les ténèbres du préjugé bourgeois le plus vulgaire, consistant toujours à rechercher la cause de toute infériorité sociale dans l'« arbitraire individuel » ou, tout au plus, dans la « responsabilité collective d'une classe sociale ». Dès *Le Capital*, tout était pourtant bien clair : le capitaliste ou la classe capitaliste pouvaient bien cesser ici ou là de "personnifier" le capital, celui-ci n'en demeurerait pas moins, face à nous et contre nous, en tant que « mécanisme social », en tant que « loi naturelle toute-puissante » du procès productif.

15 — Tel est le formidable chapitre 51, qui clôt la « description » de l'économie actuelle, mais évoque à chaque page le spectre de la révolution. Et on arrive au chapitre 52, qui ne compte guère plus d'une page et où, sous la dernière phrase interrompue, la main fatiguée d'Engels écrit, entre crochets : « Le manuscrit s'arrête ici... ».

Titre : « Les classes ». Nous sommes sur le seuil du renversement de la praxis et, ayant disqualifié l'arbitraire individuel, nous partons à la recherche de l'agent de la révolution.

Avant tout, le chapitre dit ceci : nous avons énoncé les lois de la société capitaliste pure, avec ses trois classes. Mais celle-ci n'existe même pas en Angleterre (même en 1953, elle n'existe ni là ni ailleurs, et elle n'existera jamais, pas plus que ces deux uniques points matériels pourvus d'une masse, auxquels la loi de Newton réduit le cosmos).

« Il nous faut maintenant répondre à la question suivante : qu'est-ce qui forme une classe ? »

« A première vue, c'est l'identité des revenus et des sources de revenus ».

« Mais, s'il en est ainsi, les médecins et les fonctionnaires, par exemple, constitueraient eux aussi deux classes distinctes, car ils appartiennent à deux groupes sociaux distincts, dont les membres tirent leurs revenus, pour chaque groupe, de la même source. Le même raisonnement s'applique à l'infinie variété d'intérêts et de situations que la division de la classe ouvrière, de la classe capitaliste et de celle des propriétaires fonciers (viticulteurs, propriétaires de champs, propriétaires de forêts, de mines, de pêcheries, etc)... »

La phrase et la pensée sont interrompues ici. Mais cela nous suffit.

16 — Sans demander de droits d'auteur pour une seule phrase, nous pouvons compléter ce chapitre crucial qui fut interrompu par la mort,

incident individuel arbitraire selon Karl Marx, qui avait l'habitude à ce propos de citer Epicure, auquel, dans sa jeunesse, il avait consacré son mémoire de maîtrise. Comme le dit Engels : « Tout événement qui dérive de la nécessité porte en lui-même sa propre consolation ». Pas de regrets inutiles, donc.

Ce n'est pas, comme il semble « à première vue », l'identité des sources de revenus qui définit la classe.

D'un seul coup c'en est fait, et pour toujours, du syndicalisme, du labourisme, du corporatisme, du mazzinisme, du socialisme chrétien, qu'ils soient passés ou futurs.

Les plats idéologues de l'esprit et de l'individu, de la société libérale et de l'Etat constitutionnel, se contentent purement et simplement de reconnaître qu'il existe des intérêts collectifs de catégorie et qu'on ne peut les ignorer. Notre conquête théorique, elle, allait bien au-delà. Le fait qu'on ne pouvait plus faire la moue et fermer les yeux devant la « question sociale », même ainsi réduite en pilules, n'était pour nous qu'une première victoire. Elle allait pénétrer le monde moderne. Mais le pénétrer de façon capillaire est une chose, le faire éclater en mille morceaux en est une autre.

Il ne sert à rien de faire des tableaux statistiques pour sélectionner « qualitativement » les classes selon la source de leurs revenus pécuniaires. Il est plus stupide encore de les sélectionner quantitativement à l'aide de la « pyramide des revenus ». Cela fait des siècles que cette pyramide a été dressée ; et les recensements de l'Etat, à Rome, impliquaient justement une échelle des revenus. Cela fait des siècles que de simples opérations arithmétiques ont permis de répondre aux philosophes de la misère qu'en décapitant le sommet de la pyramide et en la réduisant à un prisme de même base, on ne fonderait que la société des va-nus-pieds.

Comment sortir qualitativement et quantitativement de tous ces embarras ? Un haut fonctionnaire reçoit un salaire comme le manoeuvre salarié d'une entreprise nationalisée ; mais le premier a un revenu plus élevé que nombre de capitalistes industriels qui vivent du profit, et de commerçants ; et le second a un revenu plus élevé non seulement qu'un petit paysan parcellaire, mais même qu'un petit propriétaire immobilier, qui vit de la rente...

Une classe n'est pas définie par des critères économiques, mais par la position historique qu'elle occupe dans la lutte gigantesque par laquelle la nouvelle forme générale de production dépasse, abat, prend la place de l'ancienne.

S'il est stupide de soutenir que la société est une pure et simple somme d'individus au niveau idéologique, il l'est tout autant de soutenir que la classe est une pure et simple somme d'individus au niveau économique. Individu, classe et société ne sont pas de pures catégories, économiques ou

idéologiques, mais des produits (changeant continuellement selon le lieu et l'époque considérés) d'un processus général, dont la puissante construction marxiste reproduit les lois réelles.

Le mécanisme social effectif détermine et modèle les individus, les classes et les sociétés sans les « consulter » à quelque niveau que ce soit.

Une classe est définie par sa voie et par sa tâche historique, et notre classe est définie par le fait qu'elle revendique quantitativement et qualitativement sa propre disparition et surtout sa propre disparition (car celle, déjà en cours, des classes ennemies ne représente pratiquement rien, ou peu de chose) : tel est le difficile point d'arrivée dialectique de son immense effort.

Aujourd'hui l'ensemble de la classe ne cesse de revêtir devant nous des significations changeantes ; pour le moment elle est pour Staline, pour un Etat capitaliste tel que l'Etat russe, pour une clique de parlementaires et de candidats parlementaires qui, pour ce qui est de l'anti-marxisme, dépassent de très loin les performances des Turati, des Bissolati, des Longuet ou des Millerand d'autrefois.

17 — Il ne reste donc que le parti, comme organe actuel qui définit la classe, lutte pour la classe, gouverne pour la classe au moment voulu, et prépare la fin des gouvernements et des classes. A condition que le parti ne soit pas le parti de Pierre ou de Paul, qu'il ne soit pas éperdu d'admiration pour son chef, et qu'il retourne défendre, avec une foi aveugle s'il le faut, la théorie invariable, l'organisation rigide et la méthode du marxisme qui ne part pas d'a priori sectaires, mais sait que dans une société qui a atteint sa forme typique (l'Europe en l'an 1900, comme Israël en l'an 0), s'applique dans toute sa rigueur le cri de guerre : qui n'est pas avec nous est contre nous.

# **LE PARTI DEVANT LA QUESTION SYNDICALE**

---

## **I**

### **Points de principe**

1. « La juste praxis marxiste enseigne que la conscience de l'individu ou même de la masse suit l'action et que l'action suit l'impulsion donnée par l'intérêt économique. C'est seulement dans le parti que la conscience, et dans certaines phases, la décision d'action précèdent le heurt de classe. Mais cette possibilité est organiquement inséparable du jeu moléculaire des impulsions physiques et économiques initiales ». (" Le renversement de la praxis " ).

Renversant le schéma idéaliste d'interprétation des événements humains, le marxisme voit dans l'histoire l'arène de luttes entre les classes que leurs besoins et intérêts matériels poussent à agir sur des fronts antagonistes. C'est seulement après, poussées par le cours même de ces luttes, qu'elles prennent conscience de la direction dans laquelle elles se meuvent.

Le " Manifeste " a esquissé toute l'échelle ascendante qui va des premières réactions instinctives contre l'exploitation capitaliste jusqu'à la constitution du prolétariat en classe, et donc en parti, et à l'organisation de la classe en classe dominante par la prise du pouvoir et l'exercice de la dictature. Non seulement toute cette échelle ascendante a ses racines nécessaires dans des déterminations économiques élémentaires qui sont à leur tour un reflet de la pression des forces productives contre l'enveloppe des rapports de production, mais c'est de ces poussées qu'elle tire un **continuuel aliment**. Il est vrai que l'on ne fait pas les révolutions, mais qu'on les dirige : il est tout aussi vrai qu'on ne les dirige qu'autant que les grandes masses prolétariennes **sont contraintes à les faire**, et que ce qui les y détermine n'est ni une conscience et une volonté explicites de leur part, ni même le fait que cette conscience et cette volonté leur auraient été transmises dans leur totalité par le Parti.

2. « L'interprétation dialectique de la formation de » la conscience de classe et de l'organisation unitaire du » parti de classe » implique que celui-ci « déplace une » avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements » spontanés et partiels déterminés par des intérêts de grou- » pes sur celui de l'action prolétarienne générale » ; de même, « il n'y parvient pas en niant les mouvements élé- » mentaires, mais il en assure l'intégration et le dépasse- » ment dans l'expérience même de la lutte, en poussant à » leur réalisation, en y prenant une part active, et en les » suivant attentivement dans tout leur développement » .  
(" Thèses de Rome ", III, 11).

Il en résulte a) que l'œuvre de propagande et de prosélytisme d'une part et d'autre part l'importance numérique du parti et son influence réelle sur des couches plus ou moins larges du prolétariat sont inséparables « de la réalité de l'action prolétarienne, du mouvement prolétarien dans toutes leurs manifestations » ;

b) que c'est « une erreur banale de considérer que la participation à des luttes pour des résultats contingents et limités est en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale ».

Une thèse fondamentale du marxisme, et donc de notre courant, affirme que cette liaison, tantôt large et profonde, tantôt restreinte et épisodique selon les circonstances objectives, ne peut jamais être obtenue au moyen d'expédients tactiques détachés des principes, mais représente en toutes circonstances une des **tâches fondamentales du parti**, et que d'autre part, c'est seulement grâce à ce lien que la lutte économique prolétarienne peut s'élever au-dessus du niveau trade-unioniste — le plus élevé auquel elle puisse atteindre **par ses seules forces** (Lénine) —, et atteindre le niveau d'une lutte de toute la classe exploitée contre toute la classe exploiteuse, et, quand les conditions objectives nécessaires le permettent, le niveau de la **lutte révolutionnaire** pour le renversement du pouvoir d'Etat concentré et dictatorial du capitalisme et pour l'instauration du pouvoir centralisé et dictatorial du prolétariat.

3. Pour les mêmes raisons de principe, la participation du parti, par l'intermédiaire de ses groupes, à la vie de toutes les formes d'association économique du prolétariat ouvertes aux travailleurs (et seulement aux travailleurs) de toute appartenance politique fait partie intégrante de cette tâche — ces associations économiques étant, selon le " Manifeste " et selon tous les textes du marxisme, le produit nécessaire de ces luttes.

Les affirmations suivantes comptent parmi les positions fondamentales du parti :

a) le syndicat ouvrier n'est jamais révolutionnaire **par lui-même**, pas plus d'ailleurs qu'aucune autre **forme** d'organisation immédiate, même non exclusivement économique : bien au contraire, du fait même de son

immédiateté et de la présence d'intérêts contingents variant d'un groupe d'ouvriers à l'autre, il tend à s'enfermer dans les limites mesquines et corporatistes d'une action minimaliste et réformiste ; mais il peut toutefois devenir un instrument vital de la révolution, et tout d'abord, de la préparation révolutionnaire du prolétariat, dans la mesure où le parti conquiert une influence considérable dans son sein, c'est-à-dire parmi les masses organisées.

b) Pour la bonne réalisation de cette tâche et pour l'action finale révolutionnaire elle-même, qui présuppose entre autres la centralisation des forces ouvrières, il est souhaitable qu'il soit unitaire, c'est-à-dire qu'il comprenne tous les travailleurs placés dans une situation économique spécifique. Le corollaire de cette thèse est qu'on ne remédie pas aux tendances des organisations économiques à dégénérer, ni à leur dégénérescence en cours, par la création d'organismes immédiats ayant une **forme** différente, et surtout pas par des organismes locaux ou limités à l'entreprise ; l'apparition de ceux-ci est bien une donnée **nécessaire** du développement des conflits sociaux et parfois un **symptôme** positif du dégoût des masses pour la pratique opportuniste ou même contre-révolutionnaire des centrales syndicales, et le Parti **peut** dans certaines circonstances s'appuyer sur eux en les centralisant, mais, pris en eux-mêmes, ils reproduisent sur le plan organisationnel les lacunes, les limites et les faiblesses des luttes économiques partielles.

4. Conformément à la tradition marxiste, la Gauche marxiste italienne a donc toujours considéré, et le parti considère comme des conditions de son existence en tant que facteur agissant de la préparation du prolétariat à l'assaut révolutionnaire et de sa victoire.

a) l'apparition de luttes économiques à vaste échelle et sous une forme non épisodique — et l'intense participation du parti, pour les raisons sus indiquées, à ces luttes.

b) l'existence d'un réseau qui ne soit ni éphémère ni même épisodique d'organisations intermédiaires entre le parti et la classe et l'intervention du parti dans ces organisations, pour y conquérir non pas nécessairement la majorité et donc la direction, mais assez d'influence pour pouvoir les utiliser comme une courroie de transmission de son programme parmi les masses ouvrières organisées, et pour en imprégner au moins les couches ouvrières les plus combattives.

Poser comme condition d'adhésion aux syndicats et de travail politique révolutionnaire de parti en leur sein qu'ils soient purs de toute influence contre-révolutionnaire et opposer aux syndicats dirigés par des partis soi-disant ouvriers des associations composées de seuls communistes n'est pas dans la ligne marxiste. Cette position a même de toute évidence une origine idéaliste, car des organisations immédiates ne peuvent jamais atteindre une telle pureté, le parti lui-même n'étant pas par essence préservé des influences contre-révolutionnaires.

« Le syndicat ouvrier comprend des travailleurs qui  
» appartiennent individuellement à différents partis, ou à  
» aucun parti ; les communistes **ne proposent ni ne pro-**  
» **voquent** la scission des syndicats du fait que leurs orga-  
» nes directeurs sont conquis et détenus par d'autres partis  
» mais ils proclament de la façon la plus ouverte que **les**  
» **syndicats ne remplissent complètement leur fonction que**  
» **lorsque c'est le parti de classe du prolétariat qui dirige**  
» **les organisations économiques** ». (" Plate-forme politi-  
que " de 1945 du Parti communiste internationaliste d'Ita-  
lie).

Cela s'applique même à la lutte pour des améliorations économiques immédiates, et pas seulement à la lutte révolutionnaire finale dans laquelle soit les syndicats soit d'autres organisations intermédiaires risquent de jouer un rôle contre-révolutionnaire s'ils ne sont pas dirigés ou même seulement influencés par le parti. Au cas contraire, leur rôle peut être positif, mais il n'est ni suffisant ni déterminant : le Parti ne suffit pas non plus pour remporter la victoire, mais lorsque les conditions sont favorables, son rôle est certainement décisif.

Le parti considère cependant et apprend aux ouvriers à considérer les revendications et les luttes économiques non comme des **buts en soi** mais comme des **moyens nécessaires** pour la préparation, l'entraînement, et l'organisation du prolétariat en vue de ses objectifs finaux, car si elles devenaient des **buts en soi**, elles ne feraient que perpétuer le salariat au lieu de tendre à le détruire. De même, le parti considère — et déclare ouvertement qu'il considère — les formes d'organisation immédiate des ouvriers non comme le **but** de la lutte d'émancipation des travailleurs, mais comme un **instrument** que le parti peut et doit utiliser pour atteindre le but suprême du communisme. Pas plus qu'aucune autre **forme** d'organisation, elles ne sont pour autant un fétiche sacré et intangible à ses yeux.

## II

### **Evolution historique et perspectives des organisations intermédiaires de la classe ouvrière**

1. Les considérations ci-dessus établissent les **points de principe** sans lesquels il est impossible de donner les moindres directives pratiques précises. Elles seraient cependant incomplètes sans une analyse du cours historique que l'associationnisme ouvrier a suivi depuis la victoire du mode de production capitaliste jusqu'à sa phase sénile impérialiste, et que notre parti a caractérisé avec précision dans ses textes de base du second après-guerre.

Dans une phase initiale, la bourgeoisie victorieuse interdit et dispersa par la force les premières associations ouvrières de résistance, les poussant par contre-coup sur le terrain de la lutte politique ouverte et violente. C'est pourquoi la Première Internationale put naître en partie comme regroupement d'associations économiques dirigées par le Conseil Général en fonction d'un programme visant à préparer l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir politique des classes dominantes, rempart de leur pouvoir économique.

Dans la phase suivante, par contre, la bourgeoisie jugea plus opportun et même nécessaire pour la stabilité de sa domination de tolérer, puis de permettre les coalitions de salariés, tout en s'efforçant de les attirer dans son orbite politique grâce à ses relations et ses compromis avec les dirigeants syndicaux réformistes et en s'appuyant sur une aristocratie ouvrière intéressée au maintien de l'ordre politique et social d'où elle tirait des privilèges plus ou moins illusoire, mais néanmoins désastreux pour la conscience et la combativité de classe.

Cette expérience provoqua des réactions au sein même des syndicats de la part de courants socialistes de gauche combattifs. Surtout en Italie, en France et aux Etats-Unis, elle alimenta aussi par contre-coup l'illusion anarcho-syndicaliste qu'on pouvait se préserver de l'opportunisme minimaliste en opposant aux organisations économiques existantes d'autres organisations « congénitalement » révolutionnaires. Pendant la première guerre mondiale, elle aboutit dans la plupart des pays à une collaboration des classes parallèle à l'Union sacrée des partis, et dans une petite minorité de pays, à une neutralité timorée et rien moins que convaincue, et très peu de dirigeants syndicaux, même anarcho-syndicalistes, échappèrent à la dégringolade générale.

2. Dans le premier après-guerre, on vit les grandes Centrales syndicales s'aligner sur le front de la social-démocratie (dont elles constituaient d'ailleurs, avec les groupes parlementaires, les principaux piliers), c'est-à-dire sur le front de la conservation sociale : c'est ainsi que les syndicats allemands collaborèrent avec les gouvernements social-démocrates dans la répression des mouvements prolétariens, que les syndicats américains sabotèrent les grèves et défendirent l'ordre établi en fonction des intérêts de la main-d'œuvre qualifiée, tandis qu'ailleurs, par exemple en Italie, les syndicats pacifistes et minimalistes se rapprochaient de façon plus ou moins larvée des institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise.

L'extraordinaire vitalité de la classe, la persistance d'une tradition de lutte syndicale, l'afflux dans les organisations traditionnelles de masses considérables poussées à l'action par la terrible crise d'après-guerre et composées surtout d'ouvriers non qualifiés, eurent cependant ce résultat que l'opportunisme qui, par l'intermédiaire des directions syndicales, jouait le rôle d'une courroie de transmission des idéologies et donc des pratiques bourgeoises dans les organisations ouvrières, fut impuissant à empêcher que les syndicats vivent d'une vie intense, même politiquement, la « ba-

se » étant, dans certains pays, perpétuellement en ébullition, enflammée qu'elle était, à des degrés divers, par l'Octobre rouge de Russie, et donc accessible à la propagande révolutionnaire des communistes. Ainsi, quoique reflétant les tendances objectives de la phase impérialiste, l'opportunisme ne put jouer alors son rôle actuel d'agent de la soumission directe des syndicats à l'Etat bourgeois.

C'est pourquoi l'Internationale reconstruite sur la base de la doctrine marxiste intégralement restaurée non seulement souligna la nécessité pour les communistes de faire un travail révolutionnaire dans les syndicats, « même les plus réactionnaires », par tous les moyens légaux et illégaux, mais put ne pas exclure leur **conquête** par le Parti, sauf dans des cas semblables à celui de l'American Federation of Labour, fermée non seulement à la propagande révolutionnaire, mais à la grande masse des salariés. La façon dont cette conquête devait ou plutôt pouvait être réalisée dépendait de chaque cas spécifique, mais **de toute façon** la conquête elle-même ne pouvait résulter que de violentes batailles contre l'opportunisme installé non seulement à la direction, mais dans de larges couches ouvrières, c'est-à-dire « à la base » des organisations existantes. En même temps, l'I. C. donna à ses membres la directive d'appuyer les organisations qui s'étaient constituées en opposition aux centrales officielles sous la pression du dégoût que la pratique des « bonzes » inspirait aux prolétaires combatifs, et de leur volonté de se battre sur le terrain de la lutte de classe ouverte et directe. Elle entendait les aider ainsi à se libérer de leurs préjugés anarcho-syndicalistes, n'hésitant pas lorsque cela s'imposait pour des raisons **objectives**, à favoriser à l'échelle générale la scission des vieilles organisations économiques complètement pourries (cf. Thèses du 11<sup>e</sup> Congrès sur les syndicats, les conseils d'usine, etc., 1920).

3. La situation en Italie était particulièrement claire à cet égard et si nous en parlons, c'est parce qu'elle nous aide, mieux qu'aucun exemple de cette époque, à bien comprendre les changements qui se sont produits plus tard sous la double influence de la victoire du fascisme et de la féroce vague contre-révolutionnaire stalinienne.

Les trois organisations qu'on pouvait à bon droit appeler **rouges** — CGL (Confédération Générale du Travail), USI (Union Syndicale Italienne), SF (Syndicat des Cheminots) — s'opposaient aux associations d'origine clairement patronale qu'on qualifiait de « jaunes » et de « blanches » : nées sur l'initiative de partis et de courants ouvertement de classe, elles prônaient les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, et dans la mesure où cela était compatible avec les tendances opportunistes de leurs dirigeants, elles les appliquaient. Elles tendaient à l'autonomie par rapport au pouvoir et à l'administration de l'Etat, et elles n'auraient jamais pu accepter de la sacrifier ; la tradition qu'elles avaient derrière elles était donc tout autre chose qu'une formule abstraite ou un article de statut : elle s'incarnait à la fois dans des masses combattives et dans un réseau structuré et serré de ligues et de bourses du tra-

vail où toutes les catégories ouvrières se rencontraient et se mêlaient tout naturellement. Ces Bourses étaient souvent le local du cercle ouvrier et parfois même le siège du Parti. Dans tous les cas, c'étaient des forteresses interdites au curé comme au fonctionnaire ou, ce qui revient au même, au policier et, au besoin, on les défendait l'arme au poing contre les assauts conjugués des forces de l'ordre démocratique et des bandes fascistes. L'influence de cette tradition réelle et matérielle ne s'exerçait pas seulement de l'extérieur, mais, à un degré inimaginable aujourd'hui, à l'intérieur même des organisations syndicales, et c'est elle qui imposait des limites précises aux dirigeants opportunistes eux-mêmes. Ouvertes à tous les salariés de toute conviction politique ou religieuse, et donc également à l'influence du parti révolutionnaire marxiste, ces organisations étaient, **en dépit** de leur direction opportuniste, **des syndicats de classe**. La preuve de leur nature organique de syndicats **rouges** nous est fournie par une double série de faits : d'une part, la classe bourgeoise, qui cherchait désespérément à rassembler ses « membres épars » dans une organisation centralisée et centralisatrice, et donc à supprimer en premier lieu l'autonomie du mouvement ouvrier, dut prendre d'assaut les locaux des syndicats, ligues et Bourses du Travail et, après les avoir conquis, **détruire** le réseau des organisations traditionnelles pour en construire un **nouveau** pour son usage personnel ; d'autre part, dans la phase finale de l'affrontement avec les fascistes, la Gauche put lancer le mot d'ordre de **défense des syndicats rouges traditionnels** et de la nécessité de les reconstituer, une fois qu'ils auraient été détruits en sabotant ouvertement les syndicats corporatistes et d'Etat (cf. " Thèses de Lyon ", III, 11) (1). Il n'est pas question de donner un brevet prolétarien aux chefs syndicaux réformistes de l'époque, mais il faut « fournir des faits utiles à la compréhension du développement du régime capitaliste et des réactions du mouvement ouvrier, qui, dans ses formes d'organisation comme dans ses tendances, ne peut pas ne pas se ressentir de ce développement » (cf. « Les scissions syndicales en Italie » 1949).

Ce qu'il s'agit de comprendre est la chose suivante : dans les années 1921-1923, le problème qui se posait au Parti dirigé par la Gauche marxiste italienne de travailler dans les syndicats pour établir un lien avec les masses, les gagner au Communisme et renverser les directions opportunistes (la propagande pour l'unification des deux centrales autonomes

---

1) De même, en 1944, dans sa " Plate-forme politique " le Parti communiste internationaliste d'Italie (noyau du petit parti communiste international d'aujourd'hui) revendiquait « la reconstruction de la confédération syndicale unitaire, autonome par rapport à la direction de l'administration d'Etat, agissant selon les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, depuis les revendications locales et catégorielles jusqu'aux revendications générales de classe ». Cette reconstruction supposait une reprise au moins partielle des luttes de classe dans le second après-guerre dont, presque trente ans plus tard, il n'est que trop facile de constater qu'elle ne s'est pas produite. Le Parti avait d'ailleurs formulé les doutes **les plus explicites** sur la possibilité **prochaine** d'une telle reprise, mais il ne pouvait s'arroger le droit de l'exclure, et c'est pourquoi il put revendiquer cette reconstruction.

avec la CGL n'avait pas d'autre but) se résolvait de **lui-même** : les rapports et les conflits sociaux, les formes d'organisation et de lutte, tout dans la réalité d'alors répondait de façon évidente et naturelle à ces positions de principe.

4. Après la seconde guerre mondiale, sans rien changer aux positions de principe et même en les réaffirmant de façon encore plus nette et plus tranchante face au démantèlement non seulement du mouvement communiste, mais du mouvement ouvrier en général dans le monde entier, le parti a constamment nié que la phase ouverte par la fin du conflit puisse être interprétée comme une reproduction mécanique de la situation sociale du premier après-guerre.

En réalité, au cours des vingt années 1926-1945, les rapports de forces entre les classes avaient été **bouleversés** par l'action conjuguée de la dévastation stalinienne et de la réorganisation du monde capitaliste dans un sens totalitaire, centralisateur et, pour tout dire, fasciste, même là (nous disions : surtout là) où subsistait l'hypocrisie des consultations démocratiques et des libertés civiques.

Malgré la cassure de l'Union sacrée et du soutien que l'opportunisme apporta dans la majorité des pays à la politique de défense nationale, la première guerre mondiale elle-même n'avait pas réussi à briser la continuité programmatique et tactique dans laquelle le marxisme a toujours vu la condition et, si l'on veut, la garantie de la reprise de classe : malgré cette cuisante défaite politique du prolétariat, cette continuité s'incarna partout dans des groupes d'opposition communiste, même restreints, qui permirent la constitution de l'I. C.

Par contre, en détruisant physiquement cette I. C. (bien avant de la dissoudre formellement), en pratiquant la politique des Fronts populaires, en faisant entrer l'U.R.S.S. dans la Société des Nations, le stalinisme a mis le prestige du pseudo-socialisme de l'U.R.S.S. au service de la soumission intégrale du mouvement ouvrier politique et syndical à la classe dominante, livrant finalement le prolétariat au massacre impérialiste, soit comme **victime désarmée**, soit pis encore, comme chair à canon **volontaire**.

Cette terrible œuvre de destruction fut incomparablement plus grave, par ses conséquences durables, que n'importe quelle défaite physique sur le champ de bataille. C'est grâce à elle que l'évolution du capitalisme dans le sens de la centralisation et de la discipline a pu faire des pas de géant. On ne peut mesurer toute la portée de ce phénomène qu'à la condition de ne pas concentrer toute son attention sur le fascisme ou le nazisme qui n'en fut jamais que la manifestation la plus nette, et d'en suivre au contraire la progression dans les U.S.A. de Roosevelt, dans la France du Front populaire, dans la démocratie suisse classique, dans la démocratie « socialisante » des pays scandinaves, et plus tard dans l'Angleterre du « Welfare ». Dans tous ces pays, la pratique qui s'est imposée est de type éminemment totalitaire et consiste à « attirer le syndicat ouvrier parmi les organismes d'Etat, en le disciplinant par un ensemble de mesures juridiques

qui peuvent prendre différentes formes » (il suffit de penser à la « paix du travail » helvétique, à la réglementation du droit de grève en Scandinavie, en Amérique, et récemment en Grande-Bretagne) et à le priver d'une part considérable de son rôle d'assistance, de protection, de négociation, en faveur d'organismes étatiques spécialisés, placés au besoin sous l'égide d'une démocratie progressive (cf. la France de Blum !) à laquelle l'anti-fascisme rendit une virginité, avec la bénédiction du Kremlin.

Dans tous ces pays existait une longue tradition réformiste dont le stalinisme redora le blason et sur laquelle il vint se greffer. C'est elle qui permit de passer sans douleur et de façon presque insensible aux formes les plus modernes d'administration centralisée (et même de gestion économique directe) de la domination capitaliste. Ce n'est pas un hasard si dans les deux pays où après la première guerre la menace de la révolution prolétarienne avait été la plus imminente, l'Italie et l'Allemagne, cette tâche fut au contraire confiée au fascisme, dans lequel la Gauche marxiste italienne reconnut d'ailleurs dès le début non seulement l'aboutissement nécessaire, mais la réalisation historique pleine et entière du « réformisme social ». Dans les deux cas, le résultat fut identique : destruction de la dernière marge d'autonomie du mouvement ouvrier là où il n'avait pas été écrasé dans le sang, et possibilité pour la classe dominante de « manœuvrer et diriger par les moyens les plus divers, non seulement les organismes constitutionnels inter-classistes de la démocratie, mais aussi les associations qui ne regroupent que des prolétaires », grâce au « contrôle étroit et même à l'absorption totale » de ces associations, « de sorte que toutes leurs fonctions traditionnelles, techniques, syndicales, économiques et politiques, sont de plus en plus exercées par des organes et des bureaux de l'appareil d'Etat officiel » (" Analyse des facteurs objectifs qui pèsent sur la reprise du mouvement prolétarien ", 1950).

C'est sous le signe de la domination totalitaire des Etats monstrueux sortis vainqueurs de la « croisade anti-fasciste » de la seconde guerre mondiale, quoique vaincus sur le terrain politique et social, puisqu'ils agissaient en parfaite continuité avec le fascisme, que « se reconstituèrent » en Italie la CGL et dans la France naguère occupée par le nazisme, les trois centrales « historiques » (ou plutôt les deux centrales, car la troisième, F.O., ne se forma qu'en avril 1948).

La CGIL est née sur un terrain dont le stalinisme avait balayé toute tradition syndicale de classe et où pullulaient par contre les organisations d'assistance et d'assurance sociale d'Etat héritées du fascisme grâce à un « compromis non entre trois partis prolétariens de masse, qui n'existent pas, mais entre trois groupes de directions, de cliques non prolétariennes, prétendant à la succession du régime fasciste »; le parti déclara dès 1944 qu'une telle solution devait être combattue « en invitant les prolétaires à renverser cet appareil opportuniste de contre-révolutionnaires professionnels ». La CGIL est donc née comme la projection sur le plan syndical

des CLN (Comités de Libération Nationale) de la nouvelle alliance contre-révolutionnaire placée sous le signe de la démocratie, et comme un instrument (qui s'est révélé tout à fait efficace) de reconstruction de l'économie au prix de la sueur et, au besoin, du sang des prolétaires. La centrale française, qui ne se divisa qu'en avril 1948, était contrôlée par les mêmes forces associées au gouvernement, et avec le même objectif. Dès lors, il n'existait plus de confédération rouge, même sous contrôle réformiste : il existait une confédération **tricolore**, et, selon le Parti, cette réalité n'a pas été modifiée par les scissions de 1948 en France et de 1949 en Italie, qui eurent lieu pour des raisons totalement étrangères à toute délimitation de classe, et liées à des ruptures dans l'ancienne alliance de guerre des impérialismes.

A l'absence des conditions minima qui auraient permis aux organisations économiques existantes d'avoir une certaine autonomie de classe s'ajoutaient deux autres facteurs : a) un assujettissement presque total du prolétariat aux forces de l'opportunisme qui se trouvait aggravé par le poids matériel tant de la Russie et de ses agences politiques que des forces d'occupation alliée et dont la manifestation fut l'absorption d'idéologies petites-bourgeoises ou même bourgeoises par le prolétariat ; b) un « changement du rapport entre employeur et ouvrier salarié », qui, grâce à toute une « gamme de mesures réformistes d'assistance et de prévoyance », fait que l'ouvrier possède une « petite garantie patrimoniale (...) et donc quelque chose à risquer, ce qui le rend hésitant et même opportuniste au moment de la lutte syndicale (...) et surtout au moment de la grève et de la révolte » (cf. " Parti révolutionnaire et action économique ", 1951).

Nous n'en avons jamais conclu et nous ne serons jamais tentés d'en conclure, à la façon de Marcuse, que la classe ouvrière est « définitivement embourgeoisée » et donc que sa mission historique **objective** est finie. Pourtant, il est sûr que ce fait a constitué et constitue un frein à la reprise de l'action non seulement révolutionnaire, mais même économique, même si, demain, il se change en un facteur de déséquilibre supplémentaire dans les conditions d'**insécurité** totale où se trouveront les salariés lorsque la crise en aura fait à nouveau des « sans-réserves ». C'est également pourquoi l'opportunisme est et nous apparaît aujourd'hui mille fois plus virulent qu'à n'importe quelle époque de l'histoire des conflits sociaux : il pénètre par mille voies, non plus seulement dans la couche relativement mouvante et restreinte de l'aristocratie ouvrière, mais dans le sein même d'un prolétariat déjà « infesté de démocratisme petit-bourgeois jusqu'à la moëlle » (cf. " Considérations ", 1965).

Après la guerre, la situation **mondiale** de l'associationnisme ouvrier est donc la suivante : ou bien des syndicats **directement** insérés dans les rouages de l'appareil d'Etat, comme dans le bloc capitaliste de l'Est, ou bien des syndicats **intimement** liés à eux par des liens d'autant plus effi-

caces qu'ils sont plus hypocritement dissimulés, comme dans le bloc capitaliste de l'Ouest, sans parler des syndicats que les jeunes bourgeoisies des anciennes colonies du Tiers-Monde ont constitués et qui, dépendant directement de l'Etat, ne sont que des instruments de « mobilisation » et de discipline de la force de travail. Le fait que dans quelques pays existent encore des Centrales distinctes n'ôte rien à cette réalité constamment dénoncée dans les textes fondamentaux du parti. Il le peut d'autant moins que, comme en Italie, ces centrales se préparent à une réunification qui n'est nullement un retour à la situation des Comités de Libération nationale, dont elles n'ont jamais abandonné l'idéologie, mais un aveu ouvert du fait qu'en dépit des apparences, elles sont restées **les mêmes qu'à cette époque**, c'est-à-dire qu'elles forment **un unique bloc contre-révolutionnaire**, courroie de transmission d'idéologies, de mots d'ordre et de programmes bourgeois.

5. Nous avons dit en 1949, et nous le répétons aujourd'hui, que ce processus est tout aussi **irréversible** que l'évolution totalitaire et centralisatrice du capitalisme impérialiste tant en économie qu'en politique, et que c'est lui qui donne « la clé de l'évolution des syndicats dans tous les grands pays capitalistes ». Mais nous avons la **certitude scientifique** que le processus qui depuis plus de trente ans sépare la classe de son Parti et lui fait considérer le communisme comme invraisemblable ou même impossible est, lui, réversible ; nous avons la **certitude scientifique** que si la dynamique de la phase impérialiste implique « l'assujettissement de plus en plus complet du syndicat à l'Etat bourgeois », elle implique aussi le déclenchement à l'échelle mondiale de la crise économique et l'explosion de la reprise généralisée de la lutte de classe, pour éloignée qu'elle puisse apparaître aujourd'hui. La véritable conquête, **durable et fondamentale**, d'une telle reprise, sera le retour sur la scène historique, en tant que facteur **agissant**, de l'organisation sévèrement sélectionnée et centralisée du parti, mais elle s'accompagnera aussi nécessairement de la renaissance d'organisations de masse, intermédiaires entre la large base de la classe et son organe politique. Ces organisations peuvent ne pas être les syndicats. Dans la perspective d'un tournant brusque vers l'assaut révolutionnaire, ce ne seront pas les syndicats : dans la révolution russe, ce ne sont pas eux, mais les soviets qui, dans une situation de dualité virtuelle du pouvoir ont constitué le chaînon intermédiaire entre le Parti et la classe. Mais à l'échelle mondiale, il est des pays où la Révolution mûrira péniblement au lieu de se propager à la vitesse d'un incendie. Là il n'est pas exclu que renaissent des organisations économiques au sens étroit du terme, où règnera non pas le calme apparent de la période « démocratique » du capitalisme, mais plus encore qu'après la première guerre mondiale, la haute tension politique qui caractérise les grands tournants de l'histoire, puisque l'aggravation de tous les antagonismes provoque nécessairement au sein même de la classe ouvrière de profondes fractures, des conflits exaspérés entre l'avant-garde de la classe et ses arrières-gardes hésitantes et rétives.

Dans tous les cas, le problème n'est pas celui des **formes** (1) que prendra la reprise de la lutte de classe et des **modes** d'organisation qu'elle tendra à se donner : c'est celui du processus qui engendrera ces formes et ces modes et qui sera d'autant plus tumultueux et fécond que toutes les contradictions, tous les paroxysmes propres au mode de production bourgeois se seront davantage accumulés au cours de sa phase suprême, l'impérialisme. Si ce processus aboutit à la prise du pouvoir par le prolétariat et à l'instauration de sa dictature révolutionnaire, la forme syndicat ne disparaîtra pas ; non seulement elle devra renaître au cas où elle aurait été supplantée par d'autres organismes intermédiaires plus conformes aux exigences de la lutte révolutionnaire, mais c'est alors que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, elle constituera un maillon capable de souder solidement au Parti la classe que sa structure lui permet d'organiser centralement dans sa totalité. Le chemin qui conduira du capitalisme au communisme ne pouvant qu'être long, difficile et tourmenté, semé de luttes gigantesques à l'échelle mondiale, un tel maillon sera d'importance vitale, car même là où la victoire politique aura été remportée, il ne sera pas possible de vaincre l'inertie des formes mercantiles ni de les extirper du jour au lendemain.

Toutes ces raisons de principe sont gravées dans nos textes fondamentaux et cette perspective est inséparable des bases mêmes du marxisme. C'est pourquoi il est tout aussi vrai **que nous n'avons rien à défendre** dans les syndicats d'aujourd'hui et que nous devons affirmer **contre eux le principe permanent** de l'associationnisme ouvrier qui est un facteur du développement des luttes de classe, tout en soutenant qu'il en est aussi un produit et que la réalisation de ce principe est **conditionnée** par ce développement.

### III

## Directives pour l'action pratique

1. Le paradoxe du cycle historique actuel (qui n'est d'ailleurs qu'apparent étant donnés les facteurs décrits plus haut) est que face à l'accumulation des contradictions et des ruptures du capitalisme mondial, la classe ouvrière est tombée à un niveau plus bas encore que celui considé-

---

(1) Ce n'est pas un hasard si un des textes fondamentaux du parti, rappelant que dans la perspective révolutionnaire il est « indispensable organiquement d'avoir entre les masses des prolétaires et la minorité encadrée dans le parti une autre couche d'organisations, qui soient accessibles constitutionnellement aux seuls ouvriers », affirme que les lignes générales de cette perspective « n'excluent pas que l'on puisse avoir les **conjonctures les plus variées dans la modification, la dissolution, la reconstruction d'associations de type syndical** en ce qui concerne toutes celles qui se présentent aujourd'hui dans les divers pays » (Réunion de Rome, 1-2, IV, 1951).

ré dans le " Que faire ? " de Lénine. Alors en effet il s'agissait d'importer dans la classe la conscience politique, le socialisme ; maintenant il s'agit de la tâche difficile de **souder** l'intervention politique du parti à une action économique qui, spontanément, n'atteint même pas le niveau de ce que Lénine appelait la « conscience trade-unioniste » et qui, sauf des cas tout-à-fait exceptionnels, garde un caractère sporadique, corporatiste, sectoriel, et nous dirons même contestataire.

Le parti ne peut certes pas **susciter** la lutte de classe, mais il a pour tâche d'en rappeler constamment, au cours des luttes économiques, **même** sporadiques et partielles, les **conditions élémentaires et indispensables**, en défendant des **méthodes** et des **mots d'ordre généraux** qui tendent à **unir les prolétaires de toutes les usines, de toutes les catégories et toutes les localités** : extension des grèves ; dénonciation des grèves tournantes ; revendication d'augmentations de salaires plus fortes pour les catégories les moins payées ; réduction massive de la durée du travail ; abolition des primes, des stimulants matériels, du travail aux pièces ; salaire intégral aux chômeurs.

Le Parti doit donc dénoncer le travail de sabotage et de division des syndicats qui, et ce n'est pas un hasard, repoussent ces revendications, sans toutefois renoncer un seul instant à l'agitation et à la propagande des objectifs suprêmes du mouvement prolétarien. Il doit s'attacher à montrer à la classe ouvrière à quel point les faits confirment la position marxiste, affirmant que même si une lutte économique vigoureusement menée peut apporter un soulagement temporaire aux ouvriers et atténuer les formes les plus odieuses de l'exploitation capitaliste, jamais elle ne pourra émanciper le prolétariat de sa condition de classe exploitée et opprimée. Présentant donc toujours à celle-ci le but final, le Parti doit également lui montrer la nécessité de l'organisation politique, ainsi que, pour le développement coordonné des luttes économiques, d'un réseau intermédiaire d'organisations de classe placées sous son influence.

2. Le Parti doit comprendre clairement et avoir le courage de proclamer que, pour remonter de l'abîme de la contre-révolution, la voie de la reprise prolétarienne de classe passera nécessairement par des expériences douloureuses, de brusques contre-coups, d'amères déceptions, et des tentatives confuses de la classe pour secouer le joug écrasant d'un demi-siècle d'ignoble pratique opportuniste. Le Parti ne peut condamner les épisodes de grèves sauvages, de constitution de comités de grève ou « de base », etc, phénomènes qui reviennent d'ailleurs périodiquement dans l'histoire du mouvement ouvrier, indépendamment des noms qu'ils ont pu prendre. Il ne peut pas s'en désintéresser sous le prétexte qu'ils ne rentrent pas dans le schéma harmonieux d'un combat organisé centralement et livré sur tous les fronts.

Il y reconnaît au contraire le symptôme d'une réaction instinctive du prolétariat contre l'impuissance à laquelle les syndicats condamnent ses luttes et ses revendications. Il doit en profiter pour inculquer à une couche même restreinte d'exploités la conscience que leurs efforts, pour généreux qu'ils soient, sont condamnés à demeurer stériles si la classe ne trouve pas en elle-même la force d'accomplir un **revirement politique total** pour se diriger vers l'assaut direct et général du pouvoir capitaliste.

En 1920 l'attitude de la Fraction abstentionniste qui fonda le Parti Communiste d'Italie ne fut pas différente, face à des épisodes comme l'occupation des usines ou le lancement de certaines grèves à vaste échelle en opposition ouverte avec la direction de la Confédération, car tout en estimant ceux-ci stériles pour les objectifs poursuivis, elle les jugeait fertiles en enseignements politiques grâce à l'action opiniâtre du parti.

De même (et avec les réserves imposées par le fait que la crise capitaliste reste toujours une crise « rampante » et que nous ne pouvons donc avoir d'influence réelle que dans des cas épisodiques d'importance négligeable), les militants ouvriers du parti ne refuseront pas de partager la responsabilité de comités ou d'autres organes temporaires, pourvu qu'ils ne soient pas manœuvrés au départ par des forces politiques étrangères à la tradition de classe, et qu'ils expriment une combativité ouvrière réelle. Ils ne négligeront cependant aucune occasion de rappeler la nécessité de dépasser les limites de l'usine ou de la localité, et d'utiliser l'énergie de classe à renforcer le parti révolutionnaire et à faire renaître des organismes de classe intermédiaires, chose que seule une vigoureuse reprise prolétarienne rendra possible. Ils ne devront jamais tomber dans l'erreur de théoriser ou d'admettre qu'on théorise des organes locaux et temporaires comme le modèle de la future association économique ou intermédiaire en général.

3. Quels que soient les syndicats auxquels nos militants seront affiliés dans tel ou tel pays, (c'est là un problème contingent), il doit être clair que le Parti ne décerne par là à aucun d'entre eux le titre de « syndicat de classe », car aucun ne le mérite aujourd'hui à l'échelle mondiale (1).

En Italie et en France, où subsistent plusieurs syndicats, la place de nos militants et de nos groupes communistes est dans la CGIL et la CGT. Ce n'est pas que le parti les considère comme des syndicats « de classe » ; ce n'est ni seulement ni surtout parce qu'ils rassemblent le plus grand nombre d'ouvriers puisque désormais les autres centrales regroupent elles

---

(1) Ceci concerne l'épicentre de l'impérialisme, l'aire euro-américaine. La situation dans les secteurs périphériques comme l'Asie et l'Afrique méritera une étude à part.

aussi de forts pourcentages de purs salariés : c'est parce qu'ils constituent le champ d'action spécifique du pire agent de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, cet ultra-opportunisme stalinien qui, après avoir achevé son œuvre de destruction du mouvement ouvrier, est devenu directement un pilier de la conservation sociale en adoptant et en pratiquant des principes dignes aussi bien de la « Charte du Travail » mussolinienne, que de l'Encyclique pontificale « Rerum Novarum ». Cet ultra-opportunisme faisant passer sous un étiquette glorieuse un programme et des méthodes contre-révolutionnaire, nous devons lui opposer polémiquement la tradition de classe des anciennes confédérations syndicales unitaires, c'est-à-dire un passé dont les autres centrales **ne peuvent pas se targuer** puisqu'elles sont **ouvertement d'origine patronale**.

Représentant non pas une « fraction » du mouvement ouvrier (ce qui impliquerait qu'on reconnaisse au moins en partie une nature de classe à l'organisation syndicale à laquelle on appartient), mais le seul courant politique prolétarien, les militants et les groupes communistes développeront le programme du parti dans les syndicats chaque fois que cela sera possible. Ils rassembleront autour d'eux un cercle, même restreint, d'ouvriers organisés, et — dans la mesure où ils pourront compter sur l'appui de prolétaires décidés à les soutenir — ils participeront à des assemblées et réunions et y interviendront, même lorsqu'ils en auront été formellement exclus soit, comme en Italie, pour ne pas avoir accepté de signer la « delega » (1), soit sous tout autre prétexte. Dans tous les cas, ils fonderont leur intervention directe sur un examen objectif des rapports des forces, fait par la section, par le groupe, ou au besoin par le centre. Là où, comme en France, de telles interventions sont pratiquement interdites à l'heure actuelle et où l'atonie des masses organisées ne laisse aucune possibilité concrète de pénétration clandestine, on peut tolérer l'affiliation **individuelle** de militants à d'autres organisations économiques que la CGT.

En Italie, la réunification syndicale en cours rendra sans aucun doute notre travail plus difficile, puisque l'exclusion de tout courant politique du sein du nouvel organisme est expressément prévue. Mais la critique de cette réunification doit être fondée sur la démonstration du caractère mensonger de toute prétention de la CGIL à être un syndicat de classe, et non sur la thèse inverse que par cette fusion avec les deux autres organisations, le soi-disant syndicat « rouge » renierait ses « principes » et changerait de nature. D'ailleurs, dans la mesure où l'unification syndicale reproduirait à un stade plus avancé du développement capitaliste la situation du CLN, elle peut même avoir une influence positive (de même que le maintien de l'alliance politique de 1945 aurait permis

---

(1) « La delega », c'est la délégation au patronat du droit de percevoir les cotisations syndicales par retenue sur le salaire qui a été **proposée** par les trois centrales italiennes et bien entendu acceptée.

la liquidation des apparences « prolétariennes » du stalinisme et des organisations qui en dépendaient) et nous fournir des arguments polémiques susceptibles d'être utilisés avec fruit dans notre propagande.

Dans d'autres pays, la situation objective peut soulever d'autres problèmes et imposer d'autres solutions et il incombera au parti, dans la mesure où il y sera implanté, de décider de la ligne pratique à suivre, hors de tout volontarisme bruyant comme de tout fatalisme aveugle.

4. Comme cela s'est déjà produit en Italie, les fonctions auxquelles nos militants peuvent être appelés directement par les ouvriers, comme celle de délégué d'atelier ou autres, peuvent fournir un utile banc d'essai pour la soudure entre l'action politique et l'action syndicale au sens étroit du terme. Malgré le danger (auquel d'ailleurs toute activité syndicale est toujours exposée) de se laisser enfermer dans une pratique purement minimaliste et corporatiste, ces fonctions, lorsque les camarades les assument **sur la base de rapports de force favorables**, peuvent constituer un des cas prévus par les " Thèses caractéristiques du parti " : « Lorsque n'a pas été exclue la dernière possibilité virtuelle et statutaire d'y mener une activité autonome de classe », notre pénétration dans une organisation économique, même périphérique, est souhaitable dans le cadre d'une orientation rigoureuse sur le plan politique et programmatique. Ils s'efforceront donc de promouvoir des assemblées ouvrières fréquentes, des initiatives de luttes étendues et illimitées dans le temps, des formes de prosélytisme même au niveau individuel, des prises de position ouvertes contre les pratiques des commissions mixtes ou les « études sur les cadences » et autres manœuvres patronales avalisées par le syndicat tricolore. Lorsque l'appareil syndical central réservera aux délégués « rebelles » le sort bien prévisible de l'expulsion, ils n'accepteront jamais de la subir passivement, mais feront appel, contre elle, à l'unique « autorité » devant laquelle nos militants puissent se considérer comme responsables : les prolétaires qui les auront désignés et dont ils auront défendus les intérêts comme tout militant du Parti y est toujours décidé en toutes circonstances.

5. Pour développer de façon méthodique et en profondeur toutes ces formes d'activité pratique, notre presse, qui a (comme Lénine le disait dans " Que faire ? ") le rôle d'un organisateur collectif pour la classe comme pour les militants du parti, doit (c'est une condition primordiale) défendre régulièrement et de façon toujours plus tranchante les principes énumérés dans notre première partie et beaucoup mieux exposés dans des textes fondamentaux comme « Parti révolutionnaire et action économique ». Elle doit dénoncer le caractère non seulement **futile**, mais **contre-révolutionnaire** des formes de lutte pratiquées et des objectifs visés par les centrales existantes, même aux seules fins économiques. Elle doit montrer les limites de l'action revendicative et la nécessité de la dépasser

dans la lutte révolutionnaire générale. Elle doit combattre les tendances à se limiter à la corporation, l'entreprise ou la localité qui se manifestent toujours à nouveau dans le prolétariat lui-même, et stigmatiser la pratique obscène que l'opportunisme encourage et qui consiste à implorer l'intervention paternelle de l'Etat ou d'une « opinion publique » dûment « sensibilisée ». Elle doit proclamer l'impossibilité d'un syndicalisme politiquement « neutre » et revendiquer des associations de classe ouvertes à l'influence décisive du parti révolutionnaire marxiste et susceptibles d'être conquises par lui. Elle doit souligner l'importance vitale de l'unification internationale des luttes et des organisations économiques, et plus généralement, dans une phase ultérieure, des organisations intermédiaires. Enfin, tout en rappelant aux ouvriers les grandes étapes de leur mouvement de classe, ses glorieuses victoires et ses défaites riches d'enseignements, elle doit suivre avec le maximum d'attention le développement actuel des luttes prolétariennes dans le monde, subordonnant de la façon la plus stricte son combat et ses directives à ses positions programmatiques.

## MARXISME ET SOUS-DEVELOPPEMENT

---

Pour les idéologues bourgeois, l'histoire serait une lutte continuelle entre deux forces antagonistes : le développement et le sous-développement. Ainsi, la marche en avant de l'histoire humaine se réduirait au progrès économique et se mesurerait à l'aide d'un coefficient technologique (tonnes d'acier "par tête") ou d'un coefficient économique (produit national brut "par tête").

La théorie du "développement économique" comme théorie de l'histoire n'est pas nouvelle, et c'est une version de la vieille prétention toujours renouvelée de la bourgeoisie selon laquelle son système social est le seul "système naturel", tous les malheurs sociaux étant dus à son manque d'épanouissement. Aux ouvriers on explique que plus ils travailleront, plus grandira leur part de la richesse sociale (ce qui, soit dit en passant, est en criante contradiction avec toutes les lois du capitalisme), tandis qu'aux peuples arriérés, on présente les ravages de la pénétration colonialiste et impérialiste comme la conséquence "naturelle" de leur "sous-développement".

Or, de même que la petite-bourgeoisie se sent alternativement massacrée par le grand capital et enthousiasmée par la promesse des gains qui la tireront de sa condition de petite-bourgeoisie, tous les courants politiques des pays "sous-développés" ou du "tiers-monde" prétendent avoir la formule du développement. Ceci est vrai non seulement pour les mouvements réformistes, mais même et surtout pour les mouvements qui prônent la lutte armée, la violence. La plupart de ces courants se réclament du marxisme et le présentent comme la théorie du développement économique, du développement des forces productives. C'est le cas des trois écoles politiques "marxistes" : celle des P. C. liés à Moscou, celle des castristes et pro-chinois et, finalement, celle du groupe rattaché à la *Monthly Review*, c'est-à-dire de Baran, Sweezy et, plus particulièrement pour l'Amérique latine, de A. G. Franck.

Dans cet article nous nous arrêterons sur la théorie du "sous-développement" de Baran, exposée dans la deuxième partie de son livre : "Economie politique de la croissance" (1). Si nous prenons la théorisation de Baran comme cible de notre critique afin de rétablir la vision marxiste de ce problème, c'est parce qu'elle est un pot-pourri des lieux communs diffusés par l'idéologie petite-bourgeoise "marxisante" en ce qui concerne le sujet, et, en particulier, en ce qui concerne les rapports entre l'impérialisme et les pays arriérés.

Avant de résumer la théorie "baranienne", réexposons brièvement la doctrine

---

(1) Voir dans " Programme Communiste " ,n° 47, notre critique de la théorie de Baran et Sweezy sur l'économie politique sous le titre : " Les derniers exploits du marxisme universitaire " .

marxiste de l'histoire, en opposition à celle de la lutte entre le "développement" et le "sous-développement".

Dans l' "Anti-Dühring", Engels écrit : "... il apparut que toute l'histoire passée, à l'exception de l'état primitif, était l'histoire de la lutte de classes, que ces classes sociales en lutte l'une contre l'autre sont toujours les produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque..."

Si l'histoire n'a donc été qu'un heurt continu entre des forces sociales antagonistes représentant des intérêts économiques, politiques et sociaux différents, ce heurt n'est que le reflet des modes de production différents que ces forces sociales essayaient soit de conserver, soit de détruire (2).

L'histoire n'a été qu'une incessante succession des modes de production qui, à partir du communisme primitif, sont passés par des stades plus ou moins enchevêtrés, mais que, pour simplifier, nous pouvons classer ainsi, *au moins en Europe* : esclavagisme, féodalisme, capitalisme.

Le marxisme voit dans la succession des modes de production la base matérielle de l'histoire humaine. Pour lui, elle avance quand les conditions mûrissent pour le changement vers un mode de production supérieur, quand des pas en avant sont faits vers le dernier, sans classes : le communisme.

La succession des modes de production s'accompagne d'un accroissement de la productivité sociale du travail, ou si l'on veut, des valeurs d'usage produites par unité de temps et par producteur. L'apparition de la société divisée en classes, la dissolution du communisme primitif, supposent déjà cet accroissement. Avec le capitalisme, la productivité augmente de façon exponentielle, ne trouvant d'autre limite que dans les rapports de production capitalistes eux-mêmes (limites qui s'expriment dans les crises, les guerres... ou dans les révolutions prolétariennes) : c'est cela le "développement" pour la science bourgeoise. Mais c'est une *conséquence* du rapport de production capitaliste.

L'antagonisme entre le capitalisme et le communisme ne se place pas sur le terrain de la productivité du travail (même s'il est vrai que cette dernière s'épanouira largement avec le socialisme), mais bien sur le terrain des rapports sociaux.

Vanter la croissance économique en elle-même revient donc à passer, ouvertement ou subrepticement, dans le camp de l'idéologie bourgeoise et, partant, dans celui de la conservation sociale.

## LA THEORIE "BARANIENNE" DU "SOUS-DEVELOPPEMENT"

Au siècle dernier, Marx affirmait que "le pays industriellement le plus développé montre au pays moins développé l'image de son propre développement à venir" (3).

Baran, se référant expressément à cette citation, prétend qu'il n'est « ni

---

(2) Rappelons que, par mode de production, le marxisme entend la manière dont les hommes d'une certaine société produisent leurs moyens d'existence et échangent entre eux les produits.

(3) Le Capital, livre 1, vol. 1, page 13, éd. Sociales.

accidentel, ni fortuit que le développement réel ne se soit pas produit ainsi... » (4). Voilà donc que le marxisme "classique" serait démenti par les faits, « les progrès (ayant été) tellement lents, ou même inexistants » (5) dans les aires arriérées, et la preuve en serait fournie par la faible productivité sociale du travail dans les aires en question.

D'après Baran, la raison de ce prétendu manque de développement des forces productives est celle-ci : l'impossibilité de transformer le surtravail (même sous sa forme moderne de plus-value) en capital, c'est-à-dire l'impossibilité du développement du capitalisme, car le surtravail, la plus-value et le capital sont dans les mains de classes sociales et de forces qui n'ont aucun intérêt à l'investissement tant agricole qu'industriel : propriétaires fonciers, capital commercial et usuraire, impérialisme, Etats. Donc, "à l'époque de l'impérialisme", le développement économique capitaliste des pays arriérés est impossible. Écoutons Baran :

« Le surplus économique issu du secteur paysan de l'agriculture est donc »  
» extorqué aux paysans eux-mêmes et approprié par les propriétaires fonciers,  
» les usuriers, les marchands et les commerçants et, dans une plus faible mesure,  
» l'Etat (...) Il est clair que l'utilisation qui est faite de cette part très impor-  
» tante (revenus agraires, NDR) du produit national, détermine en grande partie  
» le développement économique des pays sous-développés. Il est non moins évi-  
» dent que dans tous les pays sous-développés la majeure partie de ce surplus  
» économique n'est pas utilisée pour accroître et améliorer l'équipement produc-  
» tif existant. Une part très importante du surplus économique, qui est alloué  
» aux propriétaires fonciers, est absorbée par la consommation excédentaire de  
» cette couche sociale (...) (tandis que) il est rare que des investissements impor-  
» tants soient effectués, étant donné le prix très élevé de l'outillage mécanique  
» agricole (...) et, par contre, le prix très faible de la main d'œuvre agricole (...)  
» La situation est encore plus grave lorsque la terre est composée de lopins in-  
» dividuels (6). »

L'accroissement des forces productives est donc, d'après Baran, "impossible" dans l'agriculture des zones arriérées.

Quant à l'industrie, ou bien elle ne peut pas naître, ou bien elle est limitée aux secteurs marginaux contrôlés par l'impérialisme : dans les deux cas, l'accumulation "nationale" accompagnée du développement des forces productives nationales n'existe pas :

« Mais le marché des biens manufacturés qui pouvait émerger dans les pays »  
» coloniaux et dépendants, ne devint pas pour autant un "marché interne" de  
» ces pays ; bien au contraire, totalement soumis par la colonisation et les trai-  
» tés inégaux, il devint tout simplement un appendice au "marché intérieur" du  
» capitalisme occidental » (7).

Et quand l'impérialisme exporte dans ces pays des capitaux et les investit dans l'industrie, selon Baran, la plus grande partie va toujours vers l'industrie extractive qui ne crée pas de marché intérieur, tandis que l'industrie de trans-

---

(4) Page 184, éd. Maspero.

(5) Page 181.

(6) Pages 207-8.

(7) Page 217.

formation rapporte plus aux pays impérialistes qu'aux pays "sous-développés" (8) :

«... On peut dire que dans sa totalité, et d'une manière générale, le monde » sous-développé peut être caractérisé par la fuite d'une part considérable de son » surplus économique, vers les pays avancés, sous la forme de dividendes et d'in- » térêts » (9).

De tout ceci, Baran tire la conclusion suivante : « La tâche fondamentale que » doit s'assigner l'impérialisme de nos jours (est de) : empêcher — ou si cela est » impossible, réduire et contrôler effectivement — le développement économique » des pays sous-développés » (10).

Quant à l'Etat, hélas !, parce qu'il ne mobilise pas le "surplus économique pour l'employer à accroître les moyens de production", il constitue la dernière entrave au développement des forces productives.

Voilà donc "expliquée" l'incapacité de développer les forces productives du "tiers-monde" en régime capitaliste, et surtout à "l'époque de l'impérialisme". Sa conclusion est immédiate : « L'établissement d'une économie socialiste planifiée constitue une condition essentielle et *indispensable* (souligné par nous, NDR) du progrès économique et social dans les pays sous-développés » (11).

Remarquez la "cohérence" doctrinale chez Baran : à l'époque de l'impérialisme, le développement capitaliste des pays arriérés piétine et est presque inexistant ; il ne peut en être autrement. Donc, pour développer les forces productives, il faut nécessairement le socialisme.

*Premier corollaire* : La Russie, la Chine, Cuba, etc., sont socialistes puisqu'elles ont réussi à développer leurs forces productives à partir d'un stade économique arriéré.

*Deuxième corollaire* : (qui n'est pas explicitement énoncé dans cet ouvrage, mais qui est propre à toute cette école politique et à sa "cousine" stalinienne) : puisque pour le marxisme la destruction des entraves au développement moderne des forces productives est un besoin historique et populaire, et que ce développement ne peut être réalisé que par la révolution socialiste, cette dernière a été et peut être encore le fait de *tout le peuple*, le fait d'alliances de classes.

*Troisième corollaire* : Comme toute révolution signifie la libération des forces productives, la seule révolution possible "à l'époque de l'impérialisme" est la révolution socialiste (12).

Ainsi, d'après cette théorie "extrémiste" et "radicale", *la révolution socialiste peut être le produit, non pas du développement des antagonismes propres au*

---

(8) Le lecteur aura déjà remarqué une première incohérence dans la théorie de Baran : on affirme d'abord que les investissements ne sont pas possibles et quand ils se font quand même dans les industries manufacturières, on ajoute que les profits sont exportés ! Ce n'est pas notre faute si le rafistolage qui constitue l'argumentation baranienne ne forme pas une théorie cohérente : nous essayons de l'exposer de la manière la plus compréhensible possible.

(9) Page 227.

(10) Page 240.

(11) Page 305.

(12) Ici nous nous trouvons face à la variante "économiste" de la même théorie qui a été énoncée par Mao dans sa forme "politique" (cf. "La démocratie nouvelle").

*mode de production capitaliste, antagonismes qui s'accroissent avec lui, mais du sous-développement des forces productives.*

La théorie de Baran constitue un révisionnisme du marxisme sur un triple plan : économique, politique et historique.

Révisionnisme *économique*, parce que Baran prétend que le marxisme "classique" doit être "enrichi" pour rendre compte de l'évolution mondiale "à l'époque de l'impérialisme", car l'histoire n'aurait pas suivi le cours prévu, bref, car la critique marxiste de l'économie politique est valable pour le XIX<sup>me</sup> siècle, mais pas pour le XX<sup>me</sup> (position commune à tous les révisionnismes depuis Bernstein).

Révisionnisme *politique*, parce que la révolution socialiste pourrait ne pas être la conquête historique et politique du *seul prolétariat*, mais une conquête commune à plusieurs classes sociales (position que même Kautsky n'a jamais osé affirmer et qui est partagée par le stalinisme).

Révisionnisme *historique*, parce que, à l'image de tous les révisionnismes, il présente la révolution socialiste comme l'héritière de la révolution bourgeoise : elle pourrait être menée par les mêmes forces sociales et avoir les mêmes tâches économiques (13).

Et l'on voudrait faire passer ça pour du marxisme ! En réalité, la théorie de Baran n'est qu'une tentative pour donner une "nouvelle" justification économique au prétendu caractère socialiste du "bloc de l'Est", de la Chine, etc. et aux théories politiques qui s'y rattachent. Héritant du stalinisme la vision du socialisme comme "recordman" de la croissance productive (et le titre de son livre est déjà très suggestif), il essaie de rafistoler la théorie stalinienne que les faits matériels tendent à faire sauter en éclats.

La théorie de Baran est loin d'être sans implications politiques. Bien au contraire, ces implications sont en contradiction et en opposition ouvertes avec le marxisme et le communisme révolutionnaires, tels qu'ils ont été énoncés depuis le Manifeste et restaurés par la Troisième Internationale de Lénine.

Comme la clé de toute la doctrine de Baran est son analyse économique prétendue marxiste et matérialiste, nous allons la reprendre en démolissant ses "postulats", pour infirmer ses conclusions. La lutte contre le révisionnisme économique est inséparable de la lutte contre le révisionnisme tout court !

## PLAN DE NOTRE CRITIQUE

Pour démolir la théorie économique de Baran, il suffit de démontrer que le développement capitaliste — cet apprenti sorcier des forces productives modernes — n'est pas impossible dans les zones arriérées, et qu'au contraire, l'évolution matérielle de ces aires se fait dans le sens annoncé par le marxisme au siècle dernier.

A ce propos, notre critique consistera à montrer que les six facteurs qui, d'après Baran, rendent impossible le développement capitaliste des forces pro-

---

(13) Il est hors de doute que la révolution anti-capitaliste victorieuse à l'échelle mondiale arrachera les aires arriérées à leur arriération, mais ce sera en leur évitant l'accumulation locale de richesse sociale en mettant à leur disposition celle qui a déjà été largement accumulée à l'échelle internationale.

ductives dans les aires arriérées ont en fait des rôles historiques tout à fait différents. Nous démontrerons :

- a) que le capital usuraire et commercial constitue un facteur dont l'action crée les conditions *préalables* à la pénétration du mode de production capitaliste ;
- b) que la seule extension du salariat, même sans accroissement sensible de la productivité sociale du travail, loin de montrer l'existence d'un capitalisme "parasitaire", constitue la base de l'épanouissement du mode de production capitaliste ;
- c) que l'action du colonialisme fait pénétrer ces aires dans le tourbillon qui les entraîne vers le développement social moderne ;
- d) qu'on ne peut nullement parler d'un rôle unique de l'impérialisme par rapport au "tiers-monde" en général, car l'influence de l'impérialisme sur les forces productives des aires arriérées dépend fondamentalement du développement social atteint par ces régions ;
- e) que l'on ne peut rien expliquer par la volonté autonome des Etats, et que les rôles de ces derniers doivent être mis en rapport avec les classes dominantes, qui sont à leur tour des expressions des modes de production donnés et de leur évolution historique ; et finalement :
- f) que la simple constatation historique met en lumière la confirmation de la prévision marxiste quant à l'évolution sociale et économique des aires extra-euro-américaines.

Dans l'optique de l'étude de la pénétration du capitalisme dans les aires arriérées, nous allons relever les problèmes soulevés par Baran, et, sans chercher des interprétations nouvelles pour le XX<sup>m</sup>e siècle, nous allons revenir à nos classiques :

## LE ROLE HISTORIQUE DU CAPITAL USURAIRE

Baran soutient que l'usure représente une entrave au développement capitaliste puisque le "surplus économique" s'éloigne du producteur et l'empêche de capitaliser. Ce faisant, il confond gravement les moments historiques dans lesquels agit l'usure.

Pour le marxisme, « le capital productif d'intérêts, ou pour le désigner sous sa forme antique, le capital usuraire, fait partie avec le capital commercial, son frère jumeau, des formes antédiluviennes du capital qui précèdent de loin le mode de production capitaliste et se retrouvent dans les structures sociales les plus diverses du point de vue économique » (14).

Un peu plus loin, Marx décrit les formes d'existence du capital usuraire dans les sociétés arriérées : « Mais dans les époques qui précèdent le système de production capitaliste, le capital usuraire existe sous deux formes caractéristiques. Je dis bien : formes caractéristiques (...) Ces formes sont : *primo*, l'usure par prêts d'argent à des seigneurs prodigues, essentiellement à des propriétaires fonciers ; *secundo*, usure par prêts d'argent aux petits producteurs, possédant leurs moyens de travail. Cette catégorie comprend l'artisan, mais surtout, d'une manière spécifique, le paysan, puisque dans l'ère précapitaliste, dans la mesure où il peut exister des petits producteurs autonomes, c'est la classe paysanne qui doit en fournir la majeure partie » (15).

---

(14) Le Capital, livre 3, vol. 2, page 253.

(15) Le Capital, livre 3, vol. 2, page 254.

Et c'est ainsi que l'usure devient un puissant moyen de rendre possible les conditions qui ouvriront la voie au capitalisme :

«... L'usurier, non content de s'approprier le sur-travail de sa victime, acquiert  
» peu à peu des titres de propriétés sur ses moyens de travail eux-mêmes : terre,  
» maison, etc., et s'emploie ainsi sans cesse à l'exproprier. (...) Ce fait est la condi-  
» tion préalable qui lui sert (au mode de production capitaliste, NDR) comme  
» point de départ » (16).

« L'usure a un double résultat : *primo*, de faire se constituer à côté des cor-  
» porations des marchands des fortunes monétaires ; *secundo*, de s'approprier  
» les moyens de travail : c'est-à-dire de ruiner les propriétaires des anciens  
» moyens de travail ; dans cette mesure, c'est un puissant levier qui contribue à  
» créer les conditions préalables au capital industriel » (17).

Voilà donc résumé le rôle révolutionnaire du capital usuraire : accumulation de masses d'argent d'une part, dissolution et destruction des formes de propriété "sur lesquelles reposait solidement la structure politique", de l'autre.

C'est un facteur qui rend possible, *malgré lui*, le capitalisme. Et nous disons "malgré lui", parce que l'usure joue aussi un rôle réactionnaire : tout en détruisant les formes de la propriété, elle tend à conserver le mode de production :

« L'usure, comme le commerce, exploitent un mode de production donné :  
» ils ne le créent pas ; ils y restent extérieurs. L'usure cherche directement à le  
» maintenir, pour pouvoir toujours recommencer à l'exploiter, elle est conserva-  
» trice, elle ne fait que rendre ce mode de production plus misérable (18) (...)  
» Bref, cette forme de capital usuraire ruine ce mode de production, paralyse les  
» forces productives, au lieu de les développer, et éternise en même temps cet  
» état des choses pitoyable, où la productivité sociale du travail n'est pas déve-  
» loppée, comme c'est le cas dans la production capitaliste... » (19).

Quand Baran affirme que le capital usuraire rend impossible le développement du capitalisme, il ne découvre rien qui soit propre au XX<sup>me</sup> siècle, mais il ne comprend rien non plus à la dialectique : il ne voit que le rôle de frein de l'usure. Mais l'usure ne peut être un frein qu'après avoir été un levier pour créer les conditions du capitalisme, et pas avant.

## ROLE HISTORIQUE DU CAPITAL COMMERCIAL

Dans la théorie "baranienne", le capital commercial — dans les pays arriérés — contribue à rendre impossible le développement capitaliste en entravant l'accumulation de monnaie dans les mains des paysans (20).

Avant de passer à l'analyse du rôle du capital commercial dans la naissance du mode de production capitaliste, nous devons faire une remarque générale qui touche au problème de la paysannerie et des petits producteurs. Baran suppose que la misère et la non-accumulation de monnaie dans les mains de la paysan-

---

(16) Le Capital, livre 3, vol. 2, page 255.

(17) Le Capital, livre 3, vol. 2, page 269.

(18) Le Capital, livre 3, vol. 2, page 269.

(19) Le Capital, livre 3, vol. 2, page 255.

(20) " Exploité par des intermédiaires de toutes sortes, il est mal payé pour sa faible production et doit, au contraire, payer très cher les quelques rares biens de consommation venant du secteur industriel qu'il doit acquérir ". Page 207.

nerie "en général" empêchent le développement des forces productives, laissant ainsi entendre que l'accumulation capitaliste a pu se faire sans l'expropriation des masses travailleuses. Il se trompe lourdement.

Le développement de *tout* capitalisme ne peut se faire, comme le "Capital" l'a largement démontré (voir aussi nos travaux de Parti "Eléments de l'Economie marxiste" et "Propriété et Capital"), que sur la base de l'expropriation "en général" des producteurs, artisans et paysans, *sur leur misère sociale absolue, sur la "nudité totale" des grandes masses, phénomène qui a comme pendant l'appropriation de la richesse sociale par une minorité. Là où cette expropriation a été ralentie (voir l'URSS avec les concessions aux paysans qui ont suivi la "collectivisation" forcée), le capitalisme piétine dans des formes aberrantes et rétrogrades, ralentissant son évolution.*

Ceci dit, revenons au capital marchand. Sur cette question également, le marxisme, loin de figer en images "statiques" les phénomènes historiques, met en lumière l'enchaînement dialectique des facteurs qui convergent dans les processus historiques.

« (L'existence du capital marchand) ne requiert pas d'autres conditions (...) » que celles qui sont indispensables à la circulation des marchandises et de l'argent (...). Quel que soit le mode de production créant les produits qui entrent dans la circulation comme marchandises, que ce soit celui de la communauté primitive ou de l'esclavage ou bien encore le mode de production petit-paysan, petit-bourgeois ou capitaliste, il ne change rien au caractère des produits en tant que marchandises... » (21).

Le capital marchand, en rapport avec des structures précapitalistes, se caractérise par le vol et l'escroquerie (22). Et, là où le capital marchand joue un rôle prépondérant par rapport au capital total, c'est que le capitalisme — comme mode de production — est embryonnaire ou presque inexistant (23).

Malgré cela, le capital marchand crée deux conditions historiques qui — associées à d'autres facteurs et non pas seuls — rendent possible le développement du mode de production capitaliste :

« Il n'est donc nullement difficile de comprendre pourquoi le capital mar-

---

(21) Le Capital, livre 3, vol. 1, page 334.

(22) " Aussi longtemps que le capital marchand met en œuvre l'échange de produits des communautés non développées, le profit commercial ne se présente pas seulement comme du vol et de l'escroquerie, mais c'est en grande partie là qu'il a trouvé son origine (...). (...) ces modes de production impliquent que le capital marchand s'approprie UNE PARTIE PREPONDERANTE DU SURPRODUIT (...). Là où le capital marchand domine, il représente, par conséquent partout, un système de pillage tout comme d'ailleurs son évolution chez les peuples commerçants des temps anciens ET DES NOUVEAUX est directement liée au pillage par la violence, à la piraterie, au rapt d'esclaves, à la soumission (DANS LES COLONIES) ; aussi à Carthage, à Rome, plus tard chez les Vénitiens, les Portugais, les Hollandais, etc " (souligné par nous, NDR). Idem, page 339. Dans ce dernier " etc " nous pouvons inclure les impérialismes modernes, non seulement au XIX<sup>e</sup> siècle, mais bel et bien au XX<sup>e</sup>.

(23) " Le développement prépondérant et autonome du capital comme capital marchand signifierait que la production n'est pas soumise au capital ; il signifierait donc le développement du capital sur la base d'une forme sociale de production indépendante de lui et qui lui serait étrangère. Le développement du capital marchand est donc inversement proportionnel au développement économique de la société ". Idem, page 336.

» marchand apparaît comme forme historique du capital, bien avant que le capital se soit assujéti la production elle-même. Son existence et son développement à un certain niveau sont eux-mêmes la condition historique pour le développement du mode de production capitaliste : 1° parce qu'ils conditionnent la concentration de la fortune monétaire ; 2° parce que le mode de production capitaliste suppose que production destinée au commerce, vendue en gros et non aux particuliers ; il suppose donc un commerçant qui n'achète pas pour ses propres besoins, mais concentre dans son opération d'achat les achats d'un grand nombre. D'autre part, tout le développement du capital marchand tend à donner à la production un caractère de plus en plus orienté vers la valeur d'échange et à transformer toujours plus largement les produits en marchandises (...) Le commerce réagit plus ou moins sur les communautés entre lesquelles il est entrepris ; il soumet toujours d'avantage la production à la valeur que de la consommation directe des produits. Par là, il désagrège les conditions anciennes (...et) peu à peu grignote la production elle-même et met sous sa dépendance des branches entières de la production » (24).

Et quand les conditions historiques générales sont mûres pour l'apparition du capitalisme dans la production, le capital marchand lui donne une puissante impulsion (25).

Le lecteur nous pardonnera cette réexposition avec de longues citations, mais elles sont rendues nécessaires pour comprendre le rôle joué par le capitalisme occidental vis-à-vis des aires arriérées, rôle mis clairement en lumière par le marxisme dès son apparition. Ce qui n'empêche pas les prétendus "marxistes universitaires" et les hordes de "correcteurs" de prétendre jeter le marxisme à la poubelle de l'histoire, croyant pouvoir affirmer que le marxisme du XIX<sup>me</sup> siècle est différent du marxisme du XX<sup>me</sup> siècle.

Nous venons de traiter deux facteurs dont l'action converge pour déblayer le terrain devant le mode de production capitaliste. Nous aborderons maintenant les deux phases fondamentales du développement économique de la production capitaliste, qui présentent un lien direct avec le problème de l'évolution capitaliste des forces productives.

## LES DEUX PHASES HISTORIQUES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

Pour le marxisme, une des conditions du mode de production capitaliste est l'existence du travailleur libre (26). Or, ceci exige que tout autre mode de produc-

(24) Idem, pages 335 et 339.

(25) " Un autre exemple, c'est celui du **capital marchand**, qui passe commande à un certain nombre des producteurs immédiats, puis collecte leurs produits et les revend, en avançant parfois la matière première ou l'argent, etc. C'est à partir de cette forme que s'est développé un élément important du rapport capitaliste moderne (...). Cependant, la transition a déjà atteint un stade plus avancé que dans le rapport du capital usuraire ". Marx : **Un chapitre inédit du Capital**, ed. 10-18, page 189.

(26) " La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le **travailleur libre** et **libre** à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement il doit n'avoir d'autre marchandise à vendre ; être, pour ainsi dire, libre de tout... ". Le Capital, livre 1, vol. 1, page 172.

tion qui "attachait" le travailleur soit dissous : esclavage, servage, despotisme asiatique, communisme primitif, production patriarcale et toutes leurs variantes historiques qui ont existé ou existent encore :

« Lorsque le paysan, jusque là indépendant et travaillant pour lui-même, » devint journalier et produisit pour un fermier ; lorsque l'ordre hiérarchique, » propre au mode de production féodal des corporations, fait place au simple » antagonisme du capitaliste faisant travailler pour lui l'artisan devenu salarié ; » lorsque l'ancien esclavagiste emploie comme salariés ceux qui étaient naguère » ses esclaves, etc., il apparaît que ces procès de production, si diversement struc- » tures du point de vue économique et social, sont transformés en procès de » production du capital » (27).

Cette séparation des producteurs des moyens de production et la vente quotidienne de la force de travail au capital ne signifient nullement un bouleversement des conditions techniques dans la production qui sont celles qui déterminent la productivité sociale du travail :

« C'est justement par opposition au mode de production capitaliste pleine- » ment développé que nous appelons *soumission formelle du travail au capital* la » subordination au capital d'un mode de travail tel qu'il s'était développé avant » que n'ait surgi le rapport capitaliste (...parce que) pour commencer il n'existe » aucune innovation dans le mode de production lui-même : *le procès de travail* » se déroule exactement de la même manière qu'autrefois, hormis qu'il est main- » tenant *subordonné* au capital (...) Lorsque ce rapport de domination et de » subordination se substitue à l'esclavage, au servage, au vasselage, et aux sys- » tèmes patriarcaux, etc., *sa forme seule se modifie...* » (28).

Bien que la soumission formelle du travail au capital n'implique pas automatiquement une révolution dans la technique productive, elle constitue la base sur laquelle va se développer *la soumission réelle du travail au capital*.

« La soumission réelle du travail au capital s'accompagne d'une révolution » complète (qui se poursuit et se renouvelle constamment, cf. le *Manifeste* » *Communiste*) du mode de production, de la productivité, du travail et des rap- » ports entre capitalistes et ouvriers.

« La soumission réelle du travail au capital va de pair avec les transforma- » tions du procès de production que nous venons de mentionner : développement » des forces de la production sociale du travail et grâce au travail à une grande » échelle, application de la science et du machinisme à la production immédiate. » D'une part, le mode de production capitaliste, qui à présent apparaît vérita- » blement comme un mode de production *sui generis*, donne à la production » matérielle une forme différente ; d'autre part, cette modification de la forme » matérielle constitue la base pour le développement des rapports capitalistes, » qui exigent un niveau déterminé d'évolution des forces productives pour trou- » ver leur forme adéquate » (29).

Tant la soumission formelle que la soumission réelle représentent deux phases d'un *même* développement historique du capitalisme : ce ne sont pas deux capitalismes différents, mais les deux étapes d'un même processus tout comme il ne peut pas exister de papillon sans chrysalide :

« Ce qui subsiste ici, c'est l'élément caractéristique de la *soumission formelle*,

---

(27) Un chapitre inédit du *Capital*, page 192.

(28) Idem, pages 194, 204 et 206.

(29) Idem, page 218.

» à savoir *l'assujettissement direct du procès de travail au capital*, quels que  
» soient les procédés techniques utilisés. En outre, sur cette base surgit un *mode*  
» *de production* technologiquement (et pas seulement technologiquement) *spéci-*  
» *fique* qui modifie la *nature réelle du procès de travail et ses conditions maté-*  
» *rielles* : le mode de production capitaliste. C'est alors que se vérifie la *sou-*  
» *mission du travail au capital* » (30).

Etudier donc le problème de la productivité accrue du travail entraînée par  
le *développement capitaliste* revient à étudier le passage à la soumission réelle  
du travail au capital.

Remarquons en passant que ce que les économistes bourgeois appellent le  
"décollage économique" n'est rien d'autre que la naissance — avec la *soumission*  
*réelle* — du mode de production "spécifiquement" capitaliste avec l'épanouis-  
sement de ses lois fondamentales, dont la production pour la production, c'est-à-  
dire la suprématie du secteur des biens de production sur le secteur des biens de  
consommation.

D'une façon générale, l'étude de l'accroissement des forces productives dans  
les aires arriérées ou du "tiers-monde" (notion, soit dit *une fois pour toutes*, aussi  
*impuissante* théoriquement et *vide* de tout contenu que celle de "sous-dévelop-  
pement") revient à analyser le problème — riche et lumineux celui-ci — de l'évo-  
lution des *modes de production*.

Voilà pourquoi il ne peut pas exister de branche théorique générale dans la  
critique de l'économie politique traitant du "sous-développement" par rapport  
au capitalisme pleinement développé. Il ne peut s'agir que des *transitions* histo-  
riques, sur la base des modes de production précapitalistes existants, vers la  
soumission — d'abord formelle, puis réelle — du travail au capital.

En fait, Baran sous-entend que le capitalisme a déjà pénétré l'ensemble de  
l'Amérique Latine, de l'Asie et de l'Afrique, le "tiers-monde" :

« Tout leur développement économique s'est (...) déroulé depuis lors sur un  
» mode chaotique : décomposition des anciennes sociétés de ces pays, désagrèga-  
» tion des QUELQUES RARES STRUCTURES PRECAPITALISTES EXISTANTES »  
(souligné par nous, NDR) (31).

Le marxisme, lui, n'a jamais affirmé cela. Avec le Manifeste, on peut affir-  
mer que le capitalisme mondial a arraché ces aires-là à l'isolement et à l'autarcie,  
les intégrant au marché mondial, en *essayant* d'introduire de vive force le  
*mercantilisme*. Or, le mercantilisme est une condition du développement capita-  
liste qui, par la force du capitalisme mondial, *engage* le *procès historique* de la  
marche des peuples vers le capitalisme. Le chemin parcouru dans cette voie ne  
peut être évalué qu'au moyen d'un *travail historique* — économique et social —  
qui fait tout à fait défaut dans l'œuvre de Baran.

Ici, nous ne prétendons pas traiter de l'évolution de l'Amérique Latine, de  
l'Asie et de l'Afrique après le bouleversement provoqué par la "civilisation" occi-  
dentale. Cette évolution doit être mise en lumière par le travail du parti. Dans cet  
article, nous ne faisons que poser sur le terrain marxiste les problèmes théoriques  
soulevés par nos adversaires.

---

(30) Idem, page 217. N. B. : la traduction de l'édition 10-18 étant ici incom-  
préhensible, nous nous sommes référés à l'édition italienne "La Nuova Italia", page 68.

(31) Idem, page 186.

## LA PENETRATION DU SALARIAT DANS L'AGRICULTURE

La supériorité du marxisme sur toutes les doctrines sociales bourgeoises est, répétons-le, qu'il voit l'histoire comme une succession des modes de production.

La cécité historique de tous les "comptables" de l'histoire à la Baran, s'étale au grand jour dans la question de la transformation capitaliste dans l'agriculture.

C'est ainsi que Baran part en guerre contre les plantations et les grands domaines qui, tout en employant de la main d'œuvre salariée, gaspillent en dépenses superflues le "surplus économique". (32).

Le marxisme affirme de son côté que le capitalisme tend à se développer d'abord dans l'agriculture, mais que c'est chez elle que la transformation technologique s'achève en dernier. En d'autres termes, bien que le capitalisme fasse son apparition dans l'agriculture, la soumission *réelle* y pénètre en dernier. Ceci est dû entre autres, au fait que la transformation des conditions techniques — qui, elles, déterminent la productivité du travail — suppose déjà une forte augmentation de la productivité dans l'industrie.

Mais la transformation capitaliste de l'agriculture, soit dans la forme de la grande exploitation capitaliste, soit dans celle, beaucoup plus générale, de l'apparition du salariat, a une influence qui va bien au-delà du simple coefficient : capital variable / capital constant, mesure de la productivité sociale.

Cette transformation constitue la base de l'élargissement du marché intérieur pour la manufacture ou l'industrie. La circulation monétaire s'élargit et élargit le mercantilisme et les marchés.

En développant le marché intérieur — il faut bien que les ouvriers trouvent sur le marché ce qu'ils produisaient avant comme petits producteurs indépendants — on accélère le passage de la phase formelle à la phase réelle de la soumission du travail au capital, à la suprématie du capital industriel sur le capital usuraire et marchand ; bref, à la formation de la société bourgeoise.

Prenons comme exemple l'histoire du Brésil (33). On y observe deux sortes de plantations : celle de la canne à sucre et celle du café. La première correspond à un régime esclavagiste dans un pays qui n'était qu'une colonie commerciale a-nationale. Cette situation se prolonge pendant trois siècles. L'apparition, vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, des plantations de café correspond à l'extension et à la suprématie du travail salarié, à l'ascension d'une classe bourgeoise foncière et commerciale qui se distingue de l'antérieure tout comme la noblesse française bourgeoise du 19<sup>e</sup> siècle se distinguait de la noblesse féodale du 18<sup>e</sup>, et qui consti-

---

(32) Ici, et pour ne pas trop compliquer la question, on supposera que le travail salarié est la règle. Notons cependant que généralement le travail dans les plantations tropicales est accompli par une main-d'œuvre esclave - soit ouvertement comme ce fut le cas au Brésil pour la canne à sucre, soit d'une manière déguisée comme le "péonage" au Mexique jusqu'à la révolution au début du siècle, ou même jusqu'à hier au Pérou dans les "gamonales" de la montagne. La pénétration du salariat dans les plantations est un phénomène relativement récent.

(33) Le Brésil était avec l'Inde le "cada" de tous les théoriciens du "sous-développement", y compris de ceux qui théorisent "l'impossibilité du développement". La bourgeoisie moderne, elle, qui se fiche éperdument des théorisations petites-bourgeoises, suit les lois inexorables du capitalisme, et elle est en train - avec la force de l'Etat - d'assurer la suprématie incontestée de la soumission réelle du travail au capital.

tue un grand pas en avant dans la formation de la société moderne, et l'établissement — avec sa suprématie politique — d'une forme d'Etat national.

Résumons les conclusions de ce qui a été traité jusqu'ici. Ce que Baran dénonce comme des "entraves" au développement capitaliste, ne sont en fait que les conditions historiques générales de ce même développement : le *capital usuraire* qui détruit les anciennes structures de la propriété en même temps qu'il réalise l'accumulation de capital argent tout comme le *capital commercial* qui tend en outre à élargir le mercantilisme ; la soumission formelle du travail au capital, qui élargit et approfondit la formation d'un marché intérieur et constitue la base du mode de production capitaliste "spécifique".

Puisqu'on est en plein dans le sujet, disons que la misère inouïe des masses du "tiers-monde" n'exprime rien d'autre que la suprématie du capital usurier et commercial et le début du mode de production capitaliste. On y trouve d'une part la misère propre à l'extorsion de plus-value par le capital sur la base des modes de production et de techniques productives archaïques, et de l'autre, l'expropriation des producteurs. C'est d'ailleurs un *chemin "idyllique" semblable à celui déjà parcouru par l'Europe et qui mène vers le capitalisme.*

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. La critique prétendument nouvelle de Baran envers le capital usuraire, marchand et foncier n'est en fait qu'une répétition (et des plus mauvaises !) de la critique faite par les idéologues de la bourgeoisie manufacturière montante en Europe, critique qui était une arme de lutte des nouvelles couches de la bourgeoisie représentant le capitalisme avancé contre celles qui étaient des produits des formes arriérées du capital. Baran même est obligé de le reconnaître. (34).

Quant à nous, nous considérons comme une victoire doctrinale le fait que le marxisme "classique" soit valable, non seulement pour le capitalisme anglais ou même européen dans les limites du 19<sup>e</sup> siècle, mais pour toutes les aires géographiques et pour toutes les périodes historiques.

C'est cela qui nous permet de reprendre les leçons *politiques* de la lutte de classes du 19<sup>e</sup> siècle en Europe — tout comme l'ont fait les bolcheviks — pour que, inchangées, elles puissent armer les bras révolutionnaires des prolétaires des aires non blanches dans la lutte *internationale* contre le capitalisme mondial.

## COLONIALISME ET " SOUS-DEVELOPPEMENT "

Où l'idiotie petite-bourgeoise atteint le sommet de sa perfection, c'est quand elle traite le sujet du colonialisme et de l'impérialisme et de leurs rapports avec les aires arriérées.

Le colonialisme et l'impérialisme sont rendus coupables d'avoir empêché le

---

(34) " Ce qui était jadis dénoncé avec rigueur par Adam Smith, Ricardo et autres économistes classiques, est encore en vigueur de nos jours dans les pays sous-développés. Une partie importante de ce qui est touché par les propriétaires fonciers est dissipée... ". Idem page 208. Ou, encore : " Il est certain que les pays actuellement sous-développés ont ceci en commun avec les premières phases du développement capitaliste en Europe occidental : à savoir la présence (et l'action) de forces puissantes qui veulent à tout prix empêcher la sortie des capitaux de la sphère de la circulation vers la sphère de la production... ". Page 216.

« développement harmonieux » de ces pays : « On ne doit pas oublier que si » l'Inde avait été soumise à son développement propre, elle aurait sans doute » suivi une voie moins tortueuse, moins douloureuse surtout. Elle aurait dû iné- » vitablement passer par une révolution bourgeoise et par un développement » capitaliste coûteux, mais c'eût été le prix de ses progrès. L'Inde aurait été tout » autre si elle avait pu contrôler et diriger son propre développement, faire pro- » gresser son peuple » (35). Et plus loin, : « ... si les pays actuellement sous- » développés, avaient pu, à un moment ou à un autre, se développer de façon » indépendante, on ne pourrait pas, à priori, exclure la possibilité qu'ils exploi- » tent eux-mêmes leurs ressources naturelles, et ce dans des conditions plus » avantageuses que celles qui leur ont été imposées par les investissements capi- » talistes étrangers » (36).

Les idéologues petits-bourgeois ne font que pousser jusqu'au ridicule les ca- ractères de la classe qu'ils représentent : coincée entre le grand capital et la classe des sans-réserves, dépassée toujours par les événements qui échappent à son contrôle, ballotée par des forces matérielles qui ne peuvent que mener à sa propre ruine, la petite-bourgeoisie rêve. Sa philosophie est celle du « si jamais... » : « si jamais on avait pu... », « si jamais le capitalisme avait pu exister sans l'im- périalisme... », etc.

Voyez-vous, si le « méchant » impérialisme n'avait pas existé, le développe- ment bourgeois indien aurait pu se faire « moins coûteusement », cela aurait été le « prix de ses progrès », il aurait pu « faire progresser son peuple ». Eternelle chanson de tous les idéologues bourgeois ! C'est « oublier » que le capitalisme de l'époque « pré-impérialiste », celui de l'Europe à partir du 16<sup>e</sup> siècle, s'est instau- ré par le fer et le feu, et que trois siècles plus tard le prolétariat commençait à peine à s'organiser pour ne plus être la proie sans défense d'une rapine capi- taliste effrénée. Le marxisme n'a jamais nié — ni en théorie ni en pratique — le caractère révolutionnaire de la transformation bourgeoise des structures pré-ca- pitalistes, mais il l'a toujours appelé par son nom, dénonçant par avance son contenu, se plaçant, non pas sur le terrain de la « productivité », mais sur celui des antagonismes, non pas sur celui du « progrès du peuple », mais sur celui de la lutte des classes.

Mais revenons au rôle du colonialisme blanc. Déjà en 1848, le marxisme met clairement en évidence les rapports entre les aires arriérées et la bourgeoisie européenne. D'un côté, la naissance du capitalisme en Europe est indissoluble- ment liée à l'histoire récente des peuples des aires extra-européenne : l'esclavage salarié des prolétaires a eu pour condition l'esclavage tout court des races de couleur, en Amérique Latine, en Asie, en Afrique. De l'autre côté, « la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares » (37). Voyons comment.

Le développement du capitalisme en Europe coïncide en Russie avec la naissance du féodalisme constitué sur la communauté agraire (mir). Dans

---

(35) Page 192.

(36) Page 229.

(37) « Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie en- vahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations (...). Elle force toutes les nations à adopter le style de production de la bour- geoisie - même si elles ne veulent pas y venir ; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation - c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle forme un monde à son image » (" Le Manifeste ").

ce choc des deux modes de production différents, le capitalisme révolutionnaire n'a jamais réussi à abattre le féodalisme réactionnaire. Mais ce choc imposa à l'Etat russe la production de guerre pour la défense de son régime social, la libération du servage pour dégager la main d'œuvre nécessaire, l'extorsion des impôts pour se donner des moyens financiers. C'est ainsi que le tsarisme fut contraint de saper ses propres bases sociales et fut entraîné dans l'histoire moderne. Il en va de même pour le Japon.

Quant à l'Asie, elle vivait depuis des millénaires sous le despotisme asiatique, secoué périodiquement par des révoltes paysannes qui neutralisaient la décadence du système, recommençant ainsi tout le cycle. Derrière cette dynamique sociale se cachait un immobilisme ancestral.

L'arrivée des Européens avec la politique de la canonnière brisa ce cycle toujours renouvelé. Ainsi, par exemple, l'invasion de la Chine par les produits manufacturés occidentaux ruina l'artisanat local et le régime des corporations ; les emprunts forcés provoquèrent la montée des impôts qui accéléra le rôle dissolvant de l'usure et le développa ; l'introduction de l'opium accentua le mercantilisme qui existait depuis longtemps dans la société asiatique sans parvenir à la détruire ; la ruine de la propriété asiatique provoqua la décadence des structures politiques. Le rouleau compresseur de l'histoire moderne était mis en marche.

Quant à l'Afrique et à l'Amérique Latine, on n'y trouvait que des sociétés qui ne dépassaient pas le stade de la barbarie. Et c'est la colonisation qui tendit et tend à détruire ces formes sociales.

Parler d'un développement endogène de toutes ces sociétés vers le capitalisme serait aussi absurde que de parler de la « chute montante d'une pierre »...

## L'ÉPREUVE DES FAITS

Si l'on dépouille les affirmations de Baran de toute la phraséologie propre à l'économie politique *vulgaire*, on ne trouve plus que cette affirmation fondamentale : le passage à la soumission réelle du travail au capital est impossible dans les aires extra-européennes, une fois que le capitalisme s'est pleinement établi en Europe.

Nous ne traiterons pas ici des *cas particuliers*, mais, suivant la méthode mathématique, nous démontrerons la fausseté d'une telle thèse en donnant des exemples historiques qui le démentent. Si cette affirmation est généralisable à toutes les périodes du capitalisme européen (comme, par exemple, A.G. Franck le prétend), il suffit de donner l'exemple des USA (d'abord colonie, puis semi-colonie anglaise) pour le démentir en ce qui concerne la période pré-impérialiste. Si l'on veut affirmer par contre que c'est « à l'époque de l'impérialisme » que ce passage est impossible, il suffit de donner les exemples du Japon en Asie et du Mexique ou de l'Argentine en Amérique Latine, pour l'affirmer. Et nous n'avons cité que les pays ouvertement reconnus comme capitalistes ; il y a encore ceux qui, tout en se prétendant « socialistes » ne sont en fait que des nations bourgeoises : l'URSS et les pays d'Europe centrale. Et nous ne parlerons pas de la Chine parce qu'elle est en train de jeter simplement les bases du développement capitaliste (38).

---

(38) A l'égard de ces théoriciens, citons ce que Lénine disait à l'encontre des popu-

Passons maintenant à l'analyse de l'impérialisme et nous montrerons que les arguments avancés par Baran sur son rôle et sa nature (arguments ayant une large audience aujourd'hui, surtout dans les aires arrières) en font le représentant d'une variante de la théorie de Kautsky sur l'ultra-impérialisme.

## QU'EST-CE QUE L'IMPERIALISME

« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. » (39)

A ce stade monopoliste du mode de production capitaliste, la concentration du capital-argent dans des monopoles financiers (les banques) qui ont une forte emprise sur le capital social (industriel et commercial) est extrêmement poussée.

Si le capitalisme de la période "concurrentielle" se caractérisait par l'exportation des marchandises (ayant comme conséquence les guerres commerciales), le capitalisme au stade impérialiste se caractérise par l'exportation des capitaux, parce que l'accumulation de capital-argent dans un petit nombre d'Etats est tel que l'on peut dire que « l'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre des pays » (Lénine). Et cela a comme conséquence les guerres pour le partage et le repartage des zones d'influence (régions d'investissements), les guerres impérialistes.

Or, le capital-argent, en tant que capital, n'existe que pour rapporter des intérêts. C'est le propre de *tout capital-argent*, dans n'importe quel mode de production, qu'il soit esclavagiste, féodal, asiatique, patriarcal ou capitaliste. Il ne crée pas le mode de production, il suppose son existence.

Le capital-argent est une forme "antédiluviennne" du capital, mais c'est sous le capitalisme, dans le mode de production capitaliste, que le capital-argent s'épanouit et se soumet l'ensemble de la société. La raison en est que le capital-argent suppose l'existence du mercantilisme, et c'est sous le capitalisme que le mercantilisme atteint son développement complet.

Le capital-argent peut jouer son rôle *sur n'importe quel mode de production approprié*. Ainsi, il s'investit dans les autres pays capitalistes en tant que capital industriel, commercial ou financier ; il pratique l'usure dans la Russie tsariste ou encore dans les pays asiatiques, à la manière du dernier des satrapes locaux ; il s'investit dans le commerce des pays arriérés, (pratiquant le pillage et l'escroquerie à petite comme à grande échelle) ; il s'investit dans les manufactures d'après les besoins des marchés du « tiers-monde » ou bien encore, pour satisfaire

---

listes russes qui théorisaient, eux aussi, l'impossibilité du développement capitaliste pour les pays qui « arrivent trop tard » : « ... du moins les populistes affirment-ils que leurs considérations *a priori* (erronées sur le plan théorique) suffisent à en apporter la preuve ».

Les populistes russes prétendaient que le capitalisme ne pouvait pas se développer en Russie, sur la base de deux arguments qui sont, quant au fond, identiques à ceux de Baran : d'une part, la ruine des petits producteurs, surtout les paysans, et, de l'autre, le trop grand développement capitaliste des pays qui dominent sur le marché mondial

(39) Lénine : " L'impérialisme, stade suprême du capitalisme " (page 287, Ed. Sociales.

les demandes de matières premières du marché mondial, il finance jusqu'à l'introduction de l'esclavage dans les régions tropicales. Et ainsi de suite.

L'impérialisme n'est pas une *catégorie* économique : c'est la suprématie du capital-argent à l'échelle mondiale tendant à s'assujettir l'ensemble des forces productives internationales, capitalistes ou non. Et cette suprématie n'est possible que parce qu'ayant atteint son stade « suprême » le capitalisme s'est extrêmement développé dans un petit nombre de pays.

## IMPERIALISME ET AIRES ARRIEREES

Les gens à la Baran veulent trouver des différences spécifiques entre l'influence du capital « pré-impérialiste » et « impérialiste » sur les aires arrières. Ils renversent complètement le problème. Si différence il y a, elle n'est pas dû au capital, mais à l'évolution économique-sociale de ces régions.

Voyons l'Asie. C'est le colonialisme pré-impérialiste qui « ouvrit » le continent au marché mondial, exacerbant l'action érosive propre au capital usuraire et marchand qui existait depuis longtemps dans cette société. L'impérialisme n'a fait qu'hériter de ce rôle usuraire et commercial, et développer une faible industrie dans la mesure où se développait aussi l'étroit marché intérieur né de la désagrégation de l'ancienne société. La différence entre la période pré-impérialiste et l'actuelle dépend des *transformations internes* de la société asiatique.

En Amérique Latine, l'esclavagisme et le travail obligatoire apparaissent dans la phase du capitalisme commercial de l'Europe au 16<sup>e</sup> siècle. Prenant diverses formes, et évoluant d'après la conjoncture internationale, ils maintiennent ces sociétés dans les formes sociales hybrides. Le capital européen s'investit dans le commerce et les emprunts d'Etat (usure).

Le développement du marché mondial consécutif à la « révolution industrielle » intègre de façon définitive ces pays dans les courants internationaux, et développe une puissante bourgeoisie commerciale. La décadence de l'esclavagisme, la constitution des premières formes bourgeoises de production, bref, le début de la constitution de la société bourgeoise vers la fin du siècle dernier — parallèlement à la constitution d'un marché intérieur — rend possible le début de l'investissement du capital dans l'industrie. Bref, c'est « à l'époque impérialiste » que naît l'Amérique Latine pleinement bourgeoise.

Quant à l'Afrique, elle est le meilleur exemple du fait que la forme d'extorsion de plus-value ne peut dépendre que du stade historique de la société. Si on laisse de côté la période où elle ne fournissait que des esclaves pour l'exportation vers les Amériques, on note que le capital ne colonise vraiment l'Afrique qu'à partir de la période impérialiste.

Il est suffisamment éloquent que l'impérialisme n'a pas pu introduire en Afrique Noire des méthodes d'exploitation autres que celles utilisées par les « sauvages espagnols » dans la conquête de l'Amérique Latine, *quatre siècles plus tôt*, à savoir le travail obligatoire, avec extorsion d'un très faible surproduit, ou bien l'impôt en nature.

La distinction qu'ils font entre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme, quant à l'influence des métropoles sur les aires arrières ne fait donc que révéler la stupidité des idéologues du « développement ».

Les considérations faites plus haut, nous permettent également de mettre en évidence le fait que l'impérialisme ne peut pas se définir comme une politique du capital financier, comme Lénine l'a déjà montré.

Et encore une fois, le rôle joué par l'impérialisme américain au Brésil est hautement instructif. Désespoir et stupeur chez le stalinien fervent de l' "industrialisation-record" ! : c'est bien l'impérialisme qui non seulement donne son appui et son impulsion au développement industriel et lourd du pays, mais qui aide à la tentative de liquidation des structures capitalistes arriérées. Que cette tentative soit faite par la terreur et la répression féroce de l'Etat, cela n'ajoute rien de nouveau à l'histoire du capitalisme : le capital n'a jamais imposé sa domination ni survécu d'une autre manière.

La vision marxiste correcte, et de la nature de l'impérialisme comme *phase* suprême du développement capitaliste, et de ses rapports avec les aires arriérées, permet de fonder la juste position communiste et internationaliste des rapports entre la lutte anticapitaliste mondiale et celle des peuples arriérés.

L'impérialisme, étant un produit du capitalisme ultra-développé, ne peut mourir qu'avec lui, avec la chute des bastions de ce capitalisme pourrissant. Quand les peuples coloniaux ou semi-coloniaux dans les aires arriérées se heurtent les armes à la main et directement ou indirectement aux intérêts du capital financier impérialiste et à leurs représentants, ils combattent l'influence exercée par le capital-argent sur leurs structures sociales respectives : *principalement* capital commercial et usuraire en Asie ; travail obligatoire d'abord et impôt ensuite en Afrique Noire, etc.

Transformer la lutte contre certaines formes du capital en une lutte contre les racines mêmes du capitalisme : porter un mouvement national-révolutionnaire au-delà de ses propres limites dans un mouvement international prolétarien, telle est la tâche du *prolétariat mondial*, et de lui seul ! Voilà pourquoi les luttes — à leurs divers degrés historiques — des peuples arriérés de l'Asie, de l'Afrique et même des régions les plus retardataires de l'Amérique Latine contre les Etats impérialistes, ne peuvent devenir des chaînons de la lutte *directe* contre les racines mêmes de l'impérialisme qu'en étant intégrées par le *prolétariat mondial* à sa lutte anticapitaliste.

## LE KAUTSKISME " BARANIEN "

Voyons de plus près les deux arguments avancés par Baran à l'appui de sa thèse sur la « mauvaise volonté » de l'impérialisme vis-à-vis de l'industrialisation du « tiers-monde » :

a) les investissements sont placés surtout dans des industries qui n'ont pas une influence directe sur l'évolution sociale (ou plutôt sur la productivité) de ces pays (mines, plantations, etc).

b) l'exportation des bénéfices vers les métropoles ne permet pas la pleine (?) utilisation du « surplus économique potentiel », (sic).

Pour reprendre le premier point, le marxisme affirme que l'objectif, le but du capital est la plus-value et non pas la marchandise, la valeur d'échange et non pas la valeur d'usage. Le capital s'investit là où il peut obtenir des profits. Si dans certains pays, l'impérialisme n'investit que dans les mines, c'est parce que, dans les autres secteurs, il ne peut pas espérer de « meilleurs » profits.

Le capital n'a pas de préjugés nationaux ni sectoriels : il va là où il trouve des conditions matérielles favorables pour ses investissements. C'est ainsi que les capitaux s'exportent principalement vers les pays capitalistes hautement développés, vers les pays impérialistes. Ce développement n'est pas la conséquence

de ces investissements, mais bien l'inverse : c'est parce que dans les pays capitalistes développés, il existe un large marché intérieur que les capitaux y affluent. De même, le « sous-développement » n'est pas la conséquence du faible pourcentage d'investissements de la part de l'impérialisme. C'est le contraire qui est exact.

En ce qui concerne le deuxième argument, celui du rapatriement des bénéfices, nous pouvons répondre d'une façon polémique que nous nous en moquons pourvu qu'un prolétariat — même faible numériquement — puisse se constituer et, uni au prolétariat mondial, puisse porter au-delà de leurs limites les révoltes anti-impérialistes des aires arriérées, afin qu'elles contribuent à la destruction d'un monde où le « surplus économique » est le but unique et suprême de toute l'activité humaine.

Pour répondre à l'argument sur le plan théorique, il suffit d'ajouter que l'exportation des profits résulte de l'étroitesse du marché intérieur de ces pays, un point c'est tout. Le taux de profit étant le plus élevé précisément dans les aires arriérées, il faudrait que le capital soit masochiste pour fuir les endroits où le gain est le plus élevé, s'il n'y avait à cela une puissante raison économique.

Pour Baran, en revanche, les points a) et b) seraient la manifestation d'une volonté maligne inhérente à l'impérialisme d'empêcher toute capitalisation et toute industrialisation des aires arriérées. Cette vision est une variante de la théorie de Kautsky sur l'impérialisme. Ainsi, l'impérialisme serait une *politique*.

Cette vision est non seulement fautive théoriquement, mais en contradiction criante avec les faits (40). Exemples : l'Inde ou le Brésil pour ne citer que ces deux pays. Ce sont les conditions internes (création préalable d'un marché intérieur) et externes (besoin d'investissements des capitaux dans les métropoles et concurrence, interimpérialiste) qui ont conduit à une puissante installation de la grande industrie moderne.

En conclusion : pour ce qui est de l'influence du capital sur les modes de production dans les aires arriérées, l'impérialisme, comme phase du capitalisme mondial, n'apporte rien de neuf, rien qui n'ait été déjà mis en lumière par le marxisme il y a plus d'un siècle.

## A PROPOS DU " FOSSE GRANDISSANT " ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES

Nous profitons du sujet pour attirer l'attention sur un dernier argument soulevé par toute l'école politique de Baran et qui tendrait à prouver l'impossibilité du développement capitaliste tant vanté, à savoir le fossé grandissant qui sépare les pays de l'aire euro-américaine du reste des continents en ce qui concerne la richesse accumulée.

Ce phénomène n'est que l'expression d'une loi générale du capitalisme : la tendance à la concentration et à la centralisation du capital. Nous y voyons la confirmation de l'analyse marxiste du capital, et quand les marxistes soulèvent cet argument, c'est pour réduire à néant les prétentions impérialistes du régime

---

(40) Même les disciplines de Baran doivent parler aujourd'hui d'un... « développement du sous-développement » ! Comme on peut le voir, ils ne font que... créer des phrases.

capitaliste à assurer l'égalité des nations sous sa domination, rêve éternel de la démocratie petite-bourgeoise. Comme l'a dit l'Internationale Communiste en 1920, « quant à la signification véritable de la revendication égalitaire (entre nations, NDR), elle ne réside que dans la volonté d'abolir les classes ». Mais cet argument n'a rien à voir avec *notre* sujet : du point de vue marxiste, ce fossé peut s'élargir, et doit s'élargir, tout en permettant la transformation des modes de production vers le capitalisme, parce que ce fossé est propre au *capitalisme*.

Le prolétariat révolutionnaire ne peut pas se préoccuper du « fossé grandissant » entre les nations, — qui agite tant tous les nationalistes petits-bourgeois — parce que la richesse de tous les Etats et de toutes les nations du monde est de la plus-value extorquée au prolétariat. S'il s'en préoccupait, il tomberait tout droit dans la collaboration de classe.

Répetons-le, le prolétariat communiste s'intéresse au problème des modes de production, non pas aux différences dans les montants des comptes en banque des maîtres exploités.

## ETAT ET " SOUS-DEVELOPPEMENT "

C'est toujours quand elles abordent la question de l'Etat que les théories politiques révèlent leur véritable nature. La théorie de Baran n'échappe pas à cette règle, car dans cette question il laisse tomber ses ultimes veillées « marxisantes ».

En effet, si la clef de l'histoire est la lutte pour l'accroissement de la productivité sociale du travail, et si cette productivité s'accroît en fonction de l'investissement du « surplus économique », on peut classer les Etats en trois catégories : ceux qui n'investissent rien, ceux qui investissent mais gaspillent, ceux qui investissent le plus possible et gaspillent le moins possible. Bref, « rien, un peu, beaucoup, passionnément » ! Et vous avez sûrement deviné de vous-mêmes : la dernière catégorie serait celle des Etats socialistes (41).

Pour notre part, n'ayant rien à découvrir, nous nous fions au marxisme « classique ». Dans la vision marxiste, l'Etat est une organisation coercitive, « une trique », qui assure la défense des intérêts matériels d'une classe sociale

---

(41) « En fait, on peut regrouper les pays en trois grandes catégories : tout d'abord les territoires coloniaux, directement administrés par les puissances impérialistes (pratiquement toute l'Afrique, une partie de l'Asie et quelques régions peu nombreuses de l'Amérique Latine), en second lieu l'écrasante majorité constituée par les pays dominés par un régime typiquement compradore, enfin en dernier lieu, quelques pays sous-développés, possédant un gouvernement d'orientation de type " New Deal " (!!!) - il s'agit surtout de l'Inde, de l'Indonésie et de la Birmanie » (page 246). « Actuellement le surplus économique, dans les zones coloniales, est utilisé par les administrations locales, non à l'amélioration des conditions de vie des populations, mais à accroître les intérêts des puissances impérialistes ; dans les pays de la seconde catégorie, un volume important du surplus économique est approprié par les gouvernements compradores qui l'utilisent ou le gaspillent de la même manière. En ce qui concerne l'Inde, le problème se pose un peu différemment. Le volume des ressources appropriées par l'Etat est très inférieur au surplus économique potentiel... » (page 267). Pour l'information du lecteur, les pays traités par Baran dans le deuxième groupe sont : le Koweït, l'Arabie Séoudite, le Quattar, le Bahrein dans le Golfe Persique, à côté du... Venezuela !

(ou d'une partie de la société) contre d'autres pour éviter que des intérêts antagonistes ne la déchirent. L'état, donc, est le produit de conditions historiques données, et *non pas leur cause*, même s'il peut avoir une influence sur l'infrastructure sociale dans ce sens qu'il en accélère ou en freine l'évolution (42) : mais ce n'est en aucun cas l'Etat qui peut donner son sens au mouvement ni empêcher ce mouvement d'aller de l'avant en fin de compte : quoi qu'elle en eût, la Sainte Alliance n'a pas pu empêcher la naissance de l'Europe bourgeoise, et les grands Etats impérialistes — autrement plus puissants qu'elle — ont été tout aussi incapables d'empêcher l'accouchement d'une Asie bourgeoise.

Pour caractériser un Etat, il faut *d'abord* caractériser la société qui en constitue la base, son mode de production, son stade de développement, ses rapports avec les sociétés extérieures et, surtout, la *classe dominante*. Faire la distinction entre Etats coloniaux et non coloniaux d'après l'indépendance politique formelle, revient à accepter la mystification de la Société des Nations ou de l'ONU. Comparer le Venezuela ou le Chili (pays bourgeois et Etats nationaux) au Koweït ou au Congo (pré-capitalistes avec un Etat colonial a-national) simplement parce que tous les deux exportent des matières premières et parce qu'ils ont des ambassades propres, est une ânerie aussi énorme que comparer la Terre au Soleil parce que tous les deux tournent en rond...

Si l'impérialisme exporte vers les métropoles la presque totalité des revenus tirés de l'Afrique Noire, ou si les sultans « dilapidateurs » du Golfe Persique dépensent leurs « fabuleux » revenus au lieu de les investir sur place, c'est tout simplement parce que pour que l'argent puisse fonctionner comme capital, il faut que les rapports sociaux le permettent : et ceci n'est pas toujours le cas dans ces aires là. Le capital et le mode de production capitaliste sont *des rapports entre les hommes !* (43). Au fond, Baran « reproche » à ces Etats de ne pas être des agents économiques du développement capitaliste et il pense que c'est l'Etat (ou la violence) qui fait et modèle la société. Par contre — et comme Engels l'a démontré à l'adresse de Dühring — la violence et l'Etat *ne sont que l'expression de la société*.

Quant aux Etats « comparadores », le faible niveau des investissements réalisés par eux provient du fait qu'ils sont les représentants de la domination des classes liées au capital foncier, commercial et usuraire, c'est-à-dire l'expression politique des formes arriérées du capital. Et l'Etat Indien (appartenant au « beaucoup », mais pas au « passionné » !) n'est que l'expression des alliances entre les formes capitalistes modernes et arriérées et même pré-capitalistes (ce qui, soit dit en passant, lui confère ce caractère de « poudrière de l'Asie »).

Baran ne voyant dans l'Etat autre chose qu'un agent économique, nous ne

---

(42) Et, quand l'Etat en place constitue un frein, ce frein donne lieu aux révolutions.

Bien qu'elle doive être évidente pour quelqu'un qui se réclame du marxisme, de ce fait que le capital usuraire, commercial, les Etats et l'impérialisme dominant constituent des entraves au développement bourgeois, Baran ne tire pas la conclusion que les mouvements anti-coloniaux asiatiques et de l'Afrique blanche qui essayent de les détruire dans une perspective de lutte strictement nationale, ont un caractère bourgeois ; non, pour lui, ils sont « socialistes » !

(43) « ...la possession d'argent, de subsistances, de machines et d'autres moyens de production ne fait point d'un homme un capitaliste, à moins d'un certain complément, qui est le salarié, un autre homme, en un mot, forcé de se vendre volontairement (...) au lieu d'être une chose, le capital est un rapport social entre personnes, lequel rapport s'établit par l'intermédiaire des choses ». (" Le Capital, livre 1, vol. 3, page 207).

• sommes nullement étonnés que son compère Sweezy courre applaudir le régime social-démocrate anti-prolétarien d'Allende au Chili : le chemin est toujours le même, il va droit de la révision au... passage pacifique au socialisme.

## L'EUROPE PERDANTE

Comme toute pensée vulgaire, c'est-à-dire incapable de faire une analyse sérieuse du capitalisme et des transitions historiques qui y conduisent, la « théorie » de Baran prétend trouver une confirmation dans des faits qui ne relèvent que de la banalité : « les progrès tellement lents ou presque inexistantes » dans l'évolution économique-sociale des aires arriérées !

Tout cela évoque irrésistiblement le petit-bourgeois qui mesure l'histoire humaine d'après son Moi, suivant la longueur de « sa vie ». Il suffit en effet d'un simple regard sur l'évolution historique des aires extra-européennes pour vérifier que le passage des anciens modes de production au capitalisme s'est accéléré et non pas ralenti après l'instauration du capitalisme en Europe.

Voici un tableau simplifié :

*Europe* : installation du féodalisme : IX<sup>me</sup> siècle (après Charlemagne). Début du capitalisme : XVI<sup>e</sup> siècle. Révolution industrielle (c'est-à-dire soumission réelle du travail au capital) : XX<sup>e</sup> siècle.

*Russie* : Généralisation du servage : XVIII<sup>me</sup> siècle. Début de la société bourgeoise moderne : XX<sup>me</sup> siècle.

*Amérique Latine* : Stade de la barbarie : XV<sup>me</sup> siècle. Début de la société bourgeoise : deuxième moitié du XIX<sup>me</sup> siècle. Constitution de la société bourgeoise moderne : au cours du XX<sup>me</sup> siècle.

*Asie* : Politique coloniale généralisée qui s'attaque à la société asiatique : XIX<sup>me</sup> siècle. 1905 : début de la période des révolutions bourgeoises.

*Afrique Noire* : Début de la colonisation à partir des formes primitives de la société humaine : deuxième moitié du XIX<sup>me</sup> siècle.

Il suffit d'un rapide regard sur cette chronologie pour remarquer que dans cette « course » historique vers le capitalisme, l'Europe est largement perdante derrière la Russie, l'Amérique Latine et l'Asie. Et ceci confirme, contre la creuse prétention de Baran, ce que le marxisme disait il y a déjà un siècle.

Mais tout en reconnaissant au capitalisme une possibilité historique de développement dans les aires non blanches, nous lui promettons le même sort que dans l'aire euro-américain : la mort de la main du prolétariat mondial.

## La gauche communiste sur le chemin de la révolution

### IV. — DEFENSE DU PARTI ET DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

L'intransigeance programmatique de la Gauche était qualifiée de sectarisme doctrinaire, et on lui opposait, avec la "souplesse" politique qui passait pour la quintessence du "léninisme", un centralisme démocratique équivoque, d'allure bourgeoise, parfaitement contraire à celui défini par Lénine, c'est-à-dire une méthode qui n'utilisait de la démocratie, et encore **accidentellement**, que sa forme électoraliste. Mais dans les faits et dans le comportement pratique envers la Gauche, tant la direction du parti italien que celle de l'I.C. prirent des mesures sectaires, le lynchage moral, l'expulsion, et après 1926 le peloton d'exécution. Ironie de l'histoire : les sectaires intransigeants de la Gauche se comportèrent envers leurs adversaires, déclarés ou cachés, de manière "souple", ou, comme on disait alors, "démocratique" ; les "démocrates", fanatiques des décomptes de minorités et de majorités, codificateurs des gouvernements et des oppositions, utilisèrent contre la Gauche toutes les méthodes les plus odieuses typiques de l'Inquisition.

Nous ne réclamons pas de condamnation morale pour les méfaits du bourreau Staline. Nous ne réclamons pas de critiques ou d'autocritiques, de réhabilitations ou, comme on dit aujourd'hui, de révisions historiques. La question est tout autre et elle a une tout autre importance. Si tout devait se réduire à une douzaine d'hommes "illustres", il serait facile de liquider les problèmes. Et de fait les adversaires de la Gauche croyaient qu'ils arriveraient à extirper ses positions et à les bannir du Parti et de l'Histoire en frappant les camarades les plus influents et en premier lieu celui qu'eux-mêmes, fanatiques idolâtres des "guides" et des "chefs", appelaient le chef de la Gauche.

Amadeo répéta à plusieurs reprises à Zinoviev, président de l'I.C., et aux centristes qui dirigeaient le Parti depuis 1923, que si seulement il avait

pensé, en non marxiste, que sa personne était l'obstacle qui empêchait l'action correcte du Parti et de l'Internationale, il n'aurait pas hésité à s'éliminer de lui-même. Mais en communiste et en marxiste, il avertissait que sa disparition, même physique, n'éliminerait pas les causes des conflits ni ne résoudreait les problèmes débattus, car il s'agissait de problèmes qui allaient bien au-delà des personnes de tous les adversaires.

Il suffit de parcourir les comptes rendus des congrès et des conférences du Parti et de l'I.C. pour se rendre compte qu'il n'existe pas l'ombre d'une allusion à des erreurs théoriques, à des déviations programmatiques de la Gauche. Tous les arguments par lesquels on croyait pouvoir battre en brèche les formidables analyses où la Gauche démontrait la faiblesse théorique des lignes politiques défendues par les centrales, étaient peut-être habiles littérairement, mais sans aucune consistance théorique et programmatique. Et personne n'osa dire que la Gauche était anti-marxiste, tout au moins jusqu'au moment où les dernières amarres de la tradition furent rompues par l'outrecuidance des plus forts, et où la barque du Parti se mit à aller à la dérive, vers la destruction.

Jusqu'au IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., c'est-à-dire tant que les expédients tactiques du "front unique politique" et du "gouvernement ouvrier", compris également comme une participation à des combinaisons ministérielles et parlementaires avec de prétendues ailes gauches social-démocrates, ne se furent pas cristallisées, la Gauche ne voulut pas s'opposer au Komintern ni se différencier sur le plan de l'organisation, en tant que fraction. S'il était correct de ne pas faire remonter une ligne politique (qu'on l'accepte ou qu'on la combatte) à des personnes, on devait également considérer comme correct d'avoir d'autres critères, pour juger du bien fondé de certaines directives, que le fait qu'elles émanaient de la Centrale (application erronée du centralisme, même "démocratique") ou le fait qu'elles étaient formellement définies comme "léninistes", "bolcheviques", ou même, comme on osera le dire, tout simplement "russes". On décréta qu'avec la "bolchevisation" des partis communistes, les partis deviendraient enfin... communistes ! On faisait dépendre l'autorité et le centralisme d'une sorte de constitution de parti, et non de la justesse de la ligne politique et de l'élaboration théorique, même si trop souvent l'une et l'autre étaient ignorées de ceux-là mêmes qui le plus souvent se réclamaient toujours d'une même orientation : la Gauche !

C'est pourquoi lorsqu'il sembla évident que la direction de l'I.C. était en train de dévier par rapport aux positions originelles, la Gauche dut mettre l'accent sur la nécessité de se différencier des directives de Moscou.

Le problème des fractions est un problème qui devra être clarifié, sur le plan de la doctrine comme sur le plan politique et historique. Il suffit pour l'instant de rappeler que l'histoire de la conquête de la direction du parti politique de classe par le marxisme révolutionnaire est une histoire de fractions, qui ont fait honneur à ceux qui les ont promues, à Marx, Lénin-

ne, R. Luxemburg, Trotsky. Le bolchevisme a été la fraction de gauche du parti social-démocrate russe, jusqu'à la veille de la Révolution d'Octobre. La Gauche Communiste a été une fraction du P.S.I. jusqu'au Congrès de Livourne. Avec la défaite de la révolution, c'est le Parti qui a été détruit, et non une fraction. Le Parti ne peut renaître que comme Parti unitaire, c'est-à-dire sans fractions. Et le jour où devrait encore se poser le problème des fractions, nous nous trouverions devant le problème de la reconstitution du Parti.

Les grands esprits qui se réveillent après la bataille ont critiqué la Gauche pour ne pas s'être détachée du parti, tout au moins en 1925, de même qu'ils reprochent à Trotsky de ne pas avoir lancé l'Armée Rouge contre Staline et ses partisans. La fidélité aux principes n'est pas un fait de doctrine, mais d'efficacité historique. Pas même les généreux camarades qui dirigeaient alors l'Internationale ne le comprirent, ou ils le comprirent quand il était trop tard. La contre-révolution l'emporte en écrasant le Parti. Si le Parti enfreint ses propres principes, il s'affaiblit d'abord, puis il se corrompt, et il fait le jeu des forces adverses qui sont toujours présentes.

Dès le second Congrès de l'I.C., la Gauche avait donné de magnifiques preuves de sa discipline. Nous ne voulons pas tant parler ici de son abandon de l'abstentionnisme parlementaire (qui n'est pas d'une importance capitale pour une appréciation historique globale du processus de formation du Parti Communiste Mondial Unique) que de la méthode que la Gauche s'efforça de toutes ses forces authentiquement marxistes de faire adopter à l'Internationale. Alors que les vieux critères majoritaires et électoralistes de type démocratique subsistaient à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale à peine constituée, la Gauche posa le problème de la discipline clairement et crûment en ces termes : en matière de programme il n'existe pas de discipline ; ou on l'accepte ou on le repousse et dans ce cas on se sépare du Parti. Les principes ne sont pas un objet de discussion.

On indiquait enfin la route à suivre, difficile et malaisée, mais sûre, pour dépasser des conceptions inauthentiques, de nature bourgeoise, et structurer une organisation de parti originale, purement communiste et prolétarienne, en jetant au rebut un "décompte des têtes" aussi illusoire que facile et commode.

Le programme marxiste ayant été placé une fois pour toutes à la base du parti organisé, on n'avait plus, pour formuler tous les aspects théoriques et pratiques de la vie du parti et de sa lutte, qu'à les examiner **scientifiquement**, à la lumière de la doctrine commune, du programme commun.

Si l'unanimité dans les décisions était le produit d'un examen approfondi et attentif du Parti, et non le résultat d'arrangements de type parfois parlementaire, ou de diktats vexatoires, — dira Amadeo — ni le problème

de la discipline ni celui de l'unanimité ne se poseraient. On retrouve ici des questions de majorités et de minorités, et en conséquence d'un parti qui gouverne et d'un autre qui est gouverné, à l'intérieur de la même organisation. Un tel état de choses est en contradiction avec la nature même du parti. Il pouvait avoir une raison d'être à l'époque, où, dans les vieux partis sociaux-démocrates, les fractions de droite et de gauche représentaient respectivement la méthode réformiste, qui n'avait pas encore été éliminée par le processus historique, et la méthode révolutionnaire, qui n'avait pas encore triomphé.

La Gauche ne se contenta pas d'énoncer ces principes, mais elle les mit en pratique et le prouva concrètement même lorsque — comme ce fut le cas pour le front unique — leur domaine d'application se trouvait restreint par la discipline envers des dispositions centrales qui contredisaient de plus en plus les principes. La justesse de ce travail correct et tenace fut confirmée par la contradiction criante de la direction centriste du parti italien (après l'arrestation des camarades qui le dirigeaient) qui était contrainte de se mouvoir sur les positions de la Gauche, les seules auxquelles l'ensemble du parti répondit positivement. Pas même au congrès de Lyon de 1926, quand désormais il ne restait plus des partis communistes que le nom, le centre ne put célébrer une victoire réelle sur la Gauche, tant la tradition du marxisme révolutionnaire était enracinée dans le parti.

Si on cherchait une démonstration pratique du caractère stérilisant des expédients tactiques de l'I.C., on n'en pourrait trouver de meilleure preuve que dans les vestiges des ex-partis communistes. Les "bolchevisateurs" de profession qui accusèrent la Gauche d'anti-bolchevisme pour n'avoir pas approuvé la prétendue "bolchevisation" ont fait pis que de caricaturer le marxisme : ils sont passés dans le camp de la contre-révolution. Il paraissait pourtant impensable, après la constitution des partis communistes, de l'Internationale, du premier Etat prolétarien en Russie, qu'on pût retomber dans le cercle infernal d'une révision du marxisme, comme cela avait été le cas de la Deuxième Internationale.

C'est au IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., en 1922, que la Gauche signala pour la première fois la menace d'un révisionnisme "communiste". Au cours de la discussion sur le rapport de Zinoviev, Amadeo développa une analyse lucide et détaillée sur les questions tactiques controversées :

« Il ne s'agit donc pas d'exclure que les questions politiques figurent  
« parmi les revendications du front unique avec les questions économi-  
« ques, il ne s'agit absolument pas d'exclure par principe, par on ne sait  
« quelle prudence, des pourparlers transitoires, fût-ce avec les pires chefs  
« opportunistes. Il s'agit de ne pas compromettre la préparation des  
« couches les plus larges possibles du prolétariat à la situation révolu-  
« tionnaire, où l'action se déroulera sur le terrain des méthodes propres  
« au seul Parti Communiste, sous peine d'une défaite du prolétariat ;  
« et il s'agit de conserver à notre parti toute liberté de continuer pendant

« le développement de la politique de front unique à donner aux forces  
« prolétariennes dans tous les domaines son encadrement propre. La  
« tactique du front unique n'aurait pas de sens sans ce travail d'organi-  
« sation des masses dans les mouvements que le parti crée autour de lui  
« dans les syndicats, dans les usines, etc. **Nous affirmons qu'il existe un**  
« **danger que le front unique dégénère en un révisionnisme communiste**  
« **et que, pour éviter ce danger, il ne faut pas dépasser ces limites** ».

L'Internationale demeura sourde à cet appel. Elle ne comprit pas le danger menaçant, même après le désastre de 1923 en Allemagne. Elle ne comprit pas le sens qui se dégagait de la crise du parti russe et qui se reflétait dans la direction même de l'I.C. Le révisionnisme "communiste" consiste à accepter la méthode démocratique au moment même où l'histoire l'élimine. La Révolution d'Octobre, Lénine, le bolchevisme — disait la Gauche — nous ont appris comment on triomphe de la bourgeoisie dans un pays arriéré. Ils n'ont pas pu nous montrer comment la révolution triompha dans l'Occident industrialisé, où l'infection démocratique sévit dans les rangs des travailleurs eux-mêmes. Aujourd'hui encore, le nœud de la question est celui-ci : arracher le prolétariat aux illusions démocratiques, c'est-à-dire à l'idéologie que la bourgeoisie importe dans la classe ouvrière en particulier par l'intermédiaire des demi-classes. C'est pourquoi les questions de tactique ont dominé la vie des partis communistes et de l'I.C., car ils devaient se mesurer avec la social-démocratie, parti de la "gauche bourgeoise", qui tenait les leviers de commande du mouvement ouvrier du fait de son passé prolétarien. C'est pourquoi les erreurs tactiques et, pis encore, la fausse conception de la tactique, renforçaient la suprématie de l'opportunisme sur les masses au lieu d'en réduire la portée.

C'est dans ces termes qu'il faut considérer l'intransigeance de la Gauche.

L'alternative n'était pas "démocratie ou fascisme", ou ce qui revient au même, "anti-fascisme ou fascisme", comme on l'inculqua aux travailleurs en particulier après l'Aventin : l'alternative véritable était "démocratie ou communisme", "révolution ou contre-révolution", "dictature du prolétariat ou dictature du capitalisme".

Il est clair que ce n'était pas par byzantinisme théorique que la Gauche obligea les partis communistes à ces passionnantes discussions sur la différence fondamentale entre les formules "conquête de la majorité du prolétariat", "front unique politique", "gouvernement ouvrier", et "gouvernement ouvrier et paysan", proposées par la Centrale, et "conquête de la plus grande influence communiste dans la classe", "front unique dans le domaine syndical", "dictature révolutionnaire du prolétariat", proposées par la Gauche.

Lorsque les expédients ainsi formulés furent théorisés, le danger de révisionnisme se transforma en tragique réalité, puis en opportunisme, et

enfin en contre-révolution. Ce n'est pas un hasard si Staline, chef visible de la brutale réaction anti-communiste, utilisa un à un contre les dirigeants de l'I.C. tous les arguments et toutes les méthodes qu'eux-mêmes avaient mis au point, pour enterrer la révolution. Avec dix ans d'avance, Amadeo avait prédit à Zinoviev le peloton d'exécution.

Après la mort de Staline, les bourreaux infâmes qu'il avait eu à son service lui tournèrent le dos et se mirent à poser aux anti-staliniens. Seule la Gauche avait lutté de toutes ses forces contre la renaissance et le déchaînement des prétoriens, russes ou non. Les anti-staliniens d'aujourd'hui sont ceux-là même qui massacrèrent la révolution et le parti en Russie et dans le monde entier au nom du bourreau russe, détruisant le patient travail de reconstruction théorique et organisationnelle, liquidant les meilleures forces du prolétariat international, en accord et avec l'aide des Etats capitalistes, qui, sous couvert de l'anti-fascisme, persécutèrent les militants communistes révolutionnaires. Bien qu'elle ne fut pas d'accord avec lui sur plusieurs points, la Gauche fut seule à défendre Trotsky, qui était en train de se battre contre la dégénérescence qui commençait à affecter le parti bolchevique.

Dès le IV<sup>e</sup> Congrès et, de manière plus approfondie, au V<sup>e</sup> Congrès, la Gauche exprima sa position sur la question russe, à laquelle les thèses de Lyon donnèrent une expression lapidaire : « Il s'agit surtout d'apporter à » la Russie prolétarienne et au P.C russe le soutien actif et énergique de » l'avant-garde prolétarienne, surtout celle des pays impérialistes : non seulement en empêchant les agressions et en exerçant une pression sur les » Etats bourgeois en ce qui concerne leurs rapports avec la Russie, mais » surtout parce qu'il faut que les partis frères aident le Parti russe à résoudre ses problèmes...»

Voilà le nœud de la question : le parti russe, pas plus qu'aucun parti de l'I.C., ne devait se soustraire aux décisions de l'I.C. On avait injustement imposé à la section italienne un exécutif différent de celui qui était sorti du II<sup>e</sup> Congrès et des indications données par tout le Parti, mais on n'accepta pas même de discuter les graves divergences qui déchiraient la révolution et le Parti en Russie, ni dans des congrès, ni dans des sessions élargies de l'Exécutif de l'Internationale. La formule actuelle de non-ingérence dans les affaires intérieures des différents partis, que l'on donne pour neuve et originale, dérive en réalité de l'infailibilité décrétée dans un esprit grand-russe par le nationalisme stalinien. La contre-révolution stalinienne et le stalinisme auraient eu la vie difficile et n'auraient peut-être pas triomphé, si la dégénérescence n'était pas passée à l'intérieur de l'Internationale.

La "bolchevisation", imposée aux partis communistes comme un remède miraculeux contre les dangers d'opportunisme, n'a pas empêché le parti de ses inventeurs de passer à la contre-révolution.

Cela confirme clairement qu'il n'existe pas de formules ni de modèles pour conjurer des retours de l'opportunisme. Pour barrer la route à l'opportunisme il n'y a qu'un moyen : s'en tenir fermement au programme invariant du marxisme révolutionnaire, sans céder aux faciles tentations du succès immédiat et de la manœuvre. Or ce programme fut tourné et retourné mille fois par le centre international, on condamna la tactique qu'on avait d'abord jugée infaillible et vice-versa, dans une valse continuelle et infernale de mots d'ordre, de formules politiques et organisatives. Le stalinisme eut la partie belle dans ce kaléidoscope bigarré de directives qui permettent aux renégats d'aujourd'hui eux-mêmes de se faire passer pour communistes et marxistes.

Plus que jamais la Gauche remplit cette fonction essentielle : la restauration programmatique et la reconstruction organisationnelle du parti militant, dans une intransigeance absolue corroborée par les dures leçons des défaites.

Le parti politique de classe ne pouvait renaître que sur la base du marxisme révolutionnaire, comme parti mondial unique, tel que la Gauche l'a prévu depuis toujours, et pour lequel elle a toujours combattu.

## **DISCOURS AU V<sup>e</sup> CONGRES MONDIAL**

Avant tout quelques mots sur le rapport du camarade Zinoviev et sur le point de l'ordre du jour discuté aujourd'hui par le Congrès. Nous sommes en train de discuter un rapport concernant l'activité et la tactique du Comité Exécutif du Komintern dans la période comprise entre le IV<sup>e</sup> et le V<sup>e</sup> Congrès mondial. Evidemment nous ne sommes pas en train de discuter la gestion générale de la tactique du Komintern. Or, je pense au contraire qu'une discussion générale sur la tactique est nécessaire à ce Congrès et je m'en rapporte à l'histoire de cette question devant les précédents Congrès mondiaux.

Il est vrai que le troisième Congrès a beaucoup discuté de la tactique, et qu'on y a adopté les thèses que nous connaissons tous. Mais dans ces thèses, on ne parle pas encore, formellement tout au moins, des questions qui ont pris le plus d'importance par la suite, comme le front unique et le gouvernement ouvrier. Après le III<sup>e</sup> Congrès, certaines sessions de l'Exécutif Elargi se sont également occupées de la question tactique, mais les sessions de l'Exécutif Elargi ne sont pas des Congrès mondiaux et le quatrième Congrès devait en quelque sorte ratifier le travail de ces réunions et codifier dans ses thèses les directives tactiques de l'Internationale Communiste.

La question fut mise à l'ordre du jour et le camarade Zinoviev la traita dans un rapport parallèle à celui qu'il fit sur l'activité de l'Exécu-

tif. On présenta même au Congrès un projet de thèses sur la tactique préparé par le même camarade Zinoviev. Ce projet fut adopté à la fin du Congrès, mais la commission qui devait s'occuper du problème et qui, si je me souviens bien, était composée du Présidium et de quelques membres des plus importantes délégations, ne put y travailler. Elle ne se réunit que dans les derniers jours et c'est seulement alors que je pus présenter un projet de thèses opposé à celui du camarade Zinoviev et dont le Congrès ne put prendre connaissance.

Nous étions, je l'ai dit, à la fin du Congrès, et je ne pus insister. On adopta donc bien le projet de thèses sur la question tactique, mais sans une véritable discussion sur la tactique comme il y en avait eu au III<sup>e</sup> Congrès. Cette discussion est nécessaire maintenant. Mais celle qui s'engage est tout à fait différente : car c'est une chose que de discuter de la ligne tactique de l'Internationale en général, mais c'en est une tout autre de discuter seulement de la ligne appliquée par l'Internationale depuis le dernier Congrès pour en tirer des conclusions momentanées, transitoires, et non point des conclusions générales sur les questions que l'Internationale n'a pas encore tranchées. (LOSOVSKI : Les deux questions sont discutées ensemble).

Naturellement, mais nous n'avons pas un projet de thèses tactiques claires et nettes..

### **Sur la situation mondiale et sur son appréciation**

Ces réserves faites, je tiens à dire quelques mots sur les questions les plus importantes dont a parlé le camarade Zinoviev et qui ont constitué l'objet de la discussion.

Le camarade Zinoviev a brossé un rapide tableau de la situation mondiale, sur lequel on est en général complètement d'accord. Il nous a dit ceci : au IV<sup>e</sup> Congrès, nous avons prévu qu'une époque d'illusions pacifistes était possible ; aujourd'hui nous voyons que des gouvernements bourgeois de gauche, comprenant parfois des sociaux-démocrates, se sont formés dans des pays de première importance ; nous nous trouvons devant une période où la bourgeoisie fait une politique tout-à-fait libérale, démocratique ; et dans un sens, nous sommes amenés à comparer cette situation à la politique réactionnaire et fasciste de la bourgeoisie qui, il y a deux ans, paraissait à l'ordre du jour et qui a fourni la base de l'appréciation de la situation que nous avons donnée au III<sup>e</sup> Congrès, quand nous avons pris acte de la grande offensive du capital.

Je pense bien moi aussi que, momentanément, la situation semble pencher vers une politique bourgeoise de gauche, mais je ne crois pas que cela signifie — et je pense que le camarade Zinoviev sera d'accord — que l'offensive du capital ait cessé ou qu'elle se soit ralentie. L'offensive

du capital peut utiliser les méthodes les plus diverses. Il y a une méthode de droite, c'est la réaction ouverte, l'état de siège, la terreur contre le mouvement prolétarien. Il y a des méthodes de gauche, ce sont le mensonge démocratique et l'illusion de la collaboration de classes. Mais ces deux méthodes visent le même résultat et il n'est pas nécessaire d'envisager des périodes historiques nettement séparées, où la bourgeoisie mondiale dans son ensemble ou en partie se servirait tantôt des armes de droite tantôt de celles de gauche.

Le rapporteur lui-même affirme que cette époque de paix sociale peut dans un laps de temps relativement bref donner lieu à une période de réaction fasciste. Je pense quant à moi que nous allons vers une synthèse des deux méthodes.

Il n'y a rien à changer dans le jugement sur la crise du capitalisme qui nous avait amenés, lors des précédents Congrès, à constater que la bourgeoisie, pour se maintenir au pouvoir, était obligée de lancer une offensive violente contre la classe ouvrière. L'offensive de la bourgeoisie continue et là où elle prend l'aspect du fascisme (je pense que nous aurons l'occasion de parler du fascisme dans d'autres points de l'ordre du jour) elle ne s'écarte pas sensiblement du diagnostic que le camarade Zinoviev a donné de la politique d'un troisième parti bourgeois, la politique qui consiste à mobiliser l'aristocratie ouvrière et certaines couches paysannes et petites-bourgeoisies dans l'intérêt de la bourgeoisie. Eh bien, au fond, le fascisme n'est pas autre chose. Le fascisme n'est plus simplement la réaction traditionnelle, l'état de siège, la terreur ; c'est un mouvement bien plus moderne, plus habile, plus expérimenté, qui tend précisément à trouver un appui dans certaines couches populaires. Il peut difficilement atteindre la masse des travailleurs industriels mais, dans la première période de son activité, en exploitant l'idéologie nationale-petite-bourgeoise, il réussit à créer une mobilisation analogue à la mobilisation social-démocrate dans l'intérêt de la conservation bourgeoise. Nous devons nous attendre à une synthèse des deux méthodes de l'offensive bourgeoise et à ce que social-démocrates et fascistes mènent ensemble une offensive violente contre le mouvement révolutionnaire, et se coalisent pour représenter l'ultime adversaire contre lequel devra se battre le communisme mondial.

Quelles conséquences devons-nous en tirer ? Quand nous sommes en présence d'une période de politique démocratique et libérale de la bourgeoisie, alors nous sommes bien d'accord qu'il en résulte un danger d'illusions pacifistes et de collaboration de classes pour nos partis ; mais cela se produit également au cours d'une période de réaction fasciste. C'est pourquoi on est amené à tirer de l'examen de la situation objective non plus les conclusions parfaitement marxistes que Lénine formula au III<sup>e</sup> Congrès, mais des conclusions beaucoup plus banales et simplistes. On dit ceci : avec le mouvement fasciste, la bourgeoisie déclenche une offen-

sive contre nous ; le moment est venu pour nous de répondre à cet effort de coalition entre les forces bourgeoises et certaines forces semi-bourgeoises par une coalition de partis non fascistes, par une coalition des partis communistes avec les partis social-démocrates, et peut-être avec certains partis petits-bourgeois ou paysans. Cette réponse est une mauvaise réponse. Le III<sup>e</sup> Congrès n'a pas demandé qu'on réponde à l'offensive mondiale de la bourgeoisie par cet expédient vulgaire, digne de la II<sup>e</sup> Internationale : la coalition du parti révolutionnaire avec les partis soi-disant prolétariens qui ne représentent en réalité que la grande gauche bourgeoise.

Il s'agit de bien autre chose. Il s'agit d'attirer l'attention des marxistes que nous sommes sur les problèmes concernant les conditions de vie immédiates et matérielles du prolétariat, problèmes qui sont soulevés par l'offensive du capital. Il s'agit de constater que le travail des partis communistes — et sur ce point nous sommes tous d'accord — ne consiste pas seulement à faire de la propagande pour notre programme maximum, pour notre idéologie marxiste, mais à étudier et à suivre de près chacun des épisodes de la vie ouvrière, à participer à toutes les luttes déterminées par les intérêts immédiats de la classe ouvrière, en considérant cette lutte comme le terrain sur lequel le parti communiste apprend au prolétariat à combattre et le conduit vers le développement révolutionnaire de sa lutte.

Pour atteindre ce résultat, nous avons le devoir et la possibilité de faire appel aussi aux ouvriers qui n'ont pas encore compris notre idéologie politique, qui ne militent pas dans notre parti, qui militent dans d'autres partis ; nous pouvons invoquer le front unique de la classe ouvrière, nous pouvons nous réclamer de cette unité d'action de la classe ouvrière. Mais cela ne constitue pas une vulgaire coalition avec le parti socialiste ou avec les partis social-démocrates dont nous avons flétri la traîtrise et que nous continuons à dénoncer comme les responsables de la situation que le prolétariat subit à l'heure actuelle. Il s'agit de deux choses entièrement différentes.

### **Le front unique**

C'est dans le premier sens que nous avons toujours déclaré que nous acceptons la tactique du front unique, et que nous nous sommes efforcés de l'appliquer dans notre pays.

(...) On a lancé une formule qui peut être acceptée. Une formule est une expression fort brève, presque une convention et c'est pourquoi on peut pratiquement toujours l'accepter, à condition de s'entendre, d'établir bien clairement ce que l'on veut dire.

On a donc lancé cette formule : front unique par le bas et non par le haut. C'est une assez bonne formule : le front unique des travailleurs

de la classe ouvrière tout entière, et non la coalition de l'état major du parti communiste et de ceux d'autres partis soi-disant ouvriers. En effet, si nous ne voulons pas compromettre tout notre travail de préparation politique révolutionnaire du prolétariat, nous ne devons pas même laisser supposer qu'il existe un autre parti ouvrier en dehors du parti communiste et que les partis social-démocrates et les partis communistes sont des fractions parallèles de la classe ouvrière qui se seraient séparées par **hasard** et qui peuvent donc lutter et marcher ensemble. Nous devons dire au contraire que ce qui distingue notre parti des partis opportunistes est une nécessité de la lutte révolutionnaire, mais que, malgré cela, nous ne renonçons pas à tenter, sur le terrain des revendications partielles, une action commune des ouvriers qui sont déjà communistes et de ceux qui se trouvent dans les partis social-démocrates et opportunistes, et peut-être même dans des partis bourgeois.

Par ailleurs, nous nous trouvons également en présence d'une formule du camarade Zinoviev n'excluant pas complètement le front unique par le haut, ainsi que d'une déclaration de la camarade Fischer qui dit : « Cette formule mérite d'être clarifiée, mais nous pouvons, toutefois accepter, dans certains cas, une tactique de front unique qui nous amène à nouer des rapports avec les chefs, avec les états-majors des autres partis ».

Dans quelles limites peut-on accepter cela ? Voici la position que l'on doit prendre sur ce problème de tactique selon nous : la base du front unique ne doit jamais être un bloc de partis politiques. On peut établir cette base dans d'autres organisations, peu importe lesquelles pourvu que leur structure permette à une direction communiste de les conquérir, pourvu donc qu'elles soient susceptibles de devenir révolutionnaires. Lorsque nous proposons un front unique sur la base des syndicats, des conseils d'usine ou de n'importe quelle autre organisation ouvrière, même dirigée par des chefs opportunistes (ce qui peut nous obliger à négocier personnellement avec eux et nous ne nous en épouvantons nullement), lorsque nous disons cela, nous manifestons notre volonté d'entraîner dans la lutte des organisations qui sont susceptibles de devenir révolutionnaires et qui devront le devenir pour que le prolétariat triomphe. Lorsqu'au contraire nous invitons à une action commune un parti non communiste, nous nous adressons à une organisation qui n'est pas susceptible de lutter sur le terrain révolutionnaire et communiste, qui n'est pas susceptible de défendre les intérêts de la classe ouvrière et nous ne faisons que délivrer un certificat de capacité révolutionnaire à ce parti, contredisant ainsi tout notre travail théorique, toute notre œuvre de préparation politique de la classe ouvrière (**applaudissements**).

On nous dit aujourd'hui : « Oui, la tactique du front unique a été exagérément interprétée comme une coalition avec la gauche social-démocrate. Nous repoussons cette interprétation, nous apportons des corrections à notre point de vue sur ce problème. Cette tactique correspondait

à une période où régnait un état d'esprit pessimiste (la courbe révolutionnaire semblait descendre), elle ne convient plus à la situation actuelle qui, comme l'a fort bien expliqué le camarade Zinoviev, est riche de possibilités révolutionnaires ; aujourd'hui nous sommes pour une tactique qui mette en évidence l'autonomie politique du parti communiste, tout en restant d'avis qu'il faut se tourner vers les larges masses de la classe ouvrière pour atteindre le but qui nous est commun à tous : l'unité générale de la classe ouvrière et même de la classe paysanne sous la direction du parti communiste ». Mais à mon avis une telle conception n'est pas satisfaisante, car elle reste liée à la situation contingente que nous traversons. On nous dit aujourd'hui que la situation mondiale nous déconseille la tactique de coalition avec les sociaux-démocrates. Mais rien ne nous garantit qu'on ne recommencera pas demain. Or, notre opinion diffère de celle de Zinoviev en ce que nous pensons que cette tactique d'alliance avec les partis opportunistes ne peut **jamais** être utile à la révolution communiste, **ni** quand la situation est révolutionnaire et que le parti communiste peut d'évidence prendre une position autonome, **ni** quand la situation est défavorable et que le moment de l'action finale semble s'éloigner. C'est pourquoi je trouve que cette question ne peut être convenablement réglée que dans un ensemble de thèses sur la tactique de l'Internationale, et non dans une simple résolution sur le rapport de l'Exécutif qui concerne seulement les deux dernières années. Il s'agit de choses très différentes, et l'avenir se trouve fort diversement garanti par l'un ou l'autre type de résolution. On nous dit, par exemple, que les thèses du IV<sup>me</sup> Congrès contiennent certaines erreurs que l'on s'emploie à corriger aujourd'hui. Nous prenons acte de cette rectification, avec plaisir certes (**rires**), mais nous affirmons que ces erreurs opportunistes n'ont pas résidé seulement dans l'application pratique, mais dans la direction de l'Internationale et du Congrès tout entier ; et, il faut bien le dire, ces erreurs étaient alors acceptées comme la véritable expression de la tactique communiste.

Par exemple, lorsque le camarade Graziadei — dont on fait ici le procès à cause de son livre sur la théorie de la valeur (**rires**) — parla au IV<sup>me</sup> Congrès, immédiatement après moi et sur le même point de l'ordre du jour dont nous nous occupons aujourd'hui, il déclara : la fraction de gauche du Parti communiste italien est contre la fusion parce qu'elle est contre le front unique ; la fusion est un exemple de front unique. Actuellement, tout le monde est d'accord pour reconnaître que le front unique a pour condition nécessaire l'indépendance d'organisation du parti communiste, mais alors l'opinion de Graziadei était l'opinion officielle. Actuellement, même le camarade Rienzi (Tasca), qui appartient à notre minorité (c'est-à-dire à la droite du P.C.I. - N.d.R.), critique avec raison l'opinion du camarade Graziadei. Mais alors, elle était « l'orthodoxie » à laquelle on recourait pour neutraliser mes affirmations orthodoxes. C'était là le ton de tout le Congrès. Je cite cet exemple, mais je pourrais également citer tous les discours du camarade Zinoviev, sa réplique, etc...

Evidemment, il ne s'agit pas seulement de ce point spécifique. Mais c'est un fait que le front unique a été présenté par l'Internationale et par ses Congrès comme un bloc des partis ouvriers, un bloc du parti communiste avec d'autres partis ouvriers. Et alors la responsabilité de la fausse interprétation de la tactique du front unique revient tout entière à l'Internationale, à la majorité des Congrès et à la direction du Komintern elle-même.

La même chose s'est produite en Allemagne. Les faits montrent que durant la période qui a précédé l'échec colossal qui nous attendait là-bas, on a mené en Allemagne une politique de coalition et qu'on s'est imaginé qu'il était possible d'entraîner des sociaux-démocrates de gauche aux côtés du parti communiste dans l'action révolutionnaire.

Les mêmes illusions se sont développées dans d'autres pays. Aujourd'hui, si nous voulons que ces expériences soient utiles, nous devons dire clairement qu'il ne s'agissait pas des illusions personnelles de tel ou tel camarade du centre du parti communiste allemand, mais bien des illusions de la grande majorité de l'Internationale et également de son centre dirigeant. Aujourd'hui, parce que la situation a changé, on en revient à cette conception que la tactique du front unique est utile parce que les revendications partielles constituent le terrain fondamental de notre travail d'éducation, mais que l'autonomie politique de l'organisation révolutionnaire, du parti communiste ne doit jamais être abandonnée. Mais une telle correction ne peut se limiter à la liquidation d'un rapport administratif ou bureaucratique : on doit liquider l'erreur commise d'une manière qui garantisse complètement l'avenir et l'action communiste internationale.

### **Le gouvernement ouvrier**

J'en viens au gouvernement ouvrier. Les choses sont parfaitement analogues. Je n'ai pas besoin de citer les thèses du IV<sup>me</sup> Congrès puisque le camarade Zinoviev les a lui-même rappelées. Eh bien, nous en sommes toujours au même point. Par exemple, dans le discours du camarade Graziadei que j'ai déjà cité, le gouvernement ouvrier a été présenté comme le fait le camarade Radek, c'est-à-dire comme une manœuvre stratégique que l'on peut effectuer même sur le terrain parlementaire (car personne, ni le camarade Radek, ni le camarade Graziadei, ne dit qu'il s'agit d'une action purement parlementaire), parallèlement à l'action des masses, sans doute, mais en utilisant aussi la démocratie bourgeoise. Or, dans les thèses que nous avons présentées au IV<sup>me</sup> Congrès, nous repoussions cette interprétation en déclarant qu'elle sème la confusion dans certaines questions de principe fondamentales concernant l'Etat et la conquête du pouvoir, c'est-à-dire dans ce qui est l'essentiel de notre programme et qui caractérise le rôle historique de notre

organisation. Mais on n'a pas voulu le reconnaître et cette interprétation a été acceptée. Je ne peux vraiment prendre pour une justification suffisante que l'on dise maintenant qu'une phrase s'est glissée par erreur dans le texte : je me souviens qu'au cours de la discussion Zinoviev et Radek déclarèrent à l'unisson que dans la question du gouvernement ouvrier, ils étaient enfin d'accord sur une formule commune.

Il ne s'agit pas ici, du reste, du camarade Graziadei, du camarade Radek, du camarade Zinoviev ou de tel ou tel autre camarade plus ou moins important du Komintern ; il s'agit de savoir quelle était l'appréciation de l'Internationale sur la tactique du gouvernement ouvrier, de même qu'il s'agit de donner l'importance qu'il mérite au fait que cette même Internationale veut aujourd'hui modifier son appréciation.

Il s'agit d'une véritable révision. La tactique du front unique n'a pas à être liquidée, dans son acceptation révolutionnaire on ne peut pas l'abandonner. Mais pour la tactique du gouvernement ouvrier, j'affirme qu'il s'agit d'une véritable liquidation. Il ne suffit pas de dire : nous conservons l'expression "gouvernement ouvrier" comme mot d'ordre d'agitation des masses ouvrières, mais il reste bien entendu que ce n'est qu'un pseudonyme, un synonyme de dictature du prolétariat et que nous n'avons rien changé à nos principes fondamentaux de conquête révolutionnaire du pouvoir. Au mois de juin 1922, nous avons accepté une formule analogue et le camarade Rossi a dit très justement qu'actuellement aussi nous pourrions accepter cette expression. Nous en sommes toujours là. C'est une convention, et pourquoi la refuser si vous nous déclarez que le gouvernement ouvrier n'est rien d'autre que la dictature du prolétariat, le pouvoir conquis par l'action révolutionnaire ?

Mais je veux être un peu plus "gauchiste" que mon ami Rossi. Au fond, nous sommes d'accord. Nous demandons des textes et des résolutions qui liquident nettement la **tactique** du gouvernement ouvrier selon l'interprétation de droite donnée par le camarade Radek et que la droite allemande a suivie dans la période où toute l'Internationale n'a rien trouvé à redire à ce que faisaient Radek et la droite allemande. Mais je crois qu'il faut aussi réclamer l'enterrement de l'**expression** elle-même. Permettez-moi de parler ouvertement. Je considère la tactique comme liquidée et je ne peux plus me battre contre ce fantôme que personne ne défend plus. Mais je crois que si j'avais pu étudier le texte du discours du camarade Boukharine, j'aurais pu voir qu'il y reste quelque chose de plus que la simple phrase, quelque chose de plus que le simple pseudonyme de la dictature du prolétariat. De même, si je me référais aux arguments développés par le camarade Ercoli (Togliatti), du centre de notre parti, dans son intervention au Congrès, et par le camarade Scoccimarro dans la discussion intérieure de notre parti, je pourrais dire qu'il y reste quelque chose de cette utilisation de la démocratie bourgeoise. Naturellement, cela est complexe, on établit un lien avec les actions de

masse, on fait état des nécessités révolutionnaires, mais il reste quelque chose.

Laisant cela, j'en reviens à l'expression elle-même : gouvernement ouvrier. Ce serait donc une simple traduction russe de ces mots latins : dictature du prolétariat ? Mais quels avantages retirons-nous d'une telle traduction ?

Littéralement, cette expression ne correspond pas à l'image que nous voulons donner de la conquête du pouvoir. La dictature du prolétariat, cette merveilleuse expression de Marx, il est déplorable qu'on veuille la balancer en douce par la fenêtre d'un Congrès communiste. Dans ces quelques mots s'exprime clairement toute notre conception politique, tout notre programme. Dictature du prolétariat, cela me dit : le pouvoir prolétarien s'exercera sans aucune représentation politique de la bourgeoisie. Cela me dit aussi : le pouvoir prolétarien ne peut être conquis que par une action révolutionnaire, une insurrection armée des masses. Lorsque je dis gouvernement ouvrier, on peut aussi entendre tout cela, si l'on veut ; mais si on ne le veut pas, on peut aussi entendre tout autre chose ; un autre type de gouvernement qui n'exclurait pas la bourgeoisie des organes de représentation politique, par exemple, ou encore le fait que la conquête du pouvoir soit possible par des moyens légaux (voix sur les bancs français : c'est très juste !). L'expression n'est pas heureuse. Elle ne suggère pas l'idée dont nous avons besoin. On nous dit : si nous disons dictature du prolétariat, les masses ne comprennent pas ; si nous disons gouvernement ouvrier, elles nous comprendront, et nous gagnerons ainsi des adhésions dans les couches que nous n'avons pu encore toucher par notre propagande théorique. C'est à cela que se réduit, nous dit-on, le rôle très modeste de l'expression gouvernement ouvrier. Je conteste également cela, je ne crois pas à cette utilité pratique. Aux mots « dictature du prolétariat » se rattachent des événements d'une telle importance, qui ont intéressé les masses les plus profondes du prolétariat mondial, que même les travailleurs vivant hors de la Russie soviétique savent ce qu'est la dictature du prolétariat et la réclament d'instinct, alors même qu'ils sont sous l'influence des chefs sociaux-démocrates. Mais que peut bien comprendre un simple ouvrier, un simple paysan au gouvernement ouvrier, alors que depuis trois ans, nous, les chefs du mouvement ouvrier, nous ne sommes pas parvenus à comprendre et à définir de façon satisfaisante ce qu'est au juste ce gouvernement ouvrier (**applaudissements**) ?

Je demande simplement un enterrement de troisième classe et pour la tactique et pour le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. Mais on nous dit : Vous êtes décidément insatiables ! L'Internationale va à gauche et vous n'êtes pas encore contents. Eh bien, admettons que l'Internationale aille à gauche ; mais s'il m'est permis de rappeler mon discours au IV<sup>me</sup> Congrès, je note que ce que nous critiquons dans le travail de la

direction politique de l'Internationale, c'est précisément cette tendance à aller à droite ou à gauche selon les indications de la situation ou selon l'interprétation que l'on croit devoir donner du développement des événements. Tant qu'on aura pas discuté à fond le problème de l'élasticité, de l'éclectisme (lorsque j'ai employé déjà cette expression je me suis attiré cette sévère réponse de Boukharine : « Ce terme a défini une campagne bolchévique contre l'opportunisme social-démocrate »), tant que cette élasticité sera maintenue, des oscillations devront nécessairement se produire et une oscillation à gauche nous fera toujours craindre une prochaine oscillation, encore plus marquée, à droite.

Or, ce n'est pas une déviation à gauche **dans la conjoncture actuelle** que nous demandons, mais une rectification claire et précise des directives de l'Internationale : même si cette rectification n'est pas faite comme nous le demandons, même si elle correspond à l'opinion de la majorité de l'Internationale, de ses dirigeants qui ont toute qualité pour l'exprimer, qu'elle soit faite au moins d'une manière claire. Nous devons savoir où nous allons.

C'est parce que nous avons déjà fait un certain nombre d'expériences, c'est parce que nous avons constaté qu'après avoir accepté cette expression de gouvernement ouvrier, au mois de juin 1922, nous l'avons vu se transformer de synonyme de dictature du prolétariat en synonyme de parlementarisme vulgaire que nous demandons que l'on biffe cette expression pour nous préserver, à l'avenir, de semblables surprises (...).

### **La discipline dans l'I. C.**

Mais ici se pose un problème très grave. On nous dit : que faites-vous de la discipline, que faites-vous de la nécessité d'avoir un parti mondial fermement organisé et centralisé ? Vous brisez cette discipline, camarades, vous refusez de vous soumettre aux directives de l'Internationale, vous êtes constamment en désaccord avec l'Internationale ; et vous devez comprendre qu'au sein de l'organe dirigeant du prolétariat mondial une telle indiscipline est inadmissible.

Avant tout, nous répondons que s'il y a eu indiscipline cela n'a pas été par mauvaise volonté de notre part, mais, comme dans tous les conflits concernant la discipline et l'organisation, à droite et à gauche, parce que l'Internationale est dirigée de manière trop élastique et insuffisamment précise dans les questions politiques et tactiques. Avant de continuer, je dois ici rectifier une affirmation qui m'a été prêtée par le camarade Zinoviev. Il a dit que dans la discussion intérieure de notre Parti j'aurais déclaré ceci : ou bien le V<sup>e</sup> Congrès s'empressera d'accepter mes opinions, c'est-à-dire celles de la gauche italienne, ou bien nous

organiserons au sein de l'Internationale une fraction de gauche pour lutter contre la direction de l'Internationale.

Je n'ai jamais dit cela. Pour rassurer les camarades qui s'inquiétaient d'un conflit avec l'Internationale, voici ce que j'ai dit : Au cas où, et seulement au cas où il se produirait dans l'Internationale une déviation ultérieure vers le révisionnisme de droite, il faudrait répondre par la constitution d'une fraction de gauche. Mais je n'ai pas dit que la constitution d'une fraction serait nécessaire ou admissible si l'Internationale restait telle qu'elle est ou s'il s'y produisait, si vous voulez, un tournant à gauche après le V<sup>e</sup> Congrès. C'est quelque chose de tout à fait différent et je prie le camarade Zinoviev de bien vouloir en prendre acte. (ZINOVIEV : Avec plaisir. Rires et applaudissements).

Dans ces conditions, le fameux dilemme : ou Bordiga ou l'Internationale, tombe. Il serait même ridicule de le poser ; il est tout de suite résolu, contre le simple individu que je suis, en faveur de l'Internationale.

### **La centralisation de l'Internationale**

(...) Nous voulons une véritable centralisation, une véritable discipline. Nous sommes tous pour la centralisation et pour la discipline ; mais nous demandons que soient réalisées les véritables conditions qui garantissent ce résultat dans les faits. En la matière, on ne peut se fier à la bonne volonté de tel ou tel camarade qui, au bout de vingt séances, signe un accord aux termes duquel la droite et la gauche se sont finalement unies.

Avec ce système, on n'assurera jamais une véritable discipline. C'est dans la réalité, dans l'action, dans la direction du mouvement révolutionnaire du prolétariat tendu vers l'unité mondiale que cette discipline doit se réaliser, mais elle doit se développer à partir de quelque chose de spontané surgissant des réactions immédiates de la lutte des classes.

Pour arriver à une centralisation et à une discipline parfaites, il faut une direction tactique claire et une continuité dans la structure de nos organisations et donc dans les limites qui nous séparent des autres partis. Je rappellerai encore une fois à ce propos notre vieille opposition à la fusion avec d'autres partis, au noyautage politique d'autres partis et également à la constitution de partis sympathisants, — ce dernier problème pouvant être traité lors de la discussion des nouveaux statuts. Nous sommes contre l'existence, aux côtés des partis communistes sérieusement liés par une discipline impérative, de partis qui vivraient commodément à l'ombre du drapeau de l'Internationale sans s'être engagés à rien et qui, échappant à notre contrôle, pourraient même se préparer tranquillement à trahir le prolétariat.

On nous dit : Vous n'avez pas confiance dans l'Internationale. Vous n'êtes pas sûrs que l'Internationale restera toujours révolutionnaire, vous vous défiez d'elle, votre langage le prouve ; mais l'Internationale ne peut tolérer dans ses rangs ceux qui se défont d'elle, ceux qui n'ont pas confiance dans le sûr développement révolutionnaire de son action.

On nous dit : une garantie existe ; c'est la présence à la tête de l'Internationale du Parti Bolchevique russe, de ce parti qui a une si grandiose tradition révolutionnaire et qui détient le pouvoir du premier Etat prolétarien. Cela devrait suffire à vous garantir que l'Internationale n'ira pas trop à droite, qu'elle restera toujours sur une ligne révolutionnaire. C'est ce que nous ont dit nos camarades du Centre dans les discussions intérieures de notre parti.

Zinoviev a déclaré que je me suis exprimé à cet égard avec beaucoup de courage. Je me félicite de ce compliment et je continuerai à m'exprimer avec le même langage.

### **Le Parti russe et l'Internationale**

Je pense que l'importance grandiose de la contribution du bolchevisme au mouvement d'émancipation révolutionnaire du prolétariat mondial découle justement de la situation tout à fait spéciale où se trouvait le parti russe. Il n'était pas en présence d'un capitalisme développé et d'un prolétariat nombreux et évolué ; il n'était pas en présence d'une révolution bourgeoise déjà accomplie, dans un pays ayant déjà parcouru une phase démocratique. Eh bien ! ce parti a pu puiser la véritable théorie révolutionnaire là où existaient le grand capitalisme et un prolétariat développé. Appliquée de manière grandiose là où elle avait toutes les chances de faire faillite, cette théorie a au contraire confirmé sa validité de la façon la plus éclatante. Telle est la preuve grandiose faite par le bolchevisme et sa contribution vraiment immense à la cause du prolétariat mondial avant la révolution russe et après, dans les premières années de l'Internationale, qui furent son âge d'or.

Sans tomber dans les exagérations des social-démocrates qui veulent établir une correspondance immédiate et fort banale entre le développement du capitalisme et celui des forces révolutionnaires, nous ne devons pas oublier que, si le parti bolchevique a pu réaliser cette synthèse du développement particulier de la Russie et des expériences révolutionnaires mondiales, c'est parce que ses chefs furent contraints d'émigrer et de vivre dans l'ambiance du capitalisme occidental, là où existait un prolétariat qui avait su forger sa théorie et sa politique.

Le développement historique du capitalisme mondial et la guerre impérialiste de 1914 leur ont permis cette magnifique et triomphale

application de cette doctrine mondiale qu'est le marxisme révolutionnaire, le léninisme : car Lénine est mondial et non pas seulement russe ; il appartient à nous tous (**applaudissements**).

Je dois avoir la sincérité de dire que, dans la situation actuelle, c'est à l'Internationale du prolétariat révolutionnaire mondial de rendre au Parti communiste russe une partie des nombreux services qu'il en a reçus. A l'égard du danger d'une révision de droite c'est la situation du Parti russe qui est la plus périlleuse et tous les autres partis doivent le protéger d'un tel danger. C'est dans l'Internationale qu'il doit trouver la force dont il a besoin pour traverser cette situation vraiment difficile et dans laquelle les efforts des camarades qui le dirigent sont vraiment admirables. Certes, la contribution énorme que le parti russe a donnée à l'œuvre de l'Internationale est une garantie pour nous. Mais nous voulons que la véritable garantie repose sur toute la masse du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

On nous accuse de pessimisme à l'égard de l'Internationale. Mais est-ce nous qui sommes pessimistes à l'égard de l'Internationale ? N'est-ce pas plutôt le Centre dirigeant de l'Internationale qui l'est à l'égard de la capacité révolutionnaire du prolétariat des autres pays ? Il me semble que certains camarades se demandent si nous ne sommes pas en présence d'une période de stagnation de la révolution mondiale d'isolement des partis qui se sont formés autour du parti communiste russe et qui se réduisent aujourd'hui à l'état de groupes et d'écoles politiques, impuissants à réaliser ce qu'a réalisé le parti russe.

Je pense que cette appréciation des masses d'Occident est exagérément pessimiste. Nous nous posons toujours le problème de la conquête des masses. C'est un problème fondamental, mais nous courons le risque de nous le poser d'une manière artificielle. Les masses d'Occident sont plus révolutionnaires qu'on ne le croit. Naturellement, pour réaliser les conditions d'un triomphe de la révolution, il faut des circonstances déterminées, et il faut que, de notre côté, nous soyons à la hauteur de la situation (...).

On peut cependant déjà constater une condition psychologique et politique favorable du prolétariat occidental. J'en donnerai un exemple très banal, mais je m'en rapporte là à l'expérience de tous les camarades qui travaillent dans les différents pays du monde entier. Nous avons eu des élections politiques dans trois grands pays d'Europe. Eh bien, nous avons eu de la chance : bien que nous ayons tenté partout de nous présenter à ces élections comme une coalition de partis, dans ces trois pays nous avons dû nous y présenter seuls sous le drapeau communiste déployé devant le prolétariat. Devant les regroupements de droite et de gauche de la bourgeoisie, nous avons défendu le programme communiste dans son intégralité, et nous avons appelé le prolétariat à répondre. Or il s'est passé ceci, que dans ces trois pays, presque au même moment, un nombre considérable d'ouvriers s'est montré prêt à suivre le parti communiste. Et

cela a une importance énorme, une importance dix fois plus grande que si dans un pays nous avions suivi la tactique de la collaboration, dans un second la tactique de la coalition et dans un troisième, par hypothèse, la tactique autonome.

Ainsi, les masses d'Occident ont pu constater que dans tous les pays, il existe un groupe ayant le même programme politique et constituant une véritable Internationale, chose qui a une répercussion formidable sur la classe ouvrière. Même en Italie, où la réaction a célébré son plus grand triomphe, nous avons suivi la situation jour après jour, et nous pouvons dire que si la masse a été dispersée, désorganisée, vaincue, elle est restée révolutionnaire. Il ne fait pas de doute que le nombre des **ouvriers révolutionnaires** a augmenté et que leur qualité révolutionnaire s'est beaucoup améliorée au cours de cette dure expérience.

C'est pourquoi précisément nous avons confiance dans l'Internationale, parce que l'Internationale, c'est le prolétariat du monde entier dont il faut diriger la lutte de libération contre l'exploitation capitaliste, parce que l'Internationale c'est la révolution russe, c'est la merveilleuse tradition du mouvement de libération du prolétariat russe, et c'est également la tradition révolutionnaire du prolétariat des autres pays, que l'on ne peut annuler car même du temps de la III<sup>e</sup> Internationale, dans la bonne époque de la II<sup>e</sup> Internationale comme dans son époque de déviation, il est resté dans les milieux prolétariens des différents pays des groupes qui sont toujours demeurés fidèles au programme révolutionnaire. C'est dans cet ensemble de forces mondiales, c'est dans l'unité mondiale de ces forces, auxquelles appartient le nom de Lénine et de la révolution que nous mettons toute notre confiance. Nous affirmons encore une fois notre optimisme, notre confiance dans la révolution et dans l'Internationale. Nous voulons simplement apporter une contribution modeste, mais sincère, au travail d'élaboration de la tactique qui mène à ce but grandiose. Nous ne doutons pas qu'un jour les Congrès Internationaux se réuniront pour constater la victoire remportée dans le monde entier sur l'oppression capitaliste. (Très vifs applaudissements).

## GORTER, LENINE ET LA GAUCHE

Presque simultanément en français et en italien vient d'être republié le fameux livre par lequel Gorter se rendit célèbre à la manière d'Erostrate, en accusant, en juillet 1920, le Parti bolchevique de conduire l'Internationale dans la voie de l'opportunisme. Lénine justifié au nom du « communisme ouvrier » ! Lénine comparé, au moment où l'Armée Rouge marchait sur Varsovie à... Bernstein ! Voilà de quoi faire rêver les plus exaltés des anarchistes, les chantres modernes de Cronstadt et tous ces prétendus révolutionnaires qui, ayant une langue en guise de cervelle, « gauchissent » un peu plus leur théorie chaque fois que la réalité refuse encore obstinément de danser sur leur musique, et qui se croient d'autant plus perspicaces que, à l'inverse de cet universitaire français qui situe toujours plus tard l'apparition de la véritable « science marxiste » ils « osent » situer plus tôt l'apparition de l'opportunisme dans l'Internationale.

Nous, insensibles aux modes, réfractaires aux exploits théoriques et aux

« audaces »... intellectuelles, nous ne verrons une fois de plus dans cette nouveauté qu'une renaissance de l'hydre opportuniste de l'immédiatisme, dont notre parti s'emploie à trancher les tentacules depuis plus d'un siècle. L'analyse des erreurs, de la dégénérescence et rapidement de la destruction de la III<sup>e</sup> Internationale comme Parti révolutionnaire du prolétariat mondial est une question, non de date, mais de doctrine. Et sur ce plan, notre courant, quelles qu'aient été ses forces, tant au moment des grandes batailles prolétariennes du premier après-guerre, que pendant les très longues années de réaction qui suivirent la défaite, a toujours accompli son travail d'analyse et de critique avec une intraitable fermeté. Il a formulé, en accord avec l'Internationale au second congrès, un jugement net et catégorique : la position du KAPD, dont Gorter s'est fait le champion, est « une capitulation devant l'opinion syndicaliste et industrialiste, qui est un fait réactionnaire » (Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne).

### Des analogies

Quelles qu'aient été les similitudes formelles entre ses critiques de la tactique de l'I. C. et celles de Gorter, notre courant a non seulement refusé toute parenté avec la « gauche hollandaise » et le « KAPD », mais a toujours combattu ces groupes comme étrangers au marxisme. Entre la Gauche communiste, qui combattit la tactique « parlementaire-révolutionnaire » à l'intérieur de l'I.C., et le KAPD qui, de l'extérieur, critiquait tout en-

semble tactique parlementaire, tactique syndicale et conception du parti, il n'y avait pas une simple différence de discipline à l'égard du Parti du prolétariat. Il y avait une opposition de principes dont le livre de Gorter nous permet une nouvelle fois de mesurer la profondeur.

C'est en vain que les auteurs de la préface de 1930 à l'édition française (catalogue Spartacus) (qui signent, d'une façon bien révélatrice d'un goût

prononcé pour le fédéralisme, « les groupes ouvriers communistes ») tentent de confondre, dans une prétendue opposition internationale au bolchévisme, les Tribunistes et Sylvia Pankhurst, la « fraction anti-parlementariste de Bordiga » et le groupe de l'Ordine Nuovo.

Il est vrai qu'ils procèdent d'une manière assez... « habile », ou, plus exactement cavalière. Ils déclarent tout d'abord que le KAPD « préconisait la lutte sans compromis du prolétariat contre la bourgeoisie, le boycottage du parlement et la destruction des syndicats en même temps que de tout l'appareil étatique du capitalisme, lui opposant la dictature du prolétariat dans la forme des conseils d'usine ». Ensuite, ils ouvrent la rubrique des « manifestations analogues », dans laquelle ils fourrent tout le monde pêle-mêle, la fraction abstensionniste du P.S.I. et... l'« Ordine Nuovo » ! Quiconque a quelque notion de l'histoire du P. C. d'I. ne peut que pouffer de rire à l'idée de ces bons « groupes ouvriers communistes » qui, myopes d'immédiatisme, collent la même étiquette au dos de ces groupes : « courants analogues » ! Il est vrai que la manœuvre est possible si l'on donne au terme « analogie » un sens très... extensible ! Prenons un exemple. Le KAPD se proclamait partisan de « la dictature du prolétariat dans la forme des conseils d'usine ». La Gauche communiste italienne parlait, dans les « Thèses de Rome », de « pouvoir prolétarien dans la dictature des conseils ». L'« analogie » est évidente... à ce petit « détail » près toutefois. La formule qu'emploie le KAPD a pour but d'opposer la dictature du parti à celle du prolétariat, alors que pour la Gauche, tout au contraire, la dictature du prolétariat ne peut s'exercer précisément que par la dictature du Parti.

Laissons donc aux groupes ouvriers communistes la méthode des « analogies » et livrons-nous plutôt, suivant la « lourde » tradition de la polémique marxiste, à une critique attentive du texte de Gorter.

Incontestablement, le défenseur du KAPD a ordonné son exposition d'une manière impeccable : son livre est di-

visé en quatre chapitres, suivis d'une brève conclusion : masses et chefs, la question syndicale, le parlementarisme, l'opportunisme dans la troisième internationale. En procédant à la façon des héros d'Homère, c'est-à-dire en reprenant par la fin les arguments de l'interlocuteur, on peut dire que Gorter accuse l'I. C. d'opportunisme dans la question parlementaire et dans la question syndicale parce que, d'après lui, elle a mal résolu le problème des « masses » et des « chefs ». En suivant l'ordre prosaïque, on peut dire que c'est parce qu'elle a mal résolu le problème des « masses » et des « chefs » que, pour Gorter, l'I. C. adopte, dans la question syndicale et dans la question parlementaire, une tactique opportuniste. En aucun cas, de quelque façon qu'on retourne le problème, on ne peut échapper à cette irrefutable conclusion : loin d'être secondaire, accidentel, le chapitre consacré aux « masses » et aux « chefs » est la base, l'âme même des critiques de Gorter, et se trouve placé en tête de la brochure pour la simple raison qu'il en commande tout le développement ultérieur. Si bien que, pour paraphraser l'auteur, on doit avouer que « si l'on accepte le point de départ, toute la brochure semble être juste, mais si on le rejette, alors toute la brochure est fautive ».

Lénine, constate Gorter avec amertume, « parle avec ironie et sarcasme de l'ineptie ridiculement puérile de cette lutte en Allemagne, à propos de la « dictature des chefs » ou des « masses », du « sommet » et de la « base » etc... ». Et Gorter est tout offusqué ! Pourtant, la première réaction de Lénine face à ses théories n'est rien d'autre qu'un réflexe marxiste devant une absurdité, une réaction si limpide et si évidente qu'elle ne donne pas lieu, entre partisans du communisme, à la moindre contestation. Mais ce qui est un réflexe pour un marxiste demeure, pour un immédiatiste, un insondable mystère. Aussi Gorter s'efforce-t-il avec une énergie louable, de passer à la contre-attaque, et donne en quelques lignes la démonstration éclatante qu'il n'a pas compris les objections qui lui ont été faites. « Mais nous ne sommes pas d'accord avec l'ironie. En effet, nous avons, en

Europe occidentale, dans beaucoup de pays encore, des chefs comme il y en avait dans la deuxième Internationale, nous sommes encore à la recherche de chefs véritables qui ne cherchent pas à dominer les masses et ne les trahissent pas, et, aussi longtemps que nous ne les aurons pas, nous voulons que tout se fasse de bas en haut, par la dictature des masses elles-mêmes ». Remarquable façon de s'embrouiller dans ses propres... « subtilités » ! En effet, nous ne pouvons nous empêcher dès l'abord de remarquer que, si désormais tout pourra se faire « de bas en haut », si les masses « exerceront leur dictature elles-mêmes », elles le devront avant tout à la... « volonté » du KAPD, jusqu'au moment où, bien entendu, ayant trouvé de « véritables » chefs, il en décidera autrement. Ainsi le « parti » que Gorter propose en modèle, qui déteste les partis de « chefs », donne à ses masses... l'ordre (on ne peut pas dire autrement) d'exercer leur... dictature ! O ironie ! Chassé par la porte au nom des « partis de masses », le parti de « chefs » rentre aussitôt par la fenêtre pour... élever le niveau de conscience de ces mêmes masses ! Les marxistes, qui ne sont pas imbus de démocratie comme ces immédiatistes de gauche auxquels appartient le KAPD, n'ont jamais méprisé les « chefs » au nom des « masses ». Pour eux, les masses ne deviennent des classes que lorsqu'elles se regroupent autour de partis, dirigés par des chefs. Et les chefs et les partis n'ont d'autre rôle que d'être les outils, plus ou moins solides et plus ou moins tranchants par lesquels les masses combattent pour leurs intérêts historiques. Il n'y a pas là le moindre mystère. De plus, là où les individualistes bourgeois, s'attachant à l'anecdote, voient surtout des masses et des chefs, les communistes, en matérialistes, voient d'abord des classes et des partis. Et cela est bien naturel. Alors que pour les marxistes l'histoire n'est rien d'autre que « l'histoire des luttes de classes » auxquelles seule l'émancipation du prolétariat mettra un terme, pour les bourgeois, elle est l'histoire de l'avènement de la démocratie, fondée sur la raison et la volonté des citoyens. Ainsi, l'opinion vulgaire bour-

geoise se forge-t-elle des histoires fantastiques, expliquant la destinée de tel ou tel pays par la personnalité de ses chefs, bons ou démocrates (De Gaulle, Churchill) mauvais ou fascistes (Mussolini, Hitler). Eh bien, malgré toutes ses proclamations de fidélité à la doctrine du matérialisme historique, Gorter en arrive, poussé par sa juste haine de la social-démocratie, au même niveau d'enfantillage, lorsqu'il cherche à établir le rôle des « bons » chefs, nécessaires au prolétariat. De plus, il tombe dans l'illuminisme bourgeois lorsqu'il affirme que le rôle du parti est « d'élever les masses, sur le plan de la conscience bien entendu, tandis que le centre de gravité de l'action doit être transporté (!) dans les masses ».

Il est vrai que Gorter, qui reprend dans son fond la dichotomie idéaliste bourgeoise et tente ainsi de résoudre un faux problème, fait appel pour se justifier à des raisonnements « marxistes » sur les différences de développement économique entre l'Allemagne et la Russie. Il admet du bout des lèvres que des chefs aient été nécessaires... pour la Russie. Mais, en Europe occidentale, se hâte-t-il d'ajouter, les conditions sont différentes. La révolution russe a bénéficié du soutien d'une insurrection démocratique-paysanne, qui n'est plus à l'ordre du jour en Allemagne. Le fait est incontestable. Mais les conclusions qu'en tire Gorter sont étranges. Au lieu de démontrer que, quelles que soient les conditions, le parti du prolétariat est partout fondé sur les mêmes principes, parce qu'il n'existe qu'un prolétariat mondial luttant pour la révolution mondiale, Gorter en déduit que : « Dans la mesure où l'importance de la classe augmente, baisse en proportion l'importance des chefs ». Le théoricien du KAPD se trouverait sans doute bien embarrassé si on lui demandait de définir ce qu'il entend par l'« importance » des masses. Les marxistes en tout cas ne s'amusent pas à « doser » scolastiquement — comme seuls peuvent le faire des « chefs » ouvriéristes — l'« importance » des « masses » et des « chefs ». Ils défendent un programme historique fondé sur la connais-

sance du capitalisme, de sa destruction nécessaire par le prolétariat, et de la disparition consécutive des classes. Leur Parti est fondé sur ce programme intangible. Pour Gorter au contraire (et quelles que soient les illusions qu'il se fait sur lui-même), le parti est fondé sur le mouvement immédiat de la classe ouvrière. C'est ce qui transparait dans toutes ses criti-

ques, et qui nous autorise à dire qu'il représente lui-même le mouvement immédiat de la classe ouvrière. « Masses et chefs » fonde dans une opposition factice et potentiellement contre-révolutionnaire du prolétariat à son parti historique toutes les critiques ultérieures de Gorter dans les questions syndicales et parlementaires.

## La question syndicale

« Après avoir établi ces bases théoriques générales » écrit le théoricien du KAPD « je veux essayer maintenant de prouver aussi dans l'application que la gauche en Allemagne et en Angleterre a généralement raison ». Pour tous ceux qui, séduits par le prétendu « radicalisme » de la tactique syndicale du KAPD, tenteraient de la considérer comme indépendante de ses bases théoriques, cette petite phrase constitue, en même temps qu'un obstacle insurmontable, un cuisant démenti. Et c'est sur ces « bases théoriques générales », en pleine conformité avec elles, que Gorter formule ses critiques « tactiques ». « De même que le parlementarisme exprime le pouvoir intellectuel des chefs sur les masses ouvrières, le mouvement syndical incarne leur domination matérielle ». Sur la base radicalement fautive de l'opposition des masses aux chefs, Gorter a la puérilité de jouer au matérialiste, et de trouver à la domination des « chefs » une expression « intellectuelle » et une base « matérielle » ! Mais tout reste très clair. Gorter critique les chefs syndicaux, parce qu'ils empêchent les masses de s'exprimer, mais s'attaque aux « bases » de leur domination, qui est d'après lui la « forme » (!!) syndicale : « C'est la forme organisatrice elle-même qui rend les masses à « peu près impuissantes, et qui les « empêche de faire du syndicat l'instrument de leur volonté ». Cependant, le théoricien du KAPD, sans doute lui-même un peu surpris de voir une « forme d'organisation » barrer sa route à l'histoire, tente de prévenir les objections : « Au cours des discussions

« dans le Parti, en Allemagne, on s'est « moqué de ce qu'une forme d'organisation puisse être révolutionnaire, « sous prétexte que tout dépendait « seulement de la conscience révolutionnaire des hommes, des adhérents. Mais, si le contenu essentiel « de la révolution consiste en ce que « les masses prennent en main la direction de leurs propres affaires, la « direction de la société et de la production — il s'ensuit que toute forme d'organisation qui ne permet « pas aux masses de dominer et de diriger elles-mêmes est contre révolutionnaire et nuisible ». Résumons donc la critique. Premièrement : il faut désertter les syndicats parce que cette forme d'organisation donne le pouvoir aux chefs. Deuxièmement : il faut créer des conseils de fabrique parce que cela permet aux masses elles-mêmes de « prendre la direction de leurs propres affaires ».

Si l'on accepte le point de départ ouvrieriste, démocrate, immédiatiste, tout est juste. Mais si l'on n'admet pas que « le contenu essentiel de la « révolution consiste en ce que les « masses prennent la direction de « leurs propres affaires, la direction « de la société et de la production », tout est faux. Et précisément, pour des marxistes, ce n'est pas que « les masses prennent en main leurs propres affaires » qui est le contenu essentiel de la révolution. Cette formule est tellement vague qu'elle convient aussi bien à la révolution démocratique bourgeoise où les « masses » s'emparent des terres, qu'à la révolu-

tion communiste. Comme formule d'agitation, elle est certainement excellente, et Lénine ne se priva pas d'exalter magnifiquement l'« initiative révolutionnaire des masses », mais, prise au pied de la lettre comme définition « scientifique », elle est tout à fait fautive. Le contenu de la révolution communiste, c'est la destruction du capital et, à cette fin, la destruction violente de l'appareil d'Etat. C'est l'assaut révolutionnaire, c'est l'insurrection. Avant que le Parti Communiste n'ait en main la direction de l'Etat prolétarien, tout appel à la gestion, à la « prise en main par les masses de la direction de leurs propres affaires » au sens où l'entend Gorter, c'est-à-dire à la gestion des usines, toute confusion des tâches économiques et des tâches politiques, est un affaiblissement du prolétariat, un dramatique détournement de ses précieuses forces, qui doivent être tout entières préparées à l'assaut. Le devoir des communistes est de combattre avec le plus grand soin cette idée gradualiste que le pouvoir de « direction de la société » se conquiert peu à peu, par la gestion des usines isolées (ce que le KAPD formulait ainsi dans la thèse 3 de son programme : « La révolution prolétarienne est en même temps procès économique et politique »). Tant que l'Etat n'est pas détruit, le prolétariat n'a rien conquis. D'abord révolution politique ; ensuite, et ensuite seulement, révolution économique-sociale.

En ce sens, les communistes, dans les plus modestes luttes économiques, s'efforcent de faire comprendre aux ouvriers qu'ils n'appartiennent ni à une usine, ni à une région, ni à une profession, mais à la classe des vendeurs de force de travail. Dans les syndicats, les prolétaires peuvent dépasser les limitations de lieu et de corporation, et regrouper leurs forces pour ce moment où, les luttes économiques s'étant unifiées et généralisées, elles pourront se transformer, sous la direction du Parti, en lutte politique pour le pouvoir d'Etat. Tout au contraire, les conseils d'usine défendus par Gorter comme « formes » révolutionnaires attachent le travailleur à l'entreprise particulière, au métier,

montent en épingle les tâches de gestion de l'économie mercantile et rejettent à l'arrière-plan la nécessité de la lutte politique. En ce sens, le niveau de conscience que nécessite l'apparition, dans telle ou telle région, des conseils d'entreprises est bien inférieur à celui que nécessite la constitution par les prolétaires d'un syndicat puissant et combatif. Si bien que si nous devons raisonner, à la manière de Gorter, en « formes » d'organisation, c'est au... syndicat que nous donnerions la préférence. Mais nous raisonnons en termes politiques, et sur les revendications qui servent à la constitution des conseils de fabrique qu'il défend, nous écrivons : « Immédiatisme ! ».

Et la façon dont Gorter justifie la scission du KAPD, sa sortie des syndicats n'est pas propre à nous faire changer d'avis : « La révolution était là. Les syndicats ne voulurent pas lutter. A quoi bon, dans un pareil moment, dire : restez dans les syndicats, propagez vos idées, vous deviendrez sûrement les plus forts et vous aurez la majorité. Cela serait bien joli, en ne tenant pas compte de l'étouffement des minorités qui est un fait d'usage, et la gauche elle-même ne demanderait qu'à l'essayer si seulement on avait le temps. Mais il n'y avait pas à attendre. La révolution était là. Et elle est encore là ». On ne peut rêver plus bel aveu d'immédiatisme : la pression révolutionnaire des ouvriers était insuffisante pour que les révolutionnaires organisés puissent prendre la direction des syndicats. Le KAPD, considérant la « tactique » comme le déminage de l'histoire, lui attribuant une puissance démesurée, crut que la création de « nouvelles » formes d'organisation pourrait... accroître l'énergie révolutionnaire des masses. Que des ouvriers aient été poussés à rompre par dégoût avec les syndicats dirigés par les sociaux démocrates est une chose. Que des groupes ouvrieristes aient théorisé cette faiblesse et, au nom de « nouvelles formes d'organisation » destinées à permettre aux masses de s'exprimer, en aient fait une panacée, c'est ce que nous condamnons sans réserves.

## Le parlementarisme révolutionnaire

Sur le terrain de la tactique parlementaire, on retrouve la rigoureuse logique de Gorter. C'est pour la même raison qu'il était « scissionniste » dans la question syndicale qu'il fut « abstentionniste ». Gardons-nous donc avec une sainte horreur de la méthode des « analogies » si chères aux « groupes ouvriers communistes », et donnons une fois de plus la parole au défenseur du KAPD. Pour justifier sa tactique, il cite son ami Pannekoek : « Le parlementarisme est la forme typique de la lutte par le moyen de chefs, où les masses elles-mêmes ne jouent qu'un rôle secondaire ». Il n'y a pas de résumé plus ramassé des véritables raisons de l'abstentionnisme du KAPD. Mais certains passages sont encore plus explicites. « Le problème de la tactique consiste à trouver les moyens d'extirper la mentalité traditionnelle bourgeoise dominante hors de la masse des prolétaires dont elle affaiblit les forces. Tout ce qui renforce à nouveau la conception traditionnelle est nuisible. Le côté le plus solide, le plus tenace de cette mentalité est justement leur dépendance vis-à-vis des dirigeants auxquels ils abandonnent la solution de toutes les questions générales, la direction de leurs intérêts de classe ». Une fois de plus, c'est l'opposition entre les masses et les chefs qui est le critère décisif ; et cette opposition prend des proportions telles qu'elle conduit tout droit Pannekoek à des formulations quasi-anarchistes. On se demande si, poursuivant sur sa lancée, le partisan de l'« école hollandaise » n'ira pas jusqu'à dénier aux prolétaires le droit d'avoir des « chefs », dans les opérations militaires, sous prétexte que ces « chefs » enlèvent aux masses... toute initiative. Pour Pannekoek, les ouvriers doivent certes lutter pour s'émanciper, mais il semble leur indiquer que, tout d'abord, ils doivent commencer par s'émanciper... de leurs dirigeants. Mais ce « radicalisme » outre qu'il est bourgeois dans son fond (lorsque la Révolution s'avance, la bourgeoisie saisie d'effroi n'en rejette-t-elle pas haineusement la « faute » sur les

« meneurs » ?) n'est pas sans jouer quelques facéties aux « révolutionnaires » qui s'en font les défenseurs. Ainsi, Gorter, rapportant les impressions qu'il éprouva lors de la fondation du Parti Communiste en Angleterre, qui rejetait « l'Etat et son parlement » (ce qui n'est d'ailleurs pas décisif pour définir l'abstentionnisme, puisque Lénine rejetait tout autant « l'Etat et son parlement ») déclare, ému : « Ce fut une journée historique, camarade, lorsque, au cours de cette assemblée au mois de juin, fut fondé le premier parti communiste et qu'il rompit avec toute la constitution et l'organisation de l'Etat en vigueur depuis sept siècles ». Troublé par cette émotion trop forte, Gorter en oublie toutes les théories qu'il est en train d'échafauder contre les chefs, et ajoute, avec une touchante spontanéité : « J'aurais voulu que Marx et Engels y fussent ». C'est ainsi que la réalité se joue de ceux qui voudraient lui faire faire des pirouettes, et se charge de les remettre à leur place. La gauche communiste d'Italie fut abstentionniste pour de tout autres raisons. Nous rappellerons simplement ici qu'elle a établi très clairement la différence entre révolution double (Allemagne 48, Russie 17) et révolution pure. Si le parlement peut avoir un rôle à jouer dans une révolution double, être un centre d'intérêt pour les masses paysannes, dans les pays de vieux capitalisme, la situation est bien différente. Par discipline, la gauche accepta la tactique du parlementarisme-révolutionnaire et fut la seule à l'appliquer. Alors cette possibilité tactique était encore ouverte. La catastrophe que fut la dégénérescence rapide de la III<sup>e</sup> Internationale montra de façon irrécusable que cette tactique était à rejeter. Pour éviter toute possibilité « d'analogie », nous dirons que la gauche marxiste et le KAPD se rencontrent dans l'abstentionnisme, mais se « rencontrent » comme, sur le champ de bataille, deux armées opposées. Alors que, dans son opuscule de juillet 1920, Gorter citait Pannekoek : « Le parlementarisme est donc la for-

me typique de lutte par le moyen des chefs, où les masses jouent un rôle secondaire ». Il Sovlet avait écrit le 23-5-1920, dans un article intitulé : « Les tendances dans la III<sup>e</sup> Internationale » : « Notre abstentionnisme « découle de la grande importance que nous donnons aux tâches politiques « qui, dans la période historique actuelle, incombent aux partis communistes : la conquête insurrectionnelle du pouvoir politique, l'instau-

« ration de la dictature du prolétariat, et du système soviétiste ». Les raisons de la rencontre sont donc les suivantes : Gorter attaque le parlementarisme révolutionnaire au nom de l'activité des masses, la Gauche communiste au nom de la conception marxiste du Parti, rigoureux outil de la révolution, et dont ce serait sans doute émousser le tranchant que d'en vouloir trop solliciter la flexibilité.

### L'opportuniste dans la Troisième Internationale

Gorter a beau parler d'opportuniste dans la III<sup>e</sup> Internationale « dès 1920 », les admirateurs modernes ont beau — cinquante ans après — s'émervéiller de ses découvertes, nous n'en sommes pas le moins du monde troublés. Nous ne disons pas qu'il n'y ait pas eu d'opportuniste dans l'Internationale avant 1920, ni que tout ce qu'ait dit Gorter est faux — il arrive aux élèves les plus brouillons de finir par dire quelque vérité. Nous disons que Gorter ne fit pas de la tactique opportuniste de l'I. C. une critique marxiste, parce qu'il était lui-même étranger à cette doctrine en principe. Loin de voir en lui un « précurseur » comme aiment à en découvrir les marchands de livres, pressés par la dure nécessité d'assurer la rotation de leurs stocks, nous ne voyons en lui que le fossile d'un passé révolu. D'un passé auquel a mis fin pour nous le Manifeste des Communistes de 1847.

Gorter croyait découvrir des fautes tactiques dans l'I. C., mais s'illusionnait gravement en se considérant comme marxiste.

Avec cette doctrine, il était en désaccord absolu sur un point fondamental : la question du Parti. Le KAPD tendait à la fusion du parti et des organismes intermédiaires. « Le parti, doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée soviétique et se prolétarianiser » écrivait le n° 54 de la « Kommunistische Arbeiterzeitung ». En dévaluant gravement le Parti, le KAPD tentait d'« élever » les organismes intermédiaires. Il ouvrait ses

« unions » aux ouvriers qui reconnaissaient seulement (seulement !) « la dictature du prolétariat ». Le KAPD opérait une scission dans les organismes économiques de la classe ouvrière, sans pour cela élever le niveau de conscience des masses : car ce n'est jamais en abaissant le Parti qu'on « élève » les ouvriers. Mais les amis de Gorter avaient du Parti une conception particulière. Nous voulons un parti disaient-ils, mais « non pas un parti au sens ordinaire du mot ». Parce qu'ils ne savaient pas ce qu'est le parti, les ouvriéristes d'Allemagne ne savaient pas non plus ce qu'étaient les organisations économiques de la classe ouvrière, pas plus que ne l'a compris cinquante ans après, l'illustre Silvero Corvisieri. Cet historien qualifié démontre son ignorance avec brio dans la préface à l'édition italienne où il accuse un militant nommé Bordiga de commettre la même erreur que Gorter sur la question du Parti (Sic !). L'illumination du KAPD est attribué à la Gauche communiste : « Ce que dit Bela Kun sur la prétention de Gorter de former des communistes en soumettant les ouvriers candidats à des examens en bonne et due forme pourrait être étendu à Bordiga ». Monsieur Corvisieri pourrait mentir, s'il le voulait, avec plus d'habileté. Mais ici (sans doute était-il fatigué) il s'est contenté tout simplement d'affirmer exactement le contraire de la vérité, d'une vérité que tout le monde connaît : le militant nommé Bordiga non seulement n'a jamais prétendu que le parti fût une école, mais a toujours combattu ex-

pressément cette idée en commençant par la polémique anti-culturaliste de 1912 contre un véritable illuministe, qui se trouvait être précisément Tasca, père de l'ordinonisme italien et... cousin de l'immédiatisme allemand ! Mais Monsieur Corvisieri est encore plus amusant lorsqu'il se met à tancer d'importance le sectaire Bordiga, non plus sur la question du parti, directement, mais sur celle des conseils d'usine. « Qu'on voie donc la différence d'attitude de Bordiga et de Lénine envers les conseils d'usine. Le premier se borne à nous gratifier d'une leçon sur la différence entre les soviets et les conseils d'usine ; le second, se référant à une expérience révolutionnaire concrète, (ô concret !) (celle de la Russie de 17) explique comment les communistes peuvent pousser les masses vers le communisme et la constitution de soviets précisément en militant, en organisant et en orientant la poussée spontanée vers la formation de conseils dans les usines pour imposer le contrôle sur les licenciements, et sur les autres questions qui touchent plus directement aux intérêts des ouvriers ». La « différence » entre Lénine et Bordiga n'est pas si grande que veut bien le faire croire notre historien, et ne consiste absolument pas en tout cas, comme tente de le suggérer perfidement Corvisieri en ce que Lénine ait été « avant la lettre », un partisan du contrôle ouvrier. Alors que Lénine montre quelle est la voie de passage des revendications immédiates et entachées d'illusions des ouvriers, aux formes supérieures de lutte (constitution des soviets), Bordiga s'attache à démontrer à des Italiens (qui ne semblent pas l'avoir comprise un demi-siècle après, et qui ont l'audace de jouer les sévères censeurs) la différence qui existe entre un conseil d'usine, organisme temporaire de lutte économique des ouvriers, et les soviets, organisations politiques territoriales de combat des masses prolétariennes. Si les Gorter, Gramsci et (s'il est permis de comparer les petites choses aux grandes !) les... Corvisieri avaient compris cela, ils auraient pu comprendre la juste relation qui doit exister entre parti, clas-

se, et réseau d'organisations économiques intermédiaires. Que Corvisieri n'ait pas les idées bien en place à ce sujet, cela ressort de sa préface. Sans quoi, il n'aurait pas d'abord tenté d'assimiler la gauche à Gorter sur la question de l'illuminisme, et n'aurait pas écrit ensuite ce qui suit : « Mais cela ne veut pas dire que Bordiga, au-delà de différenciations politiques contingentes, ne retombe pas dans l'erreur substantielle imputée par Lénine aux extrémistes : une conception erronée du rapport parti-classe, conscience spontanée ». Si l'honnête Corvisieri veut bien se donner la peine de lire quelques textes de notre courant, il constatera que nous nous réclamons avec fermeté de Que-Faire ? S'il ouvre la collection de Rassegna Comunista, il trouvera, en date du 15 avril 21, un texte de notre Parti, intitulé « Parti et Classe », qui débute ainsi : « A la base des thèses sur les tâches du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne, approuvées par le second Congrès de l'I. C., se trouve la définition des rapports entre Parti et classe. Ces thèses véritablement et profondément inspirées de la doctrine marxiste ont établi que le parti de classe ne peut prendre dans ses propres rangs qu'une partie de la classe, jamais sa totalité, jamais peut-être même sa majorité ». En tentant d'opposer Lénine à la Gauche sur la question du Parti, il faut dire que Corvisieri n'était ni véritablement, ni profondément inspiré...

Contrairement aux mensonges de Corvisieri, donc, la gauche a toujours défendu sans défaillance la conception marxiste du parti, fondé sur le programme, composé des seuls communistes et rigoureusement distinct de toutes les organisations intermédiaires qu'il a pour tâche de réunir en un seul faisceau et de guider à l'assaut de l'Etat, afin d'exercer sa dictature au nom du prolétariat. Non seulement nous avons toujours su que le parti, organe de la classe, était nécessaire, mais nous avons toujours défendu son caractère rigoureusement centralisé. La nature du Parti ne dépend d'ailleurs pas pour nous du caractère de tel ou tel chef, du goût de l'orga-

nisation, ou d'un dosage plus ou moins capricieux, à la Daniel Guérin, de spontanéité et de conscience. La nature du Parti ne dépend pas de l'acte de volonté d'un chef, ni d'un groupe de militants. Elle est inscrite dans la structure même de la société capitaliste. Des savants imbéciles prétendent que Marx n'a pas formulé de théorie de l'organisation. Qu'ils lisent donc le Capital ! Ils y verront face à face la société capitaliste, la société du mercantilisme généralisé et de l'exacerbation de la propriété, et la société communiste qui, ignorant la propriété, pourra procéder à une transformation consciente de la nature. Ils comprendront peut-être alors que le Parti est le formidable levier historique, qui, manié par le prolétariat renverse la société d'exploitation pour établir celle que Marx appelle « la reconstitution consciente de la société humaine ».

Les bourgeois, qui pourtant n'avaient qu'à ouvrir la route au développement automatique de l'économie mercantile, eurent besoin de la dictature de Cromwell, et de la centralisation de la terreur dans les mains du « Comité de salut public ». Combien plus monolithique et centralisé sera le Parti qui ayant détruit l'Etat bourgeois, concentrant en lui toute la volonté révolutionnaire du prolétariat, entreprendra, brisant méthodiquement les mécanismes mercantiles comme on démantèle une forteresse, de bouleverser régulièrement la société jusqu'à l'établissement définitif de la production communiste !

Pour toutes ces raisons, parce que le KAPD était étranger au marxisme sur des questions essentielles, nous re-faisons toutes ses critiques de l'I. C.,

même et surtout lorsqu'elles paraissent vraies. Ce serait détruire toute la tradition de la Gauche marxiste d'admettre que l'on peut détruire une tactique juste de principes faux. Ni scission syndicale bien évidemment, ni l'abstentionnisme du KAPD, ni la dénonciation de la tactique de front unique avant la lettre contenue dans le chapitre qui traite de l'Angleterre ne sont admissibles, parce qu'elles ne reposent pas sur les principes marxistes.

Avec les bolchéviks, la Gauche avait en commun la même conception du socialisme, de l'internationalisme, du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », du rapport entre Parti et organisations économiques, du Parti. Avec le KAPD, rien de tout cela. Notre étude de Parti sur l'« Extrémisme » de Lénine le souligne avec force. Et il faut toute la vulgarité politique d'un Humbert-Droz pour croire que la Gauche ait pu avoir, au III<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., ne fût-ce qu'une seconde, l'intention de s'unir au KAPD. Notre courant avait trop conscience de l'énorme responsabilité historique qui reposait sur ses épaules pour se livrer à des manœuvres incapables d'engendrer autre chose que la destruction du Programme. Notre Parti fut intransigeant (et d'une intransigeance salutaire !) vis-à-vis de l'I. C. Et voilà maintenant des imbéciles contemporains qui, après un demi-siècle, tentent encore l'amalgame ! Qu'ils grattent leur papier, qu'ils remettent en selle des « précurseurs » et découvrent avec ravissement de toujours vieilles nouveautés ! Nous, nous saurons tirer notre bordée de mitraille marxiste contre la bête infâme de l'immédiatisme avec la même vigueur qu'il y a cinquante ans.

## Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

### EN LANGUE FRANÇAISE :

- ⊙ **La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages** ..... 4,00 F
- ⊙ **Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du " Prolétaire "** ..... 0,50 F
- ⊙ **En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : « Bilan d'une révolution », 187 pages** ..... 9,00 F
- ⊙ **Les fondements du communisme révolutionnaire, ronéotypé** ..... 3,00 F
- ⊙ **Mouvements revendicatifs et socialisme** ..... 1,50 F
- ⊙ **Revue " Programme Communiste " :**
- N<sup>os</sup> 1 à 34 ..... épuisés
- N<sup>os</sup> 35, 36, 37, 38, 39 ..... 2,50 F
- N<sup>os</sup> 45, 46, 47, 50 ..... 4,00 F
- N<sup>os</sup> doubles : 43-44, 48-49, 51-52 ..... 7,00 F
- ⊙ **Journal « Le Prolétaire » : collection reliée des premiers numéros disponibles (les numéros de 1 à 30 sont épuisés) : du N° 31 au N° 71 (décembre 1969)** ..... 35,00 F
- ⊙ **Série : « les textes du Parti Communiste International » :**
- 1. **Communisme et fascisme, 158 pages** ..... 8,00 F
- 2. **Parti et classe, 60 pages** ..... 4,00 F
- 3. **Le principe démocratique, 24 pages** ..... 1,50 F

### EN LANGUE ITALIENNE :

- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. I, 415 pages** ..... 25,00 F
- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. I bis, 92 pages** ..... 8,00 F
- ⊙ **O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale** ..... 7,00 F
- ⊙ **La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages** ..... 7,00 F
- ⊙ **Chi siamo e che cosa vogliamo** ..... 1,50 F
- ⊙ **Série : « I testi del partito comunista internazionale » :**
- 1. **Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages** ..... 7,00 F
- 2. **In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours** ..... 12,00 F
- 3. **Elementi d'economia marxista** ..... 12,00 F

### EN LANGUE ALLEMANDE :

- ⊙ Internationale Revolution, périodique, le numéro ..... 1,00 F
- ⊙ Die frage der revolutionaren partei, 56 pages ..... 4,00 F

### EN LANGUE ESPAGNOLE :

- ⊙ Que es el partido comunista internacional. Que fué el frente popular. Espana 1936 ..... 4,00 F
- ⊙ Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
  1. Los fundamentos del comunismo revolucionario, ronéotypé ..... 4,00 F
  2. Fuerza violencia y dictatura en la lucha de clase en préparation

### EN LANGUE ANGLAISE :

- ⊙ Appeal for the international reorganisation of the revolutionary marxist movement. Fundamental points for joining the International Communist Party ..... 3,00 F
- ⊙ Prague : The Second " Coup " ..... 1,50 F
- ⊙ Presentation of the International Communist Party en préparation
- ⊙ Why Russia is not socialist ..... en préparation
- ⊙ Force, violence and dictatorship in tfe class struggle en préparation

### EN LANGUES DANOISE ET SUEDOISE :

- ⊙ Kommunistik Programm, périodique, le numéro ..... 1,50 F
- ⊙ Série : « Det kommunistiske venstres tekster » :
  1. Marxismens Grundtraek — Partiets karakteristiske teser ..... 4,00 F
  2. Vad är och vad vill det elInternationella Kommunistiska Partiet ..... 3,00 F
  3. Lev Trotskij : 1917, Oktoberlaere — Pariserkommunen Laere ..... en préparation

Directeur de la Publication : F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à :  
" PROGRAMME COMMUNISTE " - B. P. 375 Marseille-Colbert  
C. C. P. 2202-22 Marseille

Imp. " Lino-Imp ", 1-3-5, Bd Schloesing (ex-bd Desplaces)  
Marseille (10°)

Distribué par les N. M. P. P.

## **le prolétaire**

**journal bi-mensuel**

Le numéro : 50 Centimes — 5 FB — 80 Lires

Abonnement annuel : 10 F — 100 FB — 1600 Lires

## **syndicat de classe**

**Supplément syndical mensuel du " prolétaire "**

## **programme communiste**

**revue internationale trimestrielle**

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "  
25 F — 250 FB — 3200 Lires

## **il programma comunista**

**journal bimensuel**

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

## **il sindacato rosso**

**journal mensuel de lutte syndicale**

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"  
20 F — 200 FB — 2000 Lires